



# **HANTIERS]**

*Revue du RASSEMBLEMENT COMMUNISTE - n°3 - Décembre 2020 - [rassemblementcommuniste.fr](http://rassemblementcommuniste.fr)*



## **COMMEMORER LE CONGRES DE TOURS POUR RECONSTRUIRE L'AVENIR DU COMMUNISME**

*A l'occasion du centenaire de la fondation du  
PARTI COMMUNISTE - SECTION FRANCAISE  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*



# COMMEMORER LE CONGRES DE TOURS POUR RECONSTRUIRE L'AVENIR DU COMMUNISME

LE PCF ET LE **MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS**  
QUAND LE PROLETARIAT ORGANISE AVAIT SON PARTI

PCF ET **INTERNATIONALISME**  
UN PRESTIGE INCONTESTABLE, DES CRITIQUES CRUCIALES  
POUR L'AVENIR DE NOTRE CAUSE

PCF, **IMMIGRATION**  
ET MINORITES NATIONALES

DES CADRES, DES ORGANISATEURS,  
DES DIRIGEANTS **ISSUS DU PEUPLE**

Maurice **THOREZ**, un « fils du peuple » pour diriger le parti  
Lamine **ARFAN SENGHOR**, une lutte résolue contre la France coloniale  
Madeleine **COLIN**, le congé maternité remboursé!  
Ambroise **CROIZAT**; la Sécu, conquête historique du parti  
Abdelkader **HADJ ALI**, Paris aurait eu un député algérien!  
Madeleine **RIFFAUD**, jusqu'au bout contre toutes les oppressions!  
Colonel **FABIEN**, icône de la résistance à 25 ans!  
Henri **KRASUCKI**; « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat! »  
George **WODLI**, un héros français au cœur de la bête immonde  
Jeanne **LABOURBE**, une française héroïne de la révolution russe!  
**Ho CHI MINH**, un travailleur immigré... qui changea le monde!  
Georges **POLITZER**, grand philosophe... et martyr de la résistance  
Danielle **CASANOVA**, militante, dirigeante, combattante et martyre  
Martha **DESROMAUX**, fierté de la classe ouvrière... un jour au Panthéon?  
Tiémoko **GARAN KOUYATE**, de l'anticolonialisme au panafricanisme  
Henri **ROL-TANGUY**, sur le front, des Brigades Internationales aux FFI

Gaston **DONNAT**, héros méconnu de l'indépendance du Cameroun  
Marcel **PAUL**, la bataille pour la nationalisation de l'énergie  
Maria **RABATE**, initiatrice de la protection maternelle et infantile  
Joseph **HENTGES**, artisan de la grève contre la guerre du Rif  
Marie Claude **VAILLANT COUTURIER**, l'infatigable antifasciste  
Jacques **DUCLOS**, tribun de la classe ouvrière  
Benoit **FRACHON**, sur le front du syndicalisme révolutionnaire  
Pierre **VILLON**, la lutte pour la Paix et les « jours heureux »  
Louis **ARAGON**, « le témoin des martyrs »  
Missak **MANOUCHIAN**, « La mort n'éblouit pas les yeux des partisans »  
Henri **BARBUSSE**, « Après tout pourquoi faire la guerre?... »  
Paul **VAILLANT-COUTURIER**, la presse du peuple, le journalisme engagé  
Marcel **CACHIN**, tribun historique du Congrès de Tours  
Jean **NICOLI**, le drapeau rouge et le drapeau corse à la main  
Georges **COGNIOT**, l'intellectuel dévoué au combat de classe  
Jeannette **VERMEERSCH**, contre la mutation réformiste du Parti

**R. DENYS, E. FERRARI, R. MIELLET, F. JOLY,**  
DES **JEUNES COMMUNISTES** A NE PAS OUBLIER  
EN GUISE DE CONCLUSION...

# LE PCF ET LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS QUAND LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ AVAIT SON PARTI

Le parti né en 1920 comme « parti communiste » a été au cours du XX<sup>ème</sup> siècle le **meilleur parti révolutionnaire prolétarien** que la France ait connu, loin devant les formations blanquistes, communardes ou socialistes qui l'ont précédé, loin devant les formations variées de « gauche » qui occupent la scène politique depuis sa dégénérescence politique contemporaine. Le « meilleur » ne veut pas dire qu'il ait été parfait mais il importe de mesurer ce qu'il a signifié, ce qu'il a représenté pour notre classe sociale, pour le combat émancipateur des travailleurs; il importe ce faisant de mesurer ce que nous avons perdu et ce qu'il nous faut retrouver.

Le Parti né en 1920 s'inscrit dans une tradition, un héritage : il est structurellement la continuité du Parti socialiste SFIO né en 1905 de l'unification de diverses organisations socialistes marxistes. Mais il est en même temps rupture avec cet héritage, rupture d'abord dans le nom bien sûr puisqu'en s'affiliant majoritairement (une minorité faisant scission) à la nouvelle Internationale, l'Internationale Communiste, il change de nom, devient « Parti communiste, section française de l'Internationale Communiste » ; et ce changement traduit la volonté de nouveauté contre le « vieux parti » qui a failli en se vautrant dans l'Union sacrée impérialiste, il traduit la volonté de suivre l'exemple des russes qui ont ouvert un chemin par la révolution d'octobre 1917, il traduit la volonté de rupture avec les pratiques du « vieux parti » dont l'activité était organisée autour du jeu parlementaire, au détriment de la primauté à la lutte des masses pour la conquête directe du pouvoir.

La volonté de rupture et de construction d'un parti dit de « type nouveau » s'exprima au congrès de Tours par l'adoption des « 21 conditions » qui avaient été posées par l'Internationale Communiste pour qu'un parti puisse rejoindre la nouvelle Internationale. Voici deux de ces fameuses conditions :

« 1. (...) *Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. [...] Il est inadmissible que les organes de presse méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti (...)*

11 *Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation »*

Ces deux conditions signifiaient placer la presse et les députés sous le contrôle du Parti; mais cela allait plus loin, c'était bien un renversement social fondamental, déplaçant le centre de gravité du Parti des espaces traditionnels détenus par les élites intellectuelles, au Parti lui-même, vers la classe ouvrière, sa fraction d'avant-garde.

En effet, cela va de pair, dans les années 1920, avec la construction d'un Parti communiste autour de dirigeants

d'origine ouvrière, rompant radicalement avec une SFIO dominée traditionnellement par une élite d'intellectuels et de professions libérales, journalistes ou avocats.

La « bolchevisation » du Parti, à partir de 1924, signifiait bien sûr un effort colossal d'éducation politique de l'ensemble des militants et des cadres. Le jeune parti était alors composé, selon un constat fait dans un article des « Cahiers du Bolchevisme » du 28 novembre 1924, de « 20% de jaressisme, 10% de marxisme, 20% de léninisme, 20% de trotskisme, 30% de confusionnisme », d'où la nécessité d'un effort sérieux de formation par le biais de conférences éducatives, de cours, d'études de brochures et d'engagements pratiques.

Mais parallèlement à cet effort éducatif, la bolchevisation signifiait aussi, dans la pratique, la recherche de l'enracinement du Parti au cœur de la classe ouvrière, en passant d'une organisation en sections territoriales construites autour des circonscriptions électorales, typique d'un parti social-démocrate, en une organisation basée sur les cellules d'entreprises, le Parti communiste devant être organisé pour impulser et diriger la lutte de classe au cœur des citadelles capitalistes.

Cela signifiait la nécessité pour le parti de se construire en se tournant prioritairement vers la classe ouvrière, mais aussi de dépasser l'héritage anarcho-syndicaliste laissant aux seules sections syndicales la conduite des luttes dans l'entreprise. En août 1924, le nouveau secrétaire général du PCF – le cheminot Pierre Séward – était pour la première fois un ouvrier, symbole de la réussite du PCF à faire accéder aux premières responsabilités des militants ouvriers. Cet effort sera couronné par la formation au début des années 1930 d'un véritable groupe dirigeant stable, composé de militants ouvriers, autour de Maurice Thorez, secrétaire général à partir de juillet 1930, épaulé par Jacques Duclos et Benoît Frachon. En sens inverse, le remplacement de Georges Marchais, lui aussi militant ouvrier, par Robert Hue en 1994, qui était alors président de

Grève chez Citroën, photo du photographe communiste Willy Ronis. 1938.



L'Association des élus communistes est un symbole d'une évolution inverse, continuée avec Pierre Laurent, ancien journaliste à l'Humanité ou Fabien Roussel, qui se fait un nom dans l'appareil en étant d'abord à 28 ans conseiller en communication de la secrétaire d'Etat PCF Michèle Demessine puis assistant parlementaire d'Alain Bocquet.

Bien sûr, cette primauté accordée aux cellules d'entreprises ne se fit pas sans douleur et débat vifs, tellement elle rompait avec les habitudes social-démocrates ancrées. Il s'agissait aussi d'éviter les déviations dans l'application de cette bolchevisation organisationnelle. Ainsi, la Conférence d'Organisation de l'Internationale Communiste de mars 1925 pointait le fait que *«les cellules d'entreprises furent noyées par les rattachés»* - qui normalement ne devaient pas être plus de 5% des effectifs de la cellule - *«les isolés, qui ne connaissaient rien de l'usine, amenaient aux réunions de cellules des discussions générales et abstraites qui n'étaient pas liées au souci de traduire pour les ouvriers de l'usine en question les mots d'ordre du Parti et pour les entraîner dans la lutte»*. Ainsi, la primauté de la cellule d'entreprise ne signifiait pas l'abandon d'autres lieux, comme le rappelait avec force Maurice Thorez au Congrès du PCF de Lille en juin 1926, développant les résolutions de la 11ème Conférence d'Organisation de l'IC de février 1926 :

*«Notre politique se fait dans l'usine, mais elle se fait aussi dans la localité, elle se fait aussi dans le café, elle se fait également à la campagne [...] Elle se fait dans le cadre du département et le parti communiste qui ne fait pas sa politique dans les nuages doit tenir compte absolument de toutes ces réalités».*

Le résultat de la bolchevisation - avec sa double dimension de recentrage sur l'entreprise et de promotion de dirigeants ouvriers - ne se fit pas attendre. En même temps que la direction du parti s'ouvriérisait, les législatives de 1924 portent à l'assemblée 26 députés dont un peu plus de 50% sont des travailleurs manuels (contre 0 dans le mandat précédent). Pour la première fois dans l'histoire de France, la classe ouvrière occupe une place dirigeante dans une organisation politique. Elle tend ainsi à passer toujours plus intensément du statut de « classe en soi » à celui de « classe pour soi ». Indépendamment des résultats électoraux ultérieurs cette double caractéristique - direction ouvrière et élus majoritairement ouvriers - sera durable.

L'affirmation plus forte du caractère prolétarien du PC passait aussi, dans ces années de formation du jeune parti, par un travail solide au sein des syndicats, et notamment de la CGTU. La CGTU, née en 1921 des exclus de la CGT réformiste, connaissait alors une forte croissance. Cela n'allait pas sans problèmes : la génération d'avant 1914 qui dirigeait la CGTU était tournée vers les préoccupations quotidiennes, tandis que les jeunes ouvriers voulaient d'abord en finir avec le capitalisme, jugeant dépassée «la lutte pour le beefsteak». Le mérite du PCF est d'avoir réussi la fusion de ces deux générations, permettant ainsi l'émergence d'un solide courant de lutte de classe dans le mouvement syndical, d'abord dans la CGTU, puis après 1935 dans la CGT réunifiée. Il a su également attirer à lui de grands dirigeants ouvriers qui ont fait le pas de l'engagement politique communiste, tel Gaston Monmousseau, leader de l'aile révolutionnaire de la CGT pendant la première guerre mondiale, puis secrétaire général de la CGTU dès 1922, qui adhère au PC en 1925, puis intègre en 1926 son Bureau Politique.

Un engagement qui ne voulait pas dire tutelle du parti sur le syndicat de classe. Comme le faisait remarquer Staline lors de la séance du Comité Exécutif de l'IC consacré à la question française en 1926 : *« Il faut diriger les syndicats par*

*l'intermédiaire des communistes qui mènent un travail constant dans les syndicats et non en dehors de ces communistes. (...) Le Parti ne peut se consolider s'il ne bénéficie de l'appui extrêmement sérieux que constituent les syndicats et leurs dirigeants ».*

C'est par l'exemple du dévouement à l'organisation syndicale et aux combats dans l'entreprise que le PCF gagne la fonction dirigeante du syndicat. Les militants communistes élus aux différentes instances syndicales le sont parce qu'ils sont reconnus par leurs collègues de travail pour leurs pratiques. Ils constituent une avant-garde de la classe c'est-à-dire qu'ils sont à la fois en permanence ancrés dans la classe - évitant ainsi les aventures gauchistes sectaires - tout en disposant d'une vision stratégique de la lutte des classes - évitant ainsi l'illusion réformiste. Une telle capacité à jouer une fonction d'avant-garde ne se décrète pas, elle se construit par la formation des militants, la maîtrise de la théorie marxiste-léniniste, le bilan scientifique des luttes, etc.

Lénine faisait remarquer en février 1922 (dans « Note d'un publiciste ») que la *« transformation d'un parti européen de type ancien, parlementaire, réformiste dans les faits et à peine teinté de couleur révolutionnaire en parti de type nouveau était une « chose extrêmement ardue. [...] Parvenir à ce que le parti devienne l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, sans s'éloigner des masses mais en s'en rapprochant toujours davantage, en les élevant vers la conscience révolutionnaire et la lutte révolutionnaire : voilà la tâche la plus difficile, mais aussi la plus importante. »*

C'est ce que le PCF a fini par savoir faire, réussissant, dans le feu des batailles des années 1930, 1940, 1950, 1960, voire encore 1970 à devenir la force motrice de la classe ouvrière et d'autres catégories sociales intermédiaires notamment dans le monde de l'éducation et de la culture.

Le PCF a su se rapprocher toujours davantage des masses, en en devenant le porte-parole, en exerçant une « fonction tribunitienne » incontestable.

Avec habileté et détermination, il est devenu un grand parti de masse en s'engageant dans la tactique du front populaire antifasciste, dirigeant de fait, par l'intermédiaire de la CGT, le puissant mouvant gréviste de mai-juin 1936 qui permit d'obtenir la semaine des 40 heures, les Congés payés (15 jours), l'augmentation des salaires de 7% à 15% pour les plus bas, la mise en place de délégués du personnel, l'extension des conventions collectives à tous les salariés et la reconnaissance de la liberté syndicale.

Il faut rappeler ensuite le rôle décisif est essentiel du PCF, héroïque même, dans la Résistance antifasciste en 1940-1945. Le PCF, « parti des fusillés », a été l'âme de la Résistance intérieure, non seulement de la résistance des maquisards, mais aussi de la résistance organisée de la classe ouvrière. Partir des préoccupations des masses pour élever leur niveau de conscience est l'objectif du PCF sous l'occupation : dès 1939-1940, le parti consacre l'essentiel de son effort à appeler à la lutte contre la vie chère, rejoignant les préoccupations immédiates de la classe ouvrière, et cela se traduit par des occupations de mairies par des ménagères, des manifestations, délégations, puis des grèves, comme bien sûr la grande grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais en mai-juin 1941 qui mettra en mouvement 100 000 travailleurs pendant 15 jours. En entrant dans la lutte contre le patronat qui soutient « l'ordre nouveau », la classe ouvrière se rend compte de la véritable nature du régime de Vichy et de ses liens étroits avec

l'occupant. Les nazis et la police française collaborent, en effet, dans la répression contre les grévistes, les syndicalistes et les communistes. Le PCF ancre ainsi dans la conscience des masses ouvrières le lien entre lutte des classes et question nationale.

Au sortir de la guerre, l'écrivain catholique François Mauriac aura cette formule : « seule la classe ouvrière dans sa masse aura été fidèle au drapeau de la patrie profanée ». Mais cet engagement de la classe ouvrière, on le doit au Parti communiste.

A la Libération, l'influence du PCF est énorme, et elle se lit dans l'influence qu'il exerce sur le pays et sur les politiques qui sont mises en œuvre. Le PCF, avec Pierre Villon, a été un artisan essentiel dans l'écriture du programme du Conseil National de la Résistance. Ce texte, adopté en mars 1944, prévoyait, outre des mesures immédiates liées à la libération du pays, des mesures de plus long terme comme les nationalisations ou la sécurité sociale, propositions qui seront adoptées entre 1944 et 1946.

De grands dirigeants communistes, appuyés par une classe ouvrière mobilisée, dans un contexte international favorable, furent au premier plan pour imposer ces mesures. Citons-en trois.

Maurice Thorez, le secrétaire général du PCF, entre au gouvernement dès octobre 1945 comme Ministre de la Fonction Publique : on lui doit le premier statut de la Fonction Publique, qui tiendra jusqu'à la réforme menée par Anicet Le Pors de 1981.

Ambroise Croizat est ministre du Travail de novembre 1945 à mai 1947. Ouvrier métallo, Croizat fut secrétaire général de la Fédération de la Métallurgie CGTU dès 1928, puis secrétaire général de la puissante Fédération des Métallos CGT réunifiée en 1936 (20% des effectifs de la CGT à elle-seule), député PCF en mai 1936, président de la Commission du travail et des affaires sociales de l'Assemblée consultative provisoire qui siégeait en exil à Alger à partir de novembre 1943, il sera le véritable père de la mise en place de la Sécurité sociale (assurance maladie, accidents du travail, retraite) et des CAF (le montant des allocations familiales sera augmenté de 50%). Croizat contribue également à l'amélioration du droit du travail, avec la création des Comités d'entreprise, l'organisation et la généralisation de la médecine du travail, la réglementation des heures supplémentaires (qu'il fait augmenter de 50%); il supprime aussi l'abattement de 10% sur les salaires féminins et met en place le statut des mineurs, lequel permet notamment à ces derniers, actifs comme retraités, d'être logés gratuitement. A sa mort subite en février 1951, 1 million de personnes viendront accompagner jusqu'au Père Lachaise celui qui était le « Ministre des Travailleurs ».

Marcel Paul est ministre de la Production industrielle de novembre 1945 à décembre 1946. Ouvrier électricien, il a été secrétaire général de la Fédération CGT de l'éclairage avant-guerre, fonction qu'il reprendra en 1947 après son éviction du gouvernement. Ministre, il propose la nationalisation de l'électricité et du gaz et organise la création d'EDF-GDF, qui est votée en avril 1946. Il fait de l'entreprise publique un modèle social en organisant le statut des électriciens et gaziers. On pourra citer aussi à son actif la nationalisation des Compagnie des mines et l'institution des Houillères du Nord-Pas-de-Calais.

Pour comprendre l'importance des conquêtes sociales de la Libération, il suffit de relire Denis Kessler. Ancien vice-président du MEDEF, directeur général de la compagnie d'assurances privées AXA et président de la Fédération française des sociétés d'assurances, il déclarait ainsi en 2007 dans le magazine

*Challenges*, dont il était éditorialiste : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. [...] Il est grand temps de le réformer. [...] La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Ce détricotage des conquêtes de la Libération est bien sûr désormais possible, dans ce début de XXIème siècle, comme conséquence de la social-démocratisation de la direction du Parti Communiste et son abandon progressif de son rôle historique de force organisée dirigeante de la classe ouvrière, mais aussi comme conséquence de la chute du camp socialiste sur le plan international dans les années 1990, qui a placé le capitalisme rapace à l'offensive.

Il est loin en effet le temps de la splendeur du PCF; et la nostalgie encore tenace aujourd'hui d'événements grandioses tel que mai 1968, le plus formidable mouvement de grèves ouvrières du siècle, avec 10 millions de grévistes pendant 3 semaines, cache, dans cette mémoire populaire retravaillée par les médias dominants, le rôle décisif de la CGT et, in fine, du Parti communiste. Un rôle qui explique, a contrario, la difficulté d'une réédition contemporaine rêvée.

S'il y a eu en effet un « mai 68 étudiant », il y a eu surtout un « mai 68 ouvrier », dans lequel la CGT à direction communiste a joué le premier rôle, de l'appel à la grève générale le 11 mai, aux « accords » de Grenelle le 27 mai qui aboutissent pour l'essentiel à une augmentation de 35% du SMIG et de 10% en moyenne des autres salaires et à la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.

Bien sûr, sur le plan politique, les fruits de mai 68 ne furent pas à la hauteur des espérances des travailleurs, notamment parce



que le PCF avait mis déjà le doigt dans l'engrenage qui conduira à la subordination à la social-démocratie et à François Mitterrand en l'occurrence.

Ce faisant, le PCF cristallisait ainsi une tendance à la déviation de droite venant de loin, du Front populaire déjà. Si le PCF à cette époque avait su s'opposer aux gesticulations gauchistes et trotskistes qui voyaient dans le Front populaire le début de la « révolution prolétarienne », il avait tendance toutefois à dévier à droite en ne mesurant pas suffisamment que l'organisation des masses devait s'effectuer dans des Comités de base élus du Front Populaire et en ne prenant pas suffisamment ses distances avec le parlementarisme, l'électoratisme et le légalisme. Ce penchant vers la déviation de droite, séquelles de l'héritage social-démocrate, reviendra à la Libération en 1945-1947, époque où le PCF fait sa première expérience de participation gouvernementale et sera même énoncé publiquement par Maurice Thorez dans sa célèbre interview au Times en novembre 1946. A la fin des années 1960, le mythique Front populaire est devenu une expérience valable en tout lieu et tout moment, la tactique se mue en stratégie, le programme commun PS-PCF devient le seul horizon, fondé sur la théorie révisionniste de la conquête parlementaire du pouvoir. Pourtant après l'avoir combattu, l'adaptation progressive du PCF au présidentielisme gaulliste de la Vème République favorisa le façonnement de la scène politique en bipartisme « droite-gauche » dans lequel est emprisonné le PCF.

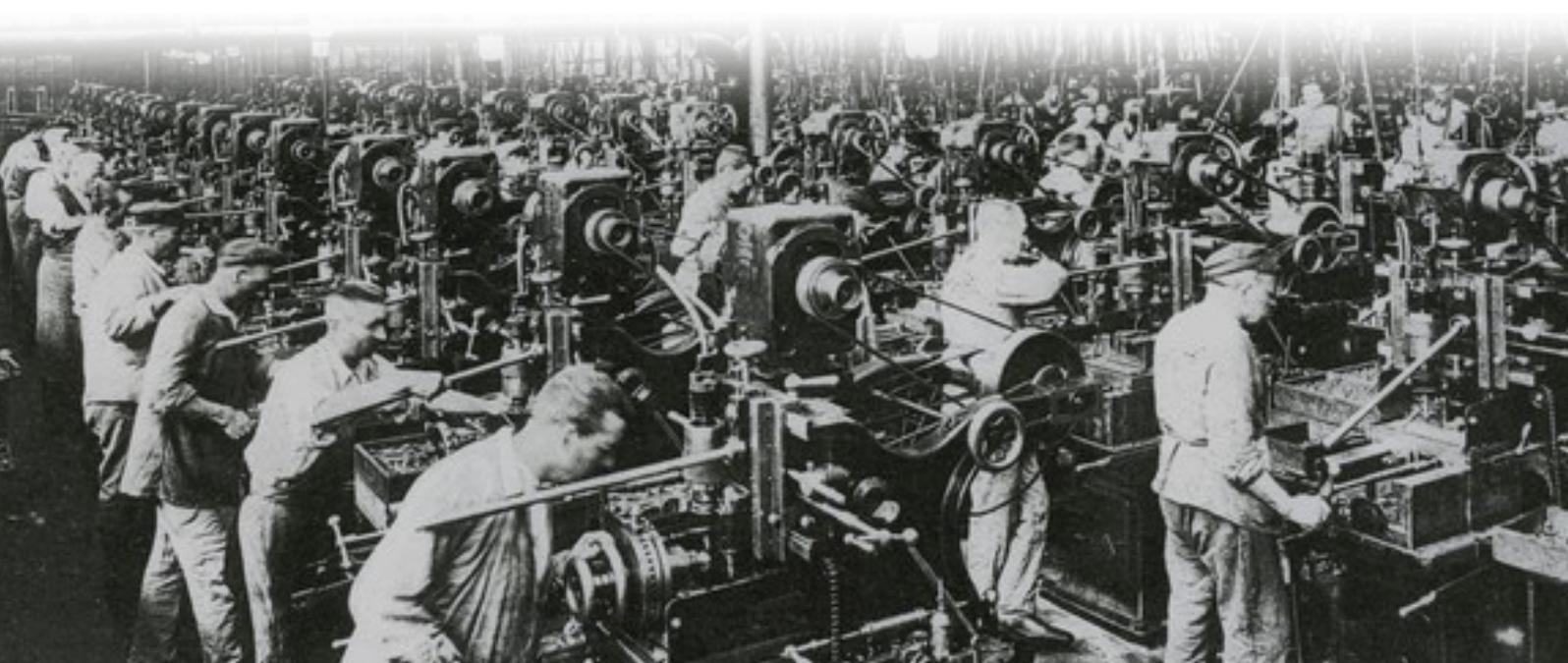
Dans le même temps, à partir des années 1970 et 1980, période de virage progressif vers l'eurocommunisme chauvin, le PCF devenait de plus en plus le parti des « classes moyennes » et de l'aristocratie ouvrière de plus en plus bureaucratisée, ratant par exemple la prise en compte suffisante dans l'évolution du peuplement français du nouveau prolétariat immigré sous payé des « Trente glorieuses ». Il en est de même de la féminisation massive du prolétariat sous payé. Cette évolution sociologique est la base matérielle de la « mutation » idéologique social-démocrate antisoviétique et europhile, mutation qui, elle-même, produit un effet réversif sur la composition sociale du PCF et, plus globalement, sur sa capacité à parler à la classe ouvrière dont il va se détacher de plus en plus dans les années 1990-2000. Ce processus marqué par des déviations de droite électoraliste et parlementariste s'est opéré aussi dans un contexte de restructuration néocoloniale de l'ex-empire colonial français qui devait procurer à « notre » impérialisme des surprofits, notamment captés par les grands groupes monopolistes du Medef/CAC40.

L'affaiblissement électoral du PCF résulte de la colère des classes populaires contre l'abandon de la lutte des classes, sa participation (collaboration de classe) aux gouvernements patronaux (1981-1984 et, encore plus, 1997-2002), sa dépendance de plus en plus grande au PS pour ses élus nationaux et locaux, et son soutien à la construction européenne impérialiste.

Retrouver le chemin de ce que fut le PCF, ce grand parti populaire, enraciné, portant les aspirations de ceux qui n'avaient rien si ce n'est leur force de travail, sera une œuvre de longue haleine. Mais cela commence donc par rétablir la vérité historique, bien comprendre quelle fut l'originalité de ce parti. « *Le PCF a permis à des catégories dominées de s'affirmer dans l'espace public* » rappelle le sociologue Julian Mischi dans un ouvrage récent sur le centenaire du PCF. Et pour montrer l'importance de son objet d'étude, il ajoute : « *la capacité à prendre en compte et relayer les intérêts des couches sociales dominées est l'un des principaux défis auquel doit faire face une gauche radicale et écologique largement dépourvue de liens solides avec les milieux populaires* » (Interview dans *Le Vent Se Lève*, 21/11/2020).

Mais cette capacité à être au diapason des masses, cette capacité à devenir le porte-parole et l'organisateur des masses, implique une orientation politique révolutionnaire juste, et c'est ce que montre justement l'histoire du PCF : la « bolchévisation », ce n'était pas qu'un volontarisme organisationnel – certes nécessaire – en direction de la classe ouvrière, c'était aussi un plan de formation politique et idéologique des militants et des cadres pour apprendre à analyser correctement la société, les rapports de force, pour apprendre à formuler les revendications en fonction d'une situation donnée et les objectifs qui permettent de faire avancer les luttes et d'élever le niveau de conscience des travailleurs vers la rupture révolutionnaire. L'un ne va pas sans l'autre, au risque sinon, soit d'être une « organisation ouvrière » sans boussole idéologique et donc permissive à l'influence bourgeoise, soit une « avant-garde » coupée des masses.

Le défi posé et à résoudre à la lutte actuelle dans et hors du PCF social-démocratisé pour la reconstruction du parti communiste véritablement héritier de la section française de l'Internationale Communiste est justement de réapprendre à redevenir la force organisée d'avant-garde des Gilets Jaunes, des luttes des bases syndicales et des mobilisations populaires (quartiers, paysans, pêcheurs, éleveurs, petits commerçants) pour ne pas subir et payer la crise du capitalisme impérialiste.



# PCF ET INTERNATIONALISME

## UN PRESTIGE INCONTESTABLE, DES CRITIQUES CRUCIALES POUR L'AVENIR DE NOTRE CAUSE

L'histoire du Parti Communiste Français est traversée par une polémique symptomatique de la complexité de la lutte des classes en France : Les uns, gauchistes, l'accusent de réformisme congénital [lui reprochant par exemple sa participation au Front Populaire ou la non prise du pouvoir en 1945] pendant que les autres, sociaux-démocrates, droitiers, voient en lui « l'œil de Moscou », voire « l'ennemi de l'intérieur » à la solde de l'étranger.

Sur le plan international les gauchistes, notamment trotskistes, l'accusent de chauvinisme incurable et de trahison de l'internationalisme, alors que les sociaux-démocrates le taxent d'antinational et d'avoir trahi les intérêts du peuple français au profit des intérêts de l'Union Soviétique. La simple existence de ces deux caractérisations exactement opposées souligne l'importance d'une approche matérialiste et dialectique pour évaluer le rôle qu'a joué le PCF dans l'histoire française. Matérialiste parce que le PCF né d'une rupture avec le réformisme ayant conduit à « l'union sacrée » avec la bourgeoisie lors de la grande boucherie impérialiste de 1914. Dialectique parce qu'une rupture n'est jamais totale immédiatement, s'inscrit dans la durée, connaît des flux et des reflux. C'est ce qu'avait souligné l'Internationale Communiste en fixant l'objectif d'une bolchevisation des Partis Communistes. Une approche dialectique doit ainsi permettre de porter un regard objectif sur une évolution complexe, comme l'est celle de l'histoire de France elle-même (qui fut celle de la Révolution Française et de la Commune de Paris comme celle de son empire colonial meurtrier), en y dégagant ce que le Parti a de spécifiquement et de profondément internationaliste et les moments où cet internationalisme a fait défaut pour des raisons qu'il convient de mettre en évidence. Dans un pays à la bourgeoisie impérialiste particulièrement corruptrice sur le plan idéologique, il faut en effet critiquer « positivement » (c'est-à-dire en vue d'affermir sa nécessaire reconstruction pour demain) ce qu'il a pu malheureusement concéder à cette idéologie petite-bourgeoise et bourgeoise à certains moments de son histoire désormais centenaire, et non ressasser stérilement l'antienne d'une trahison chronique à la cause internationaliste et révolutionnaire.

Le Parti Communiste - Section Française de l'Internationale



Affiche du PCF et de la CGTU en 1930 lors du centenaire de la conquête de l'Algérie.

Communiste, est très certainement le produit d'une profonde contradiction politique des luttes de classe en France à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle : Traduction politique d'un engagement ferme d'héroïques communistes français (Jeanne Labourbe, André Marty, et tant d'autres) aux côtés des bolcheviks russes pour défendre la grande révolution d'Octobre de 1917, une fois l'Internationale Communiste fondée à Moscou sur les cendres du réformisme bourgeois démasqué par sa collaboration de classe lors de la première guerre mondiale, sa fondation sera salutaire pour toutes les conquêtes sociales du prolétariat français au vingtième siècle.

Il saura rompre dans les faits avec les tendances chauvines du marxisme français, en prenant acte du combat commun à toutes les classes ouvrières du monde pour



Ho Chi Minh, congressiste à Tours en 1920

l'émancipation, et en déclarant cruciaux des aspects de la lutte de classe à l'échelle mondiale que le réformisme occidental-centré avait sciemment négligé, comme la lutte anticoloniale et la solidarité internationaliste (en premier lieu, avec la jeune Russie soviétique).

C'est bien ce qu'on appelle aujourd'hui le léninisme, et non seulement le « marxisme », qui a entériné la rupture entre le PC-SFIC et le reste du mouvement ouvrier social-démocrate (même si des relations entre ces deux courants ont toujours existé, pour d'excellentes comme pour de mauvaises raisons selon les périodes). Le congrès de Tours en décembre 1920 marqua une rupture nette entre les révolutionnaires d'une part, dans le sillage de l'Internationale Communiste, et les réformistes de l'autre (sociaux-démocrates, jugeant avec arrogance et dédain ce qui venait de se passer en Russie quelques années plus tôt, du haut du piédestal de la « Grande Révolution Française » et de la Commune de Paris, première expérience de dictature du prolétariat dans l'histoire des hommes). Les réformistes défendirent au congrès de Tours que la révolution socialiste n'était possible que dans un pays fortement industrialisé et qu'en conséquence la révolution bolchevique était une aventure dangereuse. Ils défendirent également que les peuples colonisés ne pouvaient pas s'émanciper par eux-mêmes et devaient attendre la révolution en France pour pouvoir se libérer. C'est pour détruire ces idées réformistes que furent rédigées les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. C'est ainsi qu'il faut comprendre la huitième des 21 conditions à l'adhésion à l'IC adoptées par le jeune PCF en 1920 : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement nette et claire. Tout parti appartenant à la Troisième Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* »

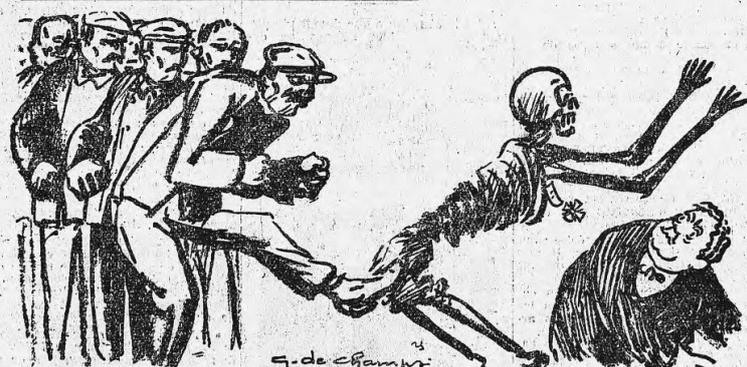
Le jeune PCF peut s'honorer d'avoir eu dans ses rangs

d'immenses héros du combat anticolonial, des organisateurs acharnés de cette lutte anticoloniale et anti-impérialiste sur tous les continents pillés par la pieuvre impérialiste française : Citons le jeune Ho Chi Minh, futur leader de la révolution vietnamienne, mais aussi des cadres ouvriers et anticolonialistes comme Hadj Ali Abdelkader (l'un des fondateurs de l'Etoile Nord Africaine qui a initié les premières luttes d'indépendance au Maghreb) ou Lamine Senghor et Tiémokho Garang Kouyaté (des fondateurs du mouvement panafricaniste qui a marqué les grandes luttes d'indépendance du vingtième siècle). Il faut insister sur le fait que ces personnalités ne furent pas « de passage » au PCF; ce dernier avait fait d'eux d'authentiques cadres de la lutte ouvrière et anti-impérialiste concrète, par la création de presse de propagande révolutionnaire dans les lieux de travail, les quartiers populaires et dans les colonies, par un travail réel en lien avec le Comité Central du Parti, y compris dans l'organisation des luttes dans la métropole. Hadj Ali Abdelkader fut par exemple candidat PCF aux législatives de 1924 et manqua, à 10 voix près, de devenir le premier député communiste musulman de la république française.

Le jeune PCF, malgré cette rupture idéologique et organisationnelle nette d'avec sa matrice réformiste, resta marqué par des tendances semi-chauvines et fut critiqué, comme d'autres Partis Communistes des centres impérialistes par Lénine et l'IC, pour ne défendre parfois qu'insuffisamment et de manière non conséquente l'internationalisme et l'indispensable lutte anticoloniale. Mais il fut aussi le seul parti, au fil de sa bolchevisation et de ses autocritiques, à réaliser dans les faits une vraie solidarité internationale contre la bourgeoisie prédatrice française, en organisant notamment en 1923, à travers la centrale syndicale CGTU, une grève générale historique [mais aussi une vaste campagne de mobilisation appelant à la fraternisation avec le peuple allemand] contre l'occupation de la Ruhr en Allemagne, jadis annexée à la France pour faire rembourser au peuple allemand les frais qu'avaient imposé les bourgeoisies franco-allemande lors de la grande guerre. Cette grève et cette mobilisation consacrait une vraie rupture face aux tendances réformistes chauvines et revanchardes anti-allemandes qui avaient pénétré jusqu'aux rangs de la classe ouvrière française.

De façon encore plus forte un an plus tard, une autre lutte fit grand bruit : Le PCF lança, avec la CGTU révolutionnaire, une grève générale contre la guerre coloniale chargée de mater les indépendantistes marocains dans le Rif. Il s'agissait d'affaiblir économiquement et

## GUERRE A LA GUERRE



techniquement la bourgeoisie qui envoyait massivement au Maroc troupes et artillerie, par la grève des dockers et des ouvriers de la production d'armes. Cette grève fut aussi juste et pertinente que sévèrement réprimée, évidemment. La bourgeoisie avait vu dans le Parti Communiste une organisation particulièrement dangereuse pour ses plans de domination impérialiste. De nombreux militants du PCF ou des JC connurent la prison pour leur internationalisme que ce soit contre l'annexion de la Ruhr ou pour l'indépendance du Maroc et le soutien aux Rifains.

En réalité l'ambiguïté des positions internationalistes du PCF dans les années trente, que les gauchistes n'hésitent pas à qualifier de trahison est le résultat d'une politique complexe de compromis dans le contexte d'une nécessaire ligne de front populaire antifasciste avec les réformistes de la SFIO. Face à la montée du fascisme le 7<sup>ème</sup> congrès de l'IC appelait à développer une tactique de Front Populaire, tactique nouvelle rendue nécessaire par la nécessité d'arrêter la montée du danger fasciste et qui dans ces conditions nouvelles s'intégrait à la stratégie qui demeurait : la rupture révolutionnaire avec le capitalisme. Mais l'interprétation droitière de la tactique antifasciste de l'IC conduisit à interpréter faussement la nouvelle orientation tactique de l'IC comme étant une nouvelle stratégie appelant à une alliance durable et permanente avec les sociaux-démocrates. Ces derniers étant colonialistes, les tâches internationalistes furent reléguées au second plan. Il s'agissait par exemple de soutenir activement l'Etoile Nord Africaine indépendantiste de Messali Hadj tout en différant un appel ouvert à l'indépendance des peuples colonisés, appel qui aurait éloigné les réformistes anti-indépendantistes avec qui il fallait faire front contre la montée du fascisme. Pour contrer l'instrumentalisation par les fascistes, on défendit les exigences de droits démocratiques pour les peuples colonisés, voire leur autonomie, sans travailler dans les faits à leurs côtés pour l'indépendance réelle contre l'impérialisme français. Une fois le fascisme vaincu principalement par l'URSS, la question nationale indépendantiste devait être remise à l'ordre du jour.

La ligne internationaliste n'était pas pour autant remise en cause, et le PCF se distingua par exemple par son travail actif de soutien technique et politique aux Brigades

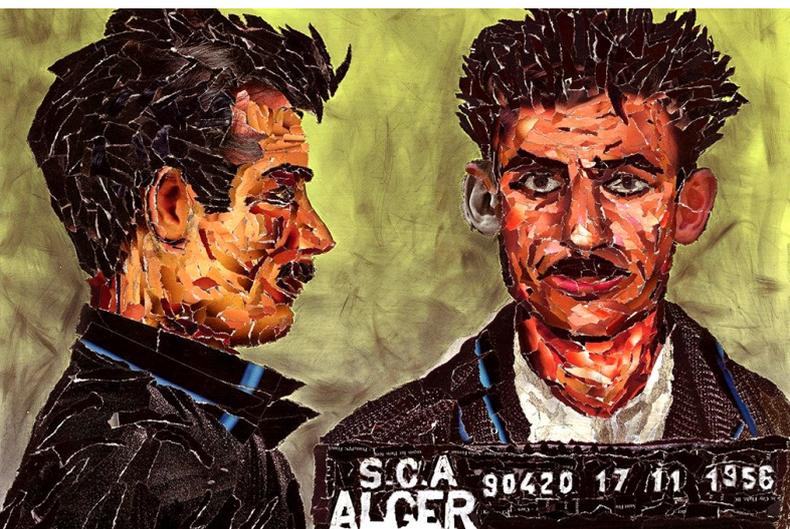
Internationales anti-franquistes en Espagne, pendant que les réformistes du gouvernement de Front Populaire adoptaient leur ligne honteuse de « non intervention ». A l'appel de l'IC et Staline, de nombreux cadres du Parti eux-mêmes prirent les armes parmi les 8500 volontaires français des Brigades : André Marty, le Colonel Fabien, Jean Catelas, Charles Tillon, Auguste Lecoeur, Rol-Tanguy, écrivirent à cette occasion l'une des pages les plus glorieuses de l'histoire internationaliste du PCF. De même le travail de formation de cadres communistes fut continué dans les colonies. On retrouvera ces cadres ultérieurement dans les luttes de libération nationale comme en Algérie, en Afrique Noire et au Vietnam.

Il est certain que les grandes conquêtes sociales du Front Populaire, qu'on doit mettre à l'actif des stratégies politiques et syndicales du Parti Communiste, ont aussi conduit à des erreurs chroniques au cours du vingtième siècle, de la proposition révisionniste d'un « Front Français » à la fin des années trente à « l'union de la gauche » dans les années 80, en passant par les concessions électoralistes d'après guerre et le funeste « eurocommunisme » (racine théorique de la « mutation » finale du Parti). Toutes ces erreurs ont comme point commun l'illusion électoraliste d'une alliance durable avec les sociaux-démocrates pour abattre le capitalisme. Tant qu'a existé l'aide de l'Internationale Communiste ces erreurs étaient critiquées et corrigées. Mais parallèlement à ces erreurs, pourtant critiquées même après la dissolution de l'IC par le Kominform, mais abandonnées par le révisionnisme khrouchtchévien en URSS en particulier, le PCF est resté le parti français le plus internationaliste durant la période des indépendances dans les années cinquante et soixante.

Le vote en faveur des « pleins pouvoirs » à l'armée en 1956 lors de la guerre d'indépendance en Algérie fut pour le Parti le moment le plus grave d'influence du réformisme avec ses conséquences négatives sur les tâches anti-impérialistes. La croyance en la possibilité d'une orientation anticoloniale des socialistes et du social-démocrate Guy Mollet, le conduisit à approuver les « pouvoirs spéciaux » qui firent perdre au Parti Communiste Algérien son potentiel rôle d'avant-garde de la lutte de libération nationale et allaient massacrer le peuple algérien. Très vite cependant le PCF corrige le tir, initie des actions contre la répression des nationalistes algériens et avance la revendication d'une négociation avec le FLN. En Algérie ses militants prennent toute leur place dans le combat pour l'indépendance (Henri Alleg, Fernand Yveton, Maurice Audin, etc. combattants actifs contre l'armée française) d'occupation. Il fut le seul à conduire un puissant mouvement pour la Paix en Algérie. S'il était capable d'assumer les lourdes pertes électorales consécutives à sa condamnation de la guerre coloniale du Rif en 1924, il ne l'était vraisemblablement plus dans les années 50 et 60. Mais on ne peut passer sous silence la propagande internationaliste concrète (et bien seule) de l'époque d'activistes communistes comme le journaliste Henri Alleg ou le réalisateur René Vautier, largement censurés et réprimés à l'époque.

Les vieilles tendances chauvines, guesdiennes, du PCF se sont surtout manifestées à l'époque, par l'abandon du PCA,

*Fernand Yveton, communiste, combattant pour l'indépendance en Algérie*



qui a sans doute conduit à prolonger et compliquer la guerre de libération en Algérie : Pour beaucoup dans les rangs du PCF, sans « Algérie française », le peuple algérien « risquait » de ne pas bénéficier d'une possible révolution socialiste dans la métropole... et tomber dans le piège d'autres colonialistes moins « éclairés » que les Français, défenseurs autoproclamés des « droits de l'homme ». Une autre manifestation de l'influence réformiste sur le PCF a été sa relative ignorance des massacres et crimes coloniaux à Madagascar et au Cameroun.

Manifestement, la lutte anticoloniale du PCF se révélait bien plus conséquente et volontaire contre la guerre d'Indochine, où tout le camp socialiste soutenait le Viet Minh communiste, que dans le « département français » d'Algérie, à Madagascar et au Cameroun et la poudre aux yeux gaulliste de « l'Union Française » semblait suffire, à quelques ajustements près, à la ligne du Comité Central de 1954.

Son engagement crucial dans la résistance antinazi l'orna d'une légitimité et d'un prestige incontestables... Puis un vrai recul idéologique du Parti « des 75000 fusillés », dans une période complexe où il aurait fallu au contraire encore plus de léninisme, expliquent sans doute les fautes graves vis-à-vis du peuple algérien, malgache et camerounais : Tendances chauvines et illusions sur « l'universalisme civilisateur » de la république bourgeoise française, illusions électoralistes à l'heure où il devenait le premier parti de France, prestige des réformes révolutionnaires mises en place par les ministres communistes issus du Conseil

National de la Résistance entre 1945 et 1947 (Sécurité sociale, statut des fonctionnaires, fondation d'EDF GDF, du CNRS, nationalisation de Renault, retraite par répartition,...) au prix, dira t-on, de concessions tactiques face à la nouvelle politique coloniale de la bourgeoisie française, illusions d'une nécessaire unité gaullo-communiste face à « l'ennemi principal » américain en pleine guerre froide, ... Les raisons ne manquent pas pour expliquer le fléchissement de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste du PCF à cette époque.

A la base de ces déviations de droite doit être posée comme équation à régler la question fondamentale non résolue au PCF de l'orientation et de l'activité révolutionnaire anticapitaliste et anti-impérialiste dans une période de reflux du processus révolutionnaire et d'évolution relativement « tranquille » du capitalisme impérialiste (1945 et 1968).

Tirer les enseignements d'une telle histoire, contrastée, de la ligne internationaliste du PCF, nécessite une distinction claire entre l'héritage léniniste, anti-impérialiste en acte, du Parti et ses tendances chauvines et cocardières. L'une est le fruit d'une rupture historique, en 1920, d'avec le réformisme ouvrier dominé par l'idéologie petite-bourgeoise et bourgeoise, enfermé dans ses incurables illusions sur « la société de consommation » à crédit engendrée par les surprofits de l'oppression, coloniale et néocoloniale, s'appuyant de façon non critique sur le prestige des luttes passées (de la Révolution bourgeoise française et de la Commune de Paris... jusqu'au programme du CNR en passant par les conquêtes du Front Populaire),



rupture marquée par une bolchevisation par l'IC qui n'ira pas jusqu'au bout. L'autre, la tendance chauvine, doit être analysée comme une résurgence des racines réformistes du Parti, oscillant entre un internationalisme plus jaurésien que strictement léniniste, et un chauvinisme ouvrier guesdien jamais totalement vaincu.

Malgré ses reculs idéologiques jusqu'à la « mutation » finale, c'est en ce sens qu'on peut attribuer au PCF récent une ligne juste, malgré son évidente « timidité » ou son moindre poids, concernant le soutien internationaliste à Cuba, voire jusqu'à un certain point à la Chine actuelle, rescapée objective du camp socialiste, et le soutien au peuple palestinien contre le fascisme sioniste allié de la bourgeoisie française entre autres.

Mais c'est aussi le chauvinisme latent, voire une certaine indifférence entretenue vis-à-vis des peuples semi-colonisés par la France, directement ou derrière le masque européen, qui expliquent l'inconséquence récente des mouvements anti-guerre, qui ont tant manqué lors des guerres du Golfe, de la destruction de la Libye, ou des interventions africaines ces dernières années.

A chaque position juste du Parti ces dernières décennies suivait une déviation nationaliste possible, de moins en moins corrigée par le mouvement communiste international lui-même travaillé par un processus d'implosion due à l'avènement et au triomphe du révisionnisme antiléniniste en URSS et dans le mouvement communiste d'après guerre.

L'actuel européisme de la direction du PCF rompant avec la ligne d'opposition historique à la construction chauvine de l'alliance stratégique des bourgeoisies européennes qu'est l'UE et l'euro d'abord à travers la CEE et la défunte CED contre le camp socialiste sous le parapluie des USA et maintenant pour l'édification d'un impérialisme européen co-hégémonique ou autonome contre les peuples du monde est aussi l'expression de ce fléchissement de l'anti-impérialisme. Mais même là, force est de constater que le cours idéologique révisionniste et réformiste au sein du PCF connaît des contradictions qui expliquent son opposition aux référendums de Maastricht et du Traité Constitutionnel Européen (TCE).

Il faut être clair sur le diagnostic : l'évolution forcément sinueuse du Parti depuis les années 20 fait dire aux gauchistes « il n'y a jamais eu de parti bolchevik en France ». Cette approche est mécaniste et anti-dialectique : il y a eu en France un parti léniniste, qui s'honore d'avoir mené la lutte contre l'impérialisme français. Il ne l'aurait d'ailleurs



pas mené s'il n'avait pas été, jusqu'à un certain point, léniniste. La notion de trahison n'est pas pertinente pour tous les événements que nous avons cités où le réformisme a mené à l'abandon ou au recul des tâches internationalistes. Trahison suppose un choix conscient d'une direction. Il s'agit en fait des effets de l'insuffisante bolchevisation du parti, c'est-à-dire d'une rupture insuffisante avec le réformisme due aux stigmates du jauréisme et du guesdisme conduisant à l'électoratisme et au mythe d'une rupture avec le capitalisme par alliance avec la social-démocratie.

Les grandes victoires sociales du Parti, innombrables pour la classe ouvrière de la métropole, ne doivent pas occulter le caractère tout aussi héroïque et singulier de sa lutte anti-impérialiste et anticolonialiste, précédemment citée.

Cependant, à travers les compromis de plus en plus semblables à des « compromissions » dans certaines périodes, le Parti ne doit pas ses déviations de droite stratégiques qu'à sa faiblesse relative face à l'une des bourgeoisies les plus expérimentées du monde, la bourgeoisie française. Il la doit aussi à des tendances très précocement diagnostiquées d'ailleurs par l'Internationale Communiste : « L'évolution du PCF depuis le socialisme parlementaire jusqu'au communisme révolutionnaire s'opère avec une extrême lenteur qui est loin de s'expliquer uniquement par les conditions objectives » disait l'IC lors de son IVème Congrès en 1922. On peut effectivement trouver les racines d'une telle lenteur, et aujourd'hui d'un immense recul, dans le social-chauvinisme récurrent en France.

A l'heure où se multiplient les guerres impérialistes de la dernière phase de dégénérescence du capital, à l'heure où les mouvements anti-guerre tels qu'ils existaient contre la guerre au Vietnam ou en Algérie manquent cruellement aux peuples opprimés, à l'heure où la bourgeoisie, qui s'acharne à diviser le prolétariat à coup de propagande islamophobe, anti-gilet jaune, anti-sans papiers, arabophobe ou négrophobe, ne trouve plus à « gauche » d'obstacle conséquent, nous devons sans doute, entre communistes dans et hors du PCF, tirer pour l'avenir les enseignements de ces vieilles pathologies du mouvement ouvrier français, qu'il ne faut ni exagérer, ni minimiser, mais au contraire identifier et corriger pour reconstruire le Parti Communiste dont le prolétariat et le peuple ont besoin pour renverser le capitalisme impérialiste et instaurer la société socialiste transition vers le communisme.



# PCF, IMMIGRATION ET MINORITES NATIONALES

La relation du PCF avec l'immigration est partie prenante de l'histoire de l'immigration en France, mais aussi de l'histoire communiste. Sa création, en 1920, arrive juste après une guerre qui a vu un appel massif à une « main d'œuvre étrangère », pour l'armement, pour l'acier, pour d'autres travaux dangereux (belges, suisses, italiens, nord-africains, indochinois, chinois) et la mobilisation de 600000 « tirailleurs sénégalais » (qui, en fait, étaient Africains des colonies françaises n'étaient pas tous sénégalais), mais aussi après une vague d'immigration juive, fuyant les pogroms d'Europe de l'Est depuis les années 1880. Ensuite, pour la reconstruction, ce sont des Polonais (que les patrons font venir en train par milliers), des Tchécoslovaques et encore des Italiens. Pour finir, même si ils ne sont pas sociologiquement pareil, arrivent également des réfugiés politiques russes, arméniens, allemands et espagnols.

Aussi, dès son IIIème congrès, en 1924, le PC nous dit : « Le parti communiste français doit absolument empêcher que le capitalisme ne crée dans les masses des travailleurs français et immigrés de dangereux conflits d'intérêts, une concurrence périlleuse et artificielle qui provoquerait des luttes fratricides. »

Il poursuit, à son Vème, en 1926 : « Le double aspect de la politique de l'immigration poursuivie par le patronat : l'immigration provoque une exploitation renforcée de la main d'œuvre immigrée, en donnant aux capitalistes une possibilité nouvelle d'accroître la plus-value, la main d'œuvre étrangère sur le marché du travail permet au patronat d'abaisser le taux de salaires du prolétariat indigène.

Les travailleurs immigrés perçoivent des salaires inférieurs à ceux des travailleurs français, sont contraints de faire dix à quatorze heures de travail par jour, sont logés dans des habitations insalubres, privés des droits les plus élémentaires.

Les tâches du parti :

- entraîner et influencer les masses de l'immigration. Il faut démontrer aux ouvriers immigrés que leurs intérêts sont communs avec ceux du prolétariat français et que ce dernier est solidaire d'eux,
- lutter contre la répression, contre les expulsions, pour le droit d'asile avec énergie et persévérance,
- combattre la xénophobie dans le prolétariat français et imposer la solidarité effective, totale, avec l'ouvrier immigré. »

La même année, le PCF favorise l'organisation de travailleurs migrants, au sein de la CGTU, avec la fondation d'une section spéciale : la Main d'Œuvre Etrangère, qui prendra en 1932 le nom de Main d'Œuvre Immigrée (M.O.I.). L'idée était de regrouper les communistes étrangers vivant et militant en France, principalement italiens, espagnols et juif (selon le lieu et



le secteur de travail).

En 1927, Nguyễn Ai Quốc (le futur Ho Chi Minh, qui était présent en France au Congrès de Tours), revient en France pour « fusionner les éléments révolutionnaires indochinois en France », dans le but futur de créer un PC indochinois.

Dans les années 30, avec la « Grande dépression », l'Etat français crée un climat hostile aux étrangers et contrôle les frontières. Il n'y a que le PCF pour s'opposer à cette hostilité.

Edouard Herriot fait voter une loi protégeant la main d'œuvre nationale et autorisant les quotas d'étrangers dans l'industrie. PCF et SFIO s'abstiennent.

Nous trouvons un certain nombre d'immigrés coloniaux (notamment vietnamiens et algériens), dans les manifestations du Front Populaire de 1936-1937. Mais ils sont ensuite déçus : le décret du 17 juillet 1936 accorde le droit à la libre-circulation des nord-africains, mais conditionnée à la possession d'une carte d'identité spéciale ainsi qu'à un visa.

Pendant la seconde guerre mondiale, au moment où le PCF organise la lutte armée en 1941-1942, seront constitués les FTP (Franc-Tireurs et Partisans) et, à partir de la MOI, les FTP-MOI. Parmi ceux-ci, le groupe dirigé par le militant communiste Missak Manouchian, démantelé en novembre 1943. Au moment du procès du groupe Manouchian, en février 1944, Vichy déclenche une opération de propagande, « L'Affiche Rouge », qui stigmatise le caractère étranger, communiste et/ou juif des militants et fait exécuter 23 résistants communistes. Néanmoins, cela eu l'effet inverse, sur-visibiliser l'importance des FTP-MOI dans la résistance à la collaboration pétainiste.

Dans les années qui suivent le second conflit mondial, nous retrouvons une contradiction vis-à-vis des immigrés, utilisée à dessein par le patronat. Les « trente glorieuses » nécessitent de la main d'œuvre étrangère. Le patronat et les gouvernements les font venir par milliers, voire centaines de milliers. Et puis, au début de la guerre d'Algérie, l'Etat met en place des foyers de migrants, afin d'héberger la main-d'œuvre tout en la maintenant

à l'écart de la population. C'est la naissance progressive des « foyers de travailleurs isolés » (« logement provisoire pour travailleurs « provisoires » », dira le sociologue Abdelmalek Sayad).

En cette période, hormis au niveau de l'action sociale, le PCF, n'a pas de stratégie très claire. Une difficulté d'analyse spécifique ? Une non-possibilité de mobilisation des étrangers dans des buts électoraux ? Georges Marchais déclare en 1965 (il n'est pas le seul à le penser) : « l'immigration est un piège tendu par le pouvoir à la classe ouvrière qui, contribuant à la diviser, devrait l'affaiblir ».

La CGT intègre les étrangers dans les sections syndicales et, en 1967, élabore un « statut démocratique et social de l'immigration ». Le PCF essaie de le faire adopter au Parlement.

En 1968, on lit dans Les Cahiers du communisme : « Il faut dénoncer le racisme larvé qui suscite la division parmi les travailleurs qu'il convient d'unir pour préserver et renforcer les acquis. La grève a démontré que le problème n'était pas de dresser des barrières entre les travailleurs de différentes nationalités mais, au contraire, à partir des intérêts de classe de tous les travailleurs, livrer le combat pour qu'il soit effectivement mis fin à la surexploitation dont sont victimes les travailleurs étrangers qui font partie intégrante de la classe ouvrière française ».

En 1968, le Comité de Liaison des Organisations de Travailleurs Immigrés en France (CLOTIF), structure de coordination des associations par nationalité, est créé avec le soutien actif de la C.G.T. et du P.C.F.

Plus tard, dans « Changer de Cap », le programme du PCF de 1971 : « Le nombre de travailleurs immigrés accueillis en France chaque année sera déterminé par le plan démocratique. Les demandes de main d'œuvre immigrée seront adressées par les employeurs à l'Agence Nationale Pour l'Emploi qui aura seule la responsabilité du recrutement des travailleurs immigrés sur la base de contrats de travail. Auprès de la direction de l'agence, un organisme qualifié réunira les délégués des travailleurs français et immigrés désignés par les centrales syndicales aux côtés des représentants de l'état et des industries concernées.

Les travailleurs immigrés bénéficieront d'un statut qui définira et garantira leurs droits politiques, sociaux, syndicaux, d'association et la liberté de presse. Ils auront les mêmes droits que les travailleurs français. Leur alphabétisation éventuelle sera assurée gratuitement.

Toute discrimination frappant les jeunes, les femmes, les travailleurs âgés, les travailleurs immigrés ou quelques salariés que ce soit, sera réprimée. »

Voici ce qu'on trouve dans le « Programme Commun » de 1972 : « Le plan prévoira le nombre de travailleurs immigrés accueillis chaque année afin de définir les mesures économiques et sociales à prendre. Les travailleurs immigrés bénéficieront des

mêmes droits que les travailleurs français. La loi garantira leurs droits politiques, sociaux et syndicaux. »

En 1973 dans le contexte du « choc pétrolier », manifestation de la crise systémique du capitalisme impérialiste, l'Etat limite « le regroupement familial ».

Il apparaît de plus en plus que le PCF tombe dans le piège patronal et gouvernemental qui consiste à opposer la fraction immigrée et autochtone du prolétariat. C'est ainsi qu'on assiste dans les années 80 à un certain nombre de sorties publiques de Georges Marchais (encore utilisées régulièrement pour discréditer le PCF sur les questions d'immigration) : « *Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine! Il est inadmissible de laisser entrer de nouveaux travailleurs immigrés en France alors que notre pays compte déjà près de deux millions de chômeurs français et immigrés* » (27 mars 1980)

« En raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine » (6 janvier 1981)

Bien entendu, l'incompréhension s'installe même si G. Marchais se défend de l'accusation de racisme : « *Nous pensons que tous les travailleurs sont frères, indépendamment du pays où ils sont nés (...)* » mais « *dans la crise actuelle, elle [l'immigration] constitue pour les patrons et le gouvernement un moyen d'aggraver le chômage, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, la répression contre tous les travailleurs, aussi bien immigrés que français. C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage* ». Nous voyons le caractère problématique de ce discours, qui rend les immigrés responsables du chômage et non le système capitaliste.

Et il ajoute, lors de la campagne présidentielle de 1981, dans une lettre au recteur de la mosquée de Paris : « *Il faut résoudre d'importants problèmes posés dans la vie locale française par l'immigration [...] se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficiles leurs relations avec les Français. Quand la concentration devient très importante [...], la crise du logement s'aggrave ; les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles françaises ne peuvent y accéder. Les charges d'aide sociale nécessaire pour les familles immigrées plongées dans la misère deviennent insupportables pour les budgets des communes peuplées d'ouvriers et d'employés. L'enseignement est incapable de faire face...* »

1981 est aussi l'année où la 80ème des 110 propositions du Programme Commun instaurant le droit de vote des étrangers n'est pas mis en œuvre, mais où suite à des luttes 130000 personnes sont régularisées.



7 ans plus tard, le programme du PCF dit qu'il « *est de l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés, alors que le chômage atteint des proportions dramatiques, d'arrêter effectivement toute immigration nouvelle, sauf pour permettre le regroupement familial* ».

Et 2 ans plus tard, le Bureau Politique du PCF lance une « analyse » pour le moins emprunte de confusion : « Pour éviter que l'on ne dérape de la perception du "problème" de l'immigration à la perversion raciste qui transforme l'immigré en bouc émissaire de tous

les maux sociaux, certains s'interrogent. Ils pensent prendre l'offensive en affirmant que l'immigration est « une chance » pour la France, un révélateur de crise susceptible de remobiliser les forces progressistes, un levier dans la construction d'un nouveau mouvement social, voire le ferment d'une nouvelle politique. Ce serait escamoter, à contresens des réalités vécues, une contradiction qu'il faut saisir lucidement pour créer les conditions de son dépassement. »

Ce que confirmera André Gérin (ex-maire PCF de Vénissieux) en juin 2011 : « Non, l'immigration n'est pas une chance pour la France. C'est un mensonge entretenu depuis 30 ans. Oui, c'est une chance pour le capitalisme financier, pour diviser, exploiter, exclure, ghettoïser (...). Aujourd'hui, limiter y compris l'immigration régulière devient vital, face à une situation explosive dans des centaines de villes populaires. C'est la seule manière d'endiguer le FN ». Ou encore Fabien Roussel, 1er secrétaire actuel, affirmant le 23 septembre 2020 : « Parlons-en de l'immigration ! Je suis pour stopper cette immigration organisée par les traités libéraux de Bruxelles qui met les salariés, les ouvriers en concurrence entre eux. Parlons de ça ! Parlons chiffres » (là, il parle principalement des « travailleurs détachés » européens, mais le mal est fait).

Pour finir sur une note positive, après ces déclarations « social-chauvines », nous dirons que le PCF n'est pas un monolithe et qu'en son sein et à sa base, on retrouve - y compris dans la dernière période - des éléments plus progressistes. 2 exemples. Le droit de vote (et l'éligibilité) des étrangers proposé pour le Front de Gauche en 2012 (Fabienne Haloui, responsable du secteur « Lutte contre le racisme et les discriminations » du PCF). Et, plus récemment, la signature des JC59 et du PCF59 des appels à mobilisation contre l'islamophobie, en 2019 et en 2020.

Néanmoins, on peut s'interroger sur le fait qu'un Parti, né de l'Internationale Communiste, est devenu actuellement moins dialectique que son candidat, J.L. Mélenchon, à l'élection présidentielle 2017 et ne parvient pas à faire (en tout cas explicitement pour tout le monde) le lien entre le passé et le présent colonial, néocolonial, entre les intérêts de « notre » propre impérialisme, « notre » responsabilité économique ou guerrière, et l'immigration en France et l'évolution en partie du peuplement de notre pays.

Nous pouvons y voir un glissement progressif de la part de la direction du PCF, depuis ce qu'il énonçait à son IIIème congrès (voir plus haut).

En fait, c'est la vision antiscientifique figée du peuplement de la Nation française au 19ème et première moitié du 20ème siècle dont Fernand Braudel a dit « Qui pourrait, en France, parler de "race" ? Les Maghrébins sont de race blanche et notre Midi a sa pinte de sang sarrasin, espagnol, andalou. Tant d' "immigrés", depuis si longtemps, depuis notre Préhistoire jusqu'à l'histoire très récente, ont réussi à faire naufrage sans trop de bruit dans la masse française que l'on pourrait dire, en s'amusant, que tous les Français, si le regard se reporte aux siècles et aux millénaires qui ont précédé notre temps, sont fils d'immigrés. Très diverse, la France ne peut-elle courir le risque de le devenir, biologiquement, davantage encore ? ».

Le problème est justement que l'immigration (dont la minorité française) issue des ex-colonies et colonies ne fait pas « naufrage sans trop de bruit dans la masse française » parce que tout simplement elle subit le racisme, les discriminations de la même manière que les femmes subissent le chauvinisme patriarcal inhérents au capitalisme exploiteur.

Ces discriminations servent en outre à diviser et opposer les

travailleurs à partir de critères raciaux, sexistes, culturalistes et même religieux comme c'est le cas présentement de l'islamophobie dans le cadre de la « mondialisation » capitaliste libérale adossée à l'idéologie fasciste du « choc, du conflit, de la guerre des cultures, des religions, des civilisations ».

La question des minorités nationales immigrées est, non seulement le produit des politiques coloniales de déracinement, d'aliénation et de dénaturation qui ont engendré les luttes de libération et d'émancipation anticoloniale, mais aussi elle reflète les rapports inégaux actuels entre pays, Nations et Etats oppresseurs et pays, Nations et Etats opprimés.

C'est là l'erreur d'une approche culturaliste et non matérialiste dialectique de la Nation conçue comme une catégorie historique non évolutive, mais statique et donc niant pour citer Braudel « que tous les Français, si le regard se reporte aux siècles et aux millénaires qui ont précédé notre temps, sont fils d'immigrés ».

Nous pensons que l'abandon d'une analyse matérialiste en la matière, depuis plusieurs dizaines d'années, a suivi la débolchevisation progressive du PCF.

Seul un Parti communiste révolutionnaire pourra travailler à l'unité de la classe ouvrière, par delà son origine ou sa nationalité, et se situer contre les dérives gauchistes (« no border ») et la « lepénisation des esprits » qui gangrènent jusqu'à la gauche française depuis bien trop longtemps.



# DES CADRES, DES ORGANISATEURS, DES DIRIGEANTS **ISSUS DU PEUPLE**

Il est plus simple, pour nos « élites », de propager ici des mensonges sur la lointaine Union Soviétique que sur l'histoire proche, désormais centenaire, des communistes français et de leur Parti : Elle est incontournable, autant que difficile à diaboliser. Depuis le Congrès de Tours en décembre 1920 fondateur du *Parti Communiste – Section française de l'Internationale communiste* (PC-SFIC) devenu *Parti Communiste Français* (PCF), de nombreuses générations de combattants de la classe ouvrière se sont succédées, marquant les luttes révolutionnaires du vingtième siècle contre l'impitoyable bourgeoisie impérialiste française.

Il est difficile, pour ces « élites », de nier qu'à chaque page de notre histoire récente, guerres de libération anticoloniale, résistance, grandes conquêtes sociales, les communistes du PCF furent non seulement dans le « bon camp », celui de la justice sociale et de la paix, mais mieux encore, à son avant-garde.

Mieux vaut donc selon elles les oublier, taire leurs faits d'arme, et accessoirement faire croire -ce qui est en soi scandaleux- que le Front Populaire fut l'œuvre des « sociaux-démocrates » ou que la résistance fut celle des « gaullistes » de Londres, que la Sécurité Sociale fut instaurée par de Gaulle ou que les pionniers des luttes anticoloniales, féministes, antiracistes, furent extérieurs au Parti.

La transmission du savoir, de l'histoire de nos « héros », de nos martyrs, de nos dirigeants aux nouvelles générations de militants est par conséquent un travail utile et salutaire pour les luttes de classe actuelles et futures. Cette transmission était une évidence pendant des décennies au vingtième siècle, elle ne l'est plus aujourd'hui, où « l'historiographie officielle » n'est plus infléchie par nos propres historiens et nos propres témoins. Il nous paraît donc indispensable de témoigner en ce sens.

Pourquoi tant de « héros », pourquoi tant de dirigeants, pourquoi tant de victoires arrachées à la bourgeoisie pourtant particulièrement expérimentée dans l'oppression depuis des siècles ? Est-ce parce que nous avons changé d'époque et

« qu'on ne fait plus, de nos jours » de tels combattants incorruptibles? Est-ce la « grandeur » d'un peuple, le nôtre, qui serait intrinsèquement voué à l'héroïsme depuis 1789 ?

Nous pensons tout au contraire que ce n'est ni la « France », ni uniquement « l'époque » qui a donné à la classe ouvrière ces générations de combattants, mais bien l'existence d'un Parti Communiste, de sa fondation jusqu'à sa récente et funeste rupture avec le marxisme-léninisme, en passant par sa bolchevisation dans les années vingt et trente avec l'aide de l'Internationale Communiste. Il n'est pas question ici de mettre en scène un « Panthéon » voire un « Sanctuaire » devant lequel il faudrait se recueillir. Nous voulons au contraire, sans exonérer son histoire de toute critique, mettre en évidence le rôle central, déterminant d'un Parti dans l'organisation, l'expérience militante, les principes d'analyse de chaque situation complexe, et donc dans la formation des cadres, des organisateurs qui ont fait la gloire de notre camp, celui des travailleurs.

On y trouvera, replacés dans leur contexte historique et politique, des figures célèbres comme des militants moins connus (et qui mériteraient sans doute de l'être davantage). Il est impossible d'en dresser une liste exhaustive et parfaitement juste, malheureusement, et il manquera toujours des portraits utiles à notre modeste série... mais nous pensons en dresser, ceci dit, un spectre large et représentatif, montrant prioritairement la multitude des fronts dans lesquels les communistes furent pionniers ou acteurs incontournables. Notre ambition est également de montrer l'importance, dans chaque contexte, de l'expérience militante transmise par le Parti, du sens de l'organisation propre à son centralisme démocratique bolchevik, de la théorie marxiste léniniste comme guide pour l'action qu'elle leur enseigna. C'est en ce sens qu'une telle commémoration du Congrès de Tours peut être, sans nostalgie futile, un outil de plus pour participer -c'est notre raison d'être- à l'indispensable reconstruction communiste dans ce pays pour gagner les luttes révolutionnaires à venir.

La façade du siège du Parti Communiste au moment du Front Populaire antifasciste, en 1936.



# MAURICE THOREZ (1900 - 1964)

un « fils du peuple » pour diriger le parti



Né en 1900 à Noyelles-Godault dans le Pas-de-Calais, petit-fils et fils de mineur de la Compagnie des Mines de Dourges, embauché lui-même dès l'âge de 12 ans aux mines de Dourges, avec une expérience de mineur de fond en 1919-1920, puis d'ouvrier du bâtiment, Maurice Thorez est bien ce « fils du peuple », selon le titre de son autobiographie, incarnation d'un PCF qui savait promouvoir à sa direction les meilleurs éléments de la classe ouvrière.

Dès ses premières années de militant communiste, il se fit repérer par ses talents d'orateur, de propagandiste, par son art d'analyser simplement une situation concrète et d'en exposer les tenants avec limpidité.

En janvier 1923, il est désigné secrétaire à la propagande (numéro 2 en fait) de la Fédération communiste du Pas-de-Calais, et se montre très efficace dans le combat contre l'occupation de la Ruhr, à tel point qu'il monta dès janvier 1924 à la direction nationale comme membre suppléant du comité directeur.

En 1924, il s'engage dans la « bolchévisation » du Parti qui, sur le plan organisationnel, visait à rompre avec les sections territoriales typiques d'un parti social-démocrate et à réorganiser le Parti sur la base des cellules d'usines, le Parti communiste devant être organisé pour impulser et diriger la lutte de classe au cœur des citadelles capitalistes. En janvier 1925, il entre à la commission nationale d'organisation. A ce titre, il participe à la conférence d'organisation de l'Internationale Communiste à Moscou en mars 1925. En juillet 1925, âgé d'à peine 25 ans, il entre au Bureau Politique. Il est aussitôt chargé d'animer la campagne nationale des comités d'action contre la guerre du Maroc.

En février 1926 il devient secrétaire national à l'organisation, une tâche essentielle qui contribua à faire de lui un grand dirigeant politique qui savait allier fermeté idéologique, puissance de travail et souplesse suffisante, ce qui était pas inutile dans une période où le jeune Parti, et ses cadres surtout, par défaut de formation marxiste-léniniste et d'expérience, avait du mal à éviter le dogmatisme : « Notre politique se fait dans l'usine, mais elle se fait aussi dans la localité, elle se fait aussi dans le café, elle se fait également à la campagne [...] Elle se fait dans le cadre du département et le parti communiste qui ne fait pas sa politique dans les nuages doit tenir compte absolument de toutes ces réalités. » (Congrès de Lille, juin 1926).

Thorez devient, à la charnière des années 20/30, un élément clef du groupe dirigeant stable en cours de formation (où figureront Duclos et Frachon) sans lequel il ne pouvait y avoir un parti authentiquement communiste. Après une période difficile (incarcéré près de 11 mois en 1929-1930 suite à des condamnations liées à son action contre la guerre du Maroc), il devient secrétaire général du PCF en juillet 1930.

L'IC fait aussi appel à lui : membre du Comité Exécutif depuis 1928, il intègre le secrétariat politique de l'IC en 1931.

Thorez, homme de masse, s'illustra aussi en se faisant élire député dans un des hauts lieux de la banlieue rouge parisienne, Ivry-sur-Seine, en 1932, année pourtant aux résultats électoraux difficiles. Mais c'est à partir de 1934, dans les étapes de la mise en place de ce qui constituera le « Front

Populaire de la liberté, du travail et de la paix » (formule qu'il lança en octobre 1934), puis au moment du Front Populaire lui-même arrivé au pouvoir en mai 1936, que Thorez donnera sa pleine mesure et deviendra réellement une figure nationale populaire incontournable dans la classe ouvrière.

Non sans penchants vers la déviation de droite d'ailleurs. Non pas quand, selon la phrase mille fois répétée par les gauchistes, il déclarait en juin 1936 qu'il fallait « *savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue* », ce qui est juste, mais quand par exemple à l'été 1936 il en venait à proclamer qu'il fallait constituer en France une union encore plus large que le Front populaire, un « Front français »... ouvert donc aux autres partis bourgeois de droite, ce qui était une sous-estimation de la nécessité que la classe ouvrière se trouve à l'avant-garde de la lutte antifasciste, une sous-estimation de la nécessité de consolider le mouvement extraparlémentaire des masses (et les comités d'action hors parti), succombant aux considérations électoralistes. Thorez glissera aussi sur la question coloniale, en sous-estimant l'importance de la nécessité de l'indépendance nationale algérienne.

Après l'épopée héroïque de la Résistance communiste à l'hitlérisme, Maurice Thorez – au-delà du fait qu'il avait dû lui-même passer la guerre en exil en URSS – était auréolé du prestige d'être le premier dirigeant du Parti des Fusillés : en octobre 1945, fort des 26,1% du PCF aux élections de la première Constituante, il entra comme Ministre d'Etat au gouvernement, puis sera vice-président du Conseil. Son action permit notamment d'élaborer le statut qui régira la fonction publique jusqu'à la réforme de 1981.

C'est après les très bons résultats aux élections législatives de novembre 1946 (28,6%, le record historique pour le PCF), pris dans le vertige du succès, que Maurice Thorez donna sa célèbre interview au Times dans laquelle il affirmait la possibilité d'un passage progressif au socialisme sans nécessité d'un bon qualitatif donc d'un renversement révolutionnaire de la bourgeoisie. En septembre 1947, la conférence de naissance du Kominform à Szksarska-Poreba en Pologne condamnera ces positions et alertera sur les dangers de dérive électoraliste du PCF.

Victime d'une attaque d'hémiplégie en octobre 1950, soigné pendant trois ans en URSS, Thorez reprend la direction effective du PCF en 1953, jusqu'en mai 1964, où Waldeck-Rochet lui succéda. Il dû affronter dans cette dernière période la crise déclenchée par Khrouchtchev avec son « rapport secret » sur Staline au XXème Congrès du PCUS en 1956. Il tint bon face à cette campagne antistalinienne et, in, fine, antisoviétique. Jamais Thorez n'a failli dans le soutien politique à l'URSS.

Jusqu'à la fin de sa vie, Maurice Thorez, avec son charisme indéniable, son sens pédagogique, resta un de défenseurs publics les plus crédibles du PCF, au point que celui-ci, dans un contexte de guerre froide et d'isolement, conservait toujours près d'un quart de l'électorat. Plus de 650 000 personnes l'accompagnèrent à sa dernière demeure du Père Lachaise.



# LAMINE ARFAN SENGHOR (1889 - 1927)

*Une lutte résolue contre la France coloniale*



Dirigeant communiste, anticolonialiste et panafricaniste sénégalais. L'engagement politique de Senghor trouvera son origine dans son vécu en tant que tirailleur sénégalais. Son indignation devant le traitement réservé par la France à ses soldats coloniaux pendant et après la guerre 14/18 sera un déclencheur de son engagement anticolonialiste.

Senghor sera aussi gravement intoxiqué au gaz moutarde, ce qui provoquera sa mort prématurée à 38 ans. Après un rapatriement au Sénégal, Senghor revient à Paris où il travaillera aux PTT et adhèrera à la CGTU et au PC.

En 1924, Senghor devient secrétaire adjoint de l'IUC (Union Intercoloniale) et membre de la commission coloniale centrale du PCF et mena une intense activité de propagande en écrivant de nombreux articles pour dénoncer les massacres perpétrés par l'empire français et le traitement réservé aux tirailleurs sénégalais (inégalité des pensions ...).

En 1925 Senghor s'engage dans l'action du PCF contre la guerre du RIF au Maroc dans laquelle l'impérialisme français s'oppose aux forces menées par Abdelkrim el-Khattabi. Pour Senghor c'est l'union des victimes qui permettra aux colonies de battre l'impérialisme français, et qu'à ce stade les Noirs doivent s'auto-organiser. C'est dans ce contexte qu'il va créer en mars 1926 le CDRN (Comité de Défense de la Race Noire), dont le journal s'appellera « La Voix des Nègres ».

Début 1927 des divisions naissent au sein du CDRN entre les assimilationnistes et des éléments plus radicaux, des communistes. Avec ces éléments, Senghor va alors créer la LDRN (Ligue de Défense de la Race Nègre). Ainsi, dans le n°3 de septembre 1927 de La Race Nègre, Lamine Senghor précise sa pensée : « L'Africain a ses coutumes et ses traditions séculaires, il a son histoire, tandis que les Gaulais et les Germains n'étaient que des barbares, resplendissait déjà sur les bords du Nil une belle civilisation qui a laissé des empreintes profondes dans le processus de transformation des

sociétés européennes. Dans de pareilles conditions, il est logique, il est légitime pour les Nègres de poser la question de leur liberté et de leur indépendance, d'aspirer à une vie nationale propre. Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tous les Nègres d'Afrique en font désormais leur mot d'ordre de combat ».

En février 1927, Senghor participe au congrès constitutif de la « Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale » à Bruxelles. Il y fera un discours remarqué à la suite duquel il sera arrêté et emprisonné quelques semaines. Il y déclare : « Sous prétexte d'exporter la civilisation occidentale dans les pays d'Orient, la France a conquis, par la violence, un vaste empire colonial dont l'étendue et la population dépassent celles de la métropole. En réalité, la raison de ces conquêtes successives est tout autre ; Pour alimenter son industrie, la France a besoin de matières premières, qu'elle tire de ces pays qui sont en même temps ses débouchés pour ses produits manufacturés qu'elle ne peut consommer sur place. Elle a également besoin de ses colonies pour sa défense nationale. » Lamine Senghor a toujours cherché à allier le panafricanisme et le communisme. Pour lui la lutte des colonies pour se libérer du joug de l'impérialisme et la lutte de la classe ouvrière pour se libérer du capitalisme sont indissociables.

Il ne cessera d'appeler les travailleurs du monde entier à s'unir pour renverser l'ensemble du système capitaliste-impérialiste.



# MADELEINE COLIN (1905 - 2001)

*Le congé maternité remboursé!*



Madeleine Colin, dirigeante communiste, secrétaire confédérale de la CGT de 1955 à 1969, directrice du mensuel Antoinette, de sa création jusqu'en 1975, militante et cadre féministe du PCF depuis 1945, a joué un rôle de premier plan dans la lutte pour l'égalité des femmes et les problèmes spécifiques des femmes salariées.

Née le 23 Juillet 1905 à Paris dans une famille de la petite bourgeoisie, d'un père de droite « nationaliste réactionnaire » comme elle le décrivait dans son récit autobiographique. Le caractère de la future militante fut profondément marquée par sa mère, femme au foyer, qui a assuré son instruction jusqu'à l'âge de huit ans. Employée aux PTT comme téléphoniste, elle s'engage à la CGT et monte plus tard une section syndicale dans son bureau.

Les émeutes fascistes du 6 Février 1934, dont elle fut témoin, la poussèrent à s'intéresser de plus en plus aux activités des mouvements antifascistes et pour la paix, et en 1935, elle devint résolument partisane du « Front populaire ». Son engagement au sein du Parti communiste français a commencé avec la guerre et l'occupation allemande. A partir de 1942, elle prit une part active dans la

résistance, puis dans les combats pour la libération de Paris. Elle confirma son engagement en adhérant au PCF. Elle participera un temps à son Comité Central (1956 -1957) mais surtout à sa « Commission féminine ». Elle fut surtout une grande dirigeante syndicale figure du féminisme CGT.

Dés son arrivée au bureau confédéral de la CGT en 1955, elle a lancé le magazine syndical féminin « Antoinette » (nom faisant référence à l'héroïne d'un film récent de Jacques Becker *Antoine et Antoinette*): ce magazine avait comme principal objectif de faire contrepoids aux conceptions rétrogrades concernant les femmes véhiculées par la presse féminine à gros tirage. Il atteignit un tirage de 100000 exemplaires dans les années 1970.

Madeleine Colin fut l'une des dirigeantes emblématiques de la campagne « Pour la réduction du temps de travail des femmes » organisée par la CGT en 1965. Parmi les acquis les plus importants de cette époque, il y en avait un dont Madeleine Colin était particulièrement heureuse : le remboursement quasi-intégral du congé de maternité, obtenu en 1970, au bout de quinze années de campagne obstinée.



## AMBROISE CROIZAT (1901 - 1951)

*La SECU, une conquête sociale historique du parti*



Il est l'une des figures les plus emblématiques du progrès social du XXème siècle. Il a ouvert une page de l'Histoire dont on rêverait aujourd'hui. Suite aux décisions du Conseil National de la Résistance, c'est lui en effet qui a initié, mis en place et construit tout le système de protection sociale dont le peuple a bénéficié et que les gouvernements de droite et PS successifs sont en train de détricoter : la Sécurité Sociale.

Cette œuvre, c'est l'œuvre d'un militant de conviction, militant syndicaliste et dirigeant communiste (il sera membre du Comité Central du PCF de 1929 à sa mort). Ouvrier métallo, il est animateur dès son plus jeune âge des grandes grèves de la métallurgie lyonnaise; il fut secrétaire général de la Fédération de la Métallurgie CGTU dès 1928, puis secrétaire général de la Fédération des métallos de la CGT réunié en 1936. Député du PCF élu au moment du Front Populaire, il sera aussi l'une des figures communistes à Alger dès 1943, dans l'assemblée consultative du gouvernement provisoire et présida la Commission du travail et des affaires sociales de cette assemblée dont le rôle était de préparer la libération du pays.

Ministre du travail de novembre 1945 à mai 1947, en ne ménageant pas ses heures, avec ses camarades communistes et ses camarades de la CGT, Croizat va impulser en quelques mois un édifice social fait de 138 Caisses et 113 CAF.

C'est un système qui a permis à tous les travailleurs de ne plus craindre la maladie, l'accident du travail, l'approche de la retraite, remplaçant la charité par la solidarité. En lieu et place d'un modèle de société qui faisait courber l'échine au monde du travail, il a construit un édifice qui a permis à chacun de retrouver dignité et

droit de vivre correctement, il a concrétisé le projet d'une société qui protège chaque citoyen.

Il s'agit donc d'une Caisse qui couvre les quatre risques essentiels de la vie : maladies, accidents, famille et vieillesse, et qui a la caractéristique essentielle d'être indépendante et de ne surtout pas être gérée par l'Etat (à cause des changements éventuels de gouvernements qui pourraient la dissoudre!). Elle est gérée par des représentants des salariés pour 75% et par les patrons pour 25%, principe qui sera remis en cause par Pompidou en 1967 en introduisant le 50/50 à la demande du patronat.

Cette création de la Sécu, ce fut un travail de titan et des audaces impensables de nos jours : C'est à cette époque que les retraites des vieux travailleurs vont être augmentées de 130%! que la semaine de 40h est rétablie (Vichy était revenue aux 48h après les 40h gagnées lors du Front populaire) et les trois semaines de congés payés vont être instaurées, que les heures supplémentaires vont être majorées de 50%... que l'abattement de 10% des salaires féminins va être supprimé et les allocations familiales doublées ! La retraite n'était désormais plus l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie, et l'espérance de vie est passée en peu de temps de 45 ans à 70 ans...

Lui-même n'en profitera pas, hélas, décédé trop jeune subitement en février 1951 : le « ministre des travailleurs » fut accompagné à sa dernière demeure du Père Lachaise par une foule immense d'un million de personnes ! Hommage à la hauteur de l'homme, du militant.



CARTE D'ADHÉRENT  
Nom AMBROISE CROIZAT

**RC** CENTENAIRE  
DU CONGRES  
DE TOURS



## ABDELKADER HADJ ALI (1890 - 1957)

*A quelques voix près, Paris aurait eu un député algérien*

Travailleur immigré algérien depuis 1905, H. A. A. adhère à son retour de la première guerre mondiale à la SFIO puis au PCF au moment du congrès de Tours.

Fondateur en 1921 avec Hô chi Minh de l'Union intercoloniale, une organisation créée à l'initiative du tout jeune PCF, section française de l'internationale Communiste, ayant pour objectif d'organiser les travailleurs immigrés pour le combat pour l'indépendance nationale, il anime avec lui le journal Le Paria fondé en 1922, qui porte en sous-titre la formule : « tribune du prolétariat colonial ». Il signe dans ce journal de nombreux articles sous les pseudonymes d'Ali Baba ou de Hadj Bicot qui contribuèrent fortement à la prise de conscience anticoloniale.

Membre de la commission coloniale du PCF, il est un des animateurs de la campagne contre l'occupation de la Ruhr en 1923. Au sein de celle-ci, il est responsable de la propagande en direction des soldats nord-africains. Il est, à cette tâche, le principal rédacteur du journal « El Caserna ». Après le départ d'Hô Chi Minh pour

Moscou, il devient le principal animateur de la commission coloniale du PCF. Présenté comme candidat aux élections législatives de Paris en 1924, il arrive en troisième position [il ne lui manque que 20 voix pour être élu].

Il devient ensuite membre du comité central du PCF en 1926, participe la même année à la fondation de la première organisation indépendantiste nord-africaine [l'Etoile nord-africaine] et est un des organisateurs de la campagne contre la guerre du Rif et du congrès de la ligue anti-impérialiste de Bruxelles en 1927. On le retrouve ensuite en charge des relations avec les communistes des pays arabes. Il fut un des principaux acteurs de l'action de l'Internationale communiste et du PCF pour créer des organisations nationales indépendantistes.



CARTE D'ADHÉRENT  
Nom H. A. ABDELKADER



## MADELEINE RIFFAUD (née en 1924) Jusqu'au bout contre toutes les oppressions!

Rainer, c'était le nom de code de Madeleine Riffaud pendant l'occupation de la France par les armées nazies. Née en 1924, cette fille d'instituteur douée pour la littérature se dirigeait elle-même à une carrière d'enseignante, mais sa vie basculera avec la Seconde Guerre mondiale. Pas encore âgée de 18 ans, elle entre dans la résistance en 1942 et mène de suite des actions contre l'occupant. Début 1944, elle adhère au PCF et rejoint les FTP ; son premier fait d'arme est l'assassinat d'un officier allemand en pleine rue. Elle sera arrêtée, torturée (sans jamais lâcher d'informations) et condamnée à mort par la Gestapo. Elle s'échappera du train qui l'amenait à la déportation et participera ensuite à la libération de Paris.

Après la fin de la guerre, elle s'engage davantage au PCF, et devient journaliste et écrivaine pour les journaux communistes. Également poétesse, elle dénonce dans ses textes la violence de la colonisation française. Et elle s'en explique : « J'ai été torturée moi-même pendant l'Occupation de mon pays et je ne pouvais pas admettre que la France en fasse autant aux autres ». Par la suite, elle deviendra correspondante de guerre, notamment pour La Vie Ouvrière, le journal de la CGT (de 1946 à 1958), puis pour l'Humanité après 1958. En Algérie, elle dénoncera les tortures de l'armée française, et fut victime elle-même d'un attentat de l'OAS en juin 1962. Au Vietnam, elle montrera l'incroyable force du peuple vietnamien, « qui construit à partir de la terre brûlée une nouvelle vie, un nouvel État, et s'éveille au bonheur. ». Elle réalisa film documentaire et reportages publiés sous forme de récits (« Dans les maquis Vietcong ») qui connurent de grands succès. Elle

utilisa sa notoriété acquise pour animer à partir de 1968 le « Comité national d'action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien » lancé par le PCF.

Dans les années 1970, elle reviendra travailler en France, dans le secteur hospitalier, et profitera de son expérience de terrain pour dénoncer les dérives néo-libérales à travers la privatisation de la santé. Jamais amenée à prendre une place de cadre ou des fonctions dirigeantes au PCF, Madeleine Riffaud, militante aux multiples vies, synthétise ce que doit être une communiste : un être humain qui dans le déroulement de sa vie garde une boussole : la défense des opprimés et la lutte contre le capitalisme. Ses recueils de poèmes et d'articles journalistiques sont des témoignages précieux qui montrent à la fois l'horreur du capitalisme dans sa déclinaison fasciste, coloniale ou néo-libérale, mais également l'incroyable capacité émancipatrice, la détermination et l'abnégation inébranlable dont font toujours preuve les peuples en lutte pour la justice et l'égalité, causes auxquelles Madeleine Riffaud a dédié sa vie.



## COLONEL FABIEN (1919 - 1944) Icône de la résistance à 25 ans!

Pierre Georges, plus connu sous les noms de code « Frédo », « Capitaine Henri » et « Colonel Fabien », fut l'un des acteurs principaux de la résistance communiste en France, plusieurs fois arrêté, évadé et blessé, il participa de manière active à combattre les nazis et la France de Vichy.

Né d'une famille ouvrière, il adhère très tôt, à l'âge de 14 ans, aux Jeunesses Communistes et ira combattre en octobre 1936, à 17 ans, les fascistes en Espagne au sein des Brigades Internationales à l'appel de l'Internationale Communiste et de Staline. Il participera directement aux opérations militaires et fut blessé à trois reprises.

De retour en France en août 1938, il sera élu au comité central du Mouvement des Jeunes Communistes de France et travaillera comme ajusteur métallurgiste. En totale clandestinité, alors que la France est occupée par l'Allemagne nazie, il sera chargé par le PCF de créer les premiers groupes armés de résistants communistes. Ainsi il devient en 1941 commissaire militaire de l'Organisation Spéciale, branche armée du PCF qui deviendra par la suite les FTP (Franc-Tireurs et Partisans).

A ce titre, il organise le premier fait de résistance meurtrier en France le 21 août 1941, en abattant un officier militaire allemand sur les quais du métro Barbès. Cette attaque marquera le début d'un ensemble de faits de résistance accomplis par les communistes partout en France, obligeant les Allemands à maintenir une présence militaire importante sur le front de l'Ouest et favorisant la victoire de l'Union Soviétique sur le front de l'Est.

L'importance du « coup de feu » de Barbès sera reconnu par les gaullistes, Maurice Schumann déclarant dès le 28 août 1941 à Radio Londres : « Les coups de feu tirés par le jeune Français sont la suite logique, fatale, inéluctable de l'attentat permanent contre la Nation française par l'ennemi et ses complices. »

Suite à la traque des militants et combattants communistes par la police française et allemande, il se réfugie en

1942 dans le Doubs, où il y créa un des premiers maquis et accomplira de nombreux actes de résistance sous le nom de guerre de « Colonel Fabien ». En tant que cadre et combattant d'expérience, il sera ensuite envoyé un peu partout en France afin d'organiser les troupes et groupes nouvellement constitués.

En août 1944, lors de la libération de Paris par les résistants, il encadre une grande partie des combattants de l'insurrection parisienne et participe à la prise du Palais du Luxembourg alors quartier général de la Luftwaffe.

Paris libérée, il commandera ensuite une brigade de près de 3000 hommes, afin de combattre le reste de la Wehrmacht sur le sol français et allemand. Il sera tué à Mulhouse le 27 décembre 1944 à l'âge de 25 ans, dans des circonstances non élucidées. Selon la thèse officielle, Pierre Georges et une grande partie des officiers communistes de son État-major sont morts au sein de leur poste de commandement, lors de l'explosion d'une mine que le Colonel Fabien manipulait. Selon d'autres sources, ils ont été assassinés par le pouvoir gaulliste et alliés états-uniens, ceux-ci craignant une prise de pouvoir des communistes en France et voulant diminuer les forces militaires du PCF.

Une place du XIXème arrondissement de Paris et sa station de métro seront renommés par son dernier nom de guerre, « Place du Colonel Fabien ». C'est sur cette place que sera par la suite construit l'actuel siège du Parti Communiste Français. A la fois soldat courageux et discipliné, fin tacticien, militant d'avant-garde se distinguant par ses prises d'initiatives, cadre politique et militaire d'envergure, le Colonel Fabien incarne ce que communiste signifie dans les années de guerre et d'occupation.



## HENRI KRASUCKI (1924 - 2003)

« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat! »



Henri Krasucki (son vrai prénom est Hénoch) est né le 2 septembre 1924 dans la banlieue de Varsovie et est décédé le 24 janvier 2003 à Paris. Ses 2 parents étaient des communistes polonais et ouvriers dans le textile. Parce que la Pologne des années 20 était anticommuniste et antisémite, la famille Krasucki va s'expatrier en France, à Paris, en 1926.

En septembre 1939, le jour de ses 15 ans, Henri Krasucki adhère à la Jeunesse Communiste. Embauché dans une usine comme jeune ouvrier métallurgiste, il milite à la section juive de la MOI (Main d'œuvre Immigrée). Il fait la connaissance de Pierre Georges (futur Colonel Fabien) qui sera son instructeur. Il gravit les échelons de responsabilité de la MOI devenue FTP-MOI (de responsable de quartier à responsable de Paris en août 1942). Il s'occupe des cadres et du recrutement des jeunes. Il participe aux actions antinazies (sabotages, assassinats ciblés...) de début 1943 qui implique les groupes FTP-MOI et en particulier le groupe Manouchian. Il est arrêté, ainsi que sa mère et son épouse fin mars 1943, et ils sont torturés et déportés en juin de la même année. Séparés, lui est affecté dans un camp de travail (une mine) annexe à Auschwitz. Son père, arrêté pour sabotage, avait subi le même sort auparavant et a été gazé le 13 février 1943. Dans son camp, Krasucki, toujours militant, devint le responsable français au sein du Comité international en charge de la solidarité entre prisonniers.

Henri Krasucki réchappe miraculeusement des camps de la mort. Il est libéré en avril 1945, non sans avoir participé à la lutte pour la libération du camp de Buchenwald où il avait été déplacé par les nazis face à l'avancée de l'Armée Rouge qui libéra Auschwitz en janvier 1945.

De retour en France, il travaille dans des usines de la métallurgie

comme ouvrier et est naturalisé français en 1947. Il devient permanent syndical de la CGT fin 1947 et il gravit les échelons dans la centrale ouvrière : de secrétaire d'Union Locale puis secrétaire d'UD jusqu'au bureau confédéral de la CGT en 1961. En 1960, au décès de Gaston Monmousseau, il prend la direction de « La vie ouvrière », journal de la CGT, qu'il dirigera pendant 20 ans. Parallèlement, il est également engagé au PCF : bureau de la section du XXème en 1949, comité fédéral de la Seine en 1951, membre de la Section économique du Comité central (il est parmi les fondateurs en avril 1954 de la revue « Economie et Politique »), comité central en 1956 et bureau politique en 1964.

Pressenti pour succéder à Benoit Frachon à la tête de la CGT en 1967, ce sera finalement George Séguy qui en prendra les rênes comme secrétaire général. Cependant, Henri Krasucki devenait responsable du secteur de la politique revendicative. Il sera à ce titre l'un des principaux négociateurs, aux côtés de Benoit Frachon et George Séguy, des « accords de Grenelle », que la CGT nomme plutôt « constat de Grenelle » et qui prévoient notamment une augmentation de 35% du SMIG et 10% pour les autres salaires ainsi que la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.

Âpre négociateur, il aimait répéter cette phrase qui devrait être la ligne directrice de toute organisation syndicale de travailleurs : « la régression sociale ne se négocie pas, elle se combat. »

Henri Krasucki succède à George Séguy à la tête de la CGT en 1982, lors du congrès de Lille. C'est une mauvaise période pour la classe ouvrière, notamment après le tournant dit de la rigueur opéré en mars 1983 par le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy sous la présidence de François Mitterrand. Durant cette période, les effectifs de la CGT vont fortement diminuer, conséquence à la fois de la fausse utopie de 1981 (on a gagné et il n'y a plus rien à faire) et du fourvoiement du PCF dans l'union de la Gauche.

Krasucki est élu vice-Président de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) en 1986 et quitte la direction de la CGT en 1992. Il est, et c'est tout à son honneur, opposé à la désaffiliation de la CGT de la FSM en 1995.

Henri Krasucki est une figure emblématique du PCF. Résistant au nazisme, combattant de la liberté, dirigeant syndicaliste et militant communiste de la 1ère heure, il est une fierté pour le mouvement communiste et la classe ouvrière dont il a porté haut les couleurs.



## GEORGES WODLI (1900 - 1943)

Un héros français au coeur de la bête immonde, l'Allemagne nazie

Ouvrier ajusteur, secrétaire de l'Union des syndicats CGTU des cheminots d'Alsace et de Lorraine, membre du comité central du PCF à partir de 1932, Georges Wodli est le symbole de la résistance communiste à l'occupation nazie en

Alsace-Lorraine.

Incorporé dans l'aéronavale allemande en 1918, il participe au soulèvement de la flotte allemande à Kiel puis à l'éphémère conseil des ouvriers et soldats de Strasbourg en novembre 1918. Il reste membre du PCF après la scission alsacienne de 1929 et, en même temps que ses fonctions syndicales, y exerce des responsabilités au bureau régional.

Il organise à partir de 1933 le soutien à la résistance allemande au nazisme par la distribution clandestine des journaux du KPD et la solidarité avec les communistes allemands emprisonnés. Arrêté en

avril 1940, il s'évade en septembre pour prendre en main la réorganisation du parti en Alsace-Lorraine, puis coordonne le groupe Mario qui organise les évasions de prisonniers, les sabotages ferroviaires, la propagande antinazie. Arrêté par la police de Vichy le 30 octobre 1942, il est livré à la Gestapo. Il décède au siège strasbourgeois de cette dernière le 2 avril 1943 des suites des tortures subies de longs mois durant.



## JEANNE LABOURBE (1877 – 1919)

*Une communiste française héroïne de la révolution russe*



Militante pionnière qui fut qualifiée par la *Pravda* de « première femme communiste française qui sut lutter pour la révolution » lors de sa mort en martyre en avril 1919, elle mérite une place particulière dans notre mémoire car son exemple influença le jeune Parti communiste.

Repassseuse de métier, elle répond positivement en 1894, à l'âge de 17 ans, à une riche famille polonaise de l'Empire tsariste pour un emploi de gouvernante et préceptrice devant enseigner le français aux enfants. Elle s'intéresse vite aux luttes sociales des travailleurs et à la lutte nationale des Polonais. Se liant à l'activité d'un déporté politique russe, elle passa dans l'activité clandestine révolutionnaire à la veille de la Révolution de 1905. Elle adhère au parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1905 et fait la connaissance du couple Lénine. Elle est présente à Moscou lors des événements de la révolution d'octobre 1917.

Le 31 août 1918, elle participe aux côtés de Rosalie Barberet, Jacques Sadoul, Pierre Pascal, Marcel Body, à la création du Groupe Communiste Français de Moscou, qui faisait partie de la Fédération des groupes communistes étrangers créée auprès du comité central du Parti Communiste russe, sous la présidence de Bela Kun. Le GCF lança un hebdomadaire en français, « Troisième Internationale » (octobre 1918 – mars 1919).

L'intervention militaire française à Odessa, à partir de décembre 1918, conduisit Jeanne Labourbe à rejoindre ce grand port de la Mer Noire, afin de participer à la propagande auprès des troupes françaises. Elle va alors au contact des soldats français où elle s'emploie à éclaircir la nature de l'ennemi supposé : les Russes. Elle met en avant les points communs entre travailleurs russes et travailleurs français de sorte à faire émerger le réel ennemi : les capitalistes qui envoient les soldats à la mort pour faire augmenter leurs profits. Pour cela, elle s'appuie sur le journal « Le Communiste », qu'elle rédigeait avec Henri Barberet, ainsi que sur divers tracts et brochures, où sont rappelés les souvenirs historiques de 1871 et 1793.

Plusieurs témoignages la décrivent comme une femme dévouée et enthousiaste.

« Elle était frémissante quand elle apprit que les soldats français avaient débarqué à Odessa. Elle ne pouvait supporter l'idée, disait-elle, que « les fils des communards de 71, les descendants des révolutionnaires de 93, viennent étouffer la grande révolution russe. » [...] Elle se jeta dans l'action avec sa foi, son enthousiasme. Elle remaniait la rédaction des tracts, des journaux, trouvant toujours qu'ils n'étaient pas assez vivants, qu'ils n'accrochaient pas assez le cœur des soldats ... » (André MARTY, La révolte de la Mer Noire).

Son activité attira l'attention des Russes blancs qui occupaient Odessa. Le 1<sup>er</sup> mars 1919 au soir, elle fut arrêtée, torturée et abattue d'un coup de revolver, sa logeuse et ses deux filles subissant le même sort.

Selon le récit bolchévique, toute la population d'Odessa visita la morgue pendant les jours qui suivent. Les cadavres font peine à voir, tous sans exception sont défigurés, couverts de bleu et de plaies causées par les baïonnettes. Jeanne Labourbe est reconnue par ses vêtements et ses cheveux ondulés coupés courts.

La portée de la mort de Jeanne Labourbe sur le mouvement communiste de l'époque n'est pas à prouver. D'abord relevé dans la *Pravda* par Niourine camarade russe du Collège communiste étranger au sein duquel agissait à Odessa le Groupe communiste français : « Le prolétariat français immortalisera ce nom honoré de la première femme communiste française qui sut lutter pour la révolution. » Relayé dans les mois suivants dans l'*Humanité*, où Jeanne Labourbe prit sa place de martyre d'Odessa, militante révolutionnaire ayant contribué par son action aux mutineries des marins de la Mer Noire.



## HO CHI MINH (1890 – 1969)

*Un travailleur immigré... qui changea le monde*



Dirigeant du Vietnam double vainqueur des impérialismes français puis états-unien, héros de la bataille de Diên Biên Phu, première grande victoire d'un peuple colonisé contre l'arrogant colonialisme français et le détonateur de la décennie des indépendances des trois continents colonisés, fut, lors de son séjour comme simple prolétaire issu de l'immigration coloniale dans les années 20, l'un des participants au Congrès de Tours, sous son pseudonyme de l'époque Nguyen Ai Quoc (le Patriote). Il fut l'un des cadres du PCF, section française de l'Internationale Communiste, investi dans la lutte anticoloniale, aspect fondamental de la lutte de classe organisée en France par le Parti.

A ce titre, ce combattant formé à la lutte anticoloniale en Indochine puis au marxisme-léninisme en URSS (il fut un responsable communiste dans le cadre du Komintern à Moscou), sera notamment un des organisateurs des luttes de l'immigration en France, dirigera le journal *Le Paria*, émanation du PCF et écrit en plusieurs langues, dont le chinois et l'arabe, et publiera

des articles importants dans l'*Humanité* et la *Vie Ouvrière* (journal de la CGT) pour sensibiliser les prolétaires français aux luttes anti-impérialistes et anticolonialistes contre le capitalisme français.

Son engagement dans la lutte en France au sein du Parti Communiste l'amènera en particulier à travailler sur la question coloniale non seulement en Indochine, mais aussi en Tunisie, en Chine, au Sénégal, au Maroc et dans les colonies d'autres empires comme le Royaume Uni.

Le Vietnam de Hô Chi Minh et du collectif dirigeant du Parti Communiste du Vietnam (PCV), avec la Chine populaire en 1949, la Corée du Nord en 1953 et Cuba en 1961, est un des rescapés du camp socialiste vaincu en 1989/91.



# GEORGES POLITZER (1903 – 1942)

*Grand philosophe... et martyr de la résistance*



Originaire de Hongrie, Georges Politzer fuit son pays à 18 ans et le régime autoritaire de l'amiral Horthy après s'être engagé à 16 ans dans la révolution de la « République des Conseils » de Bela Kun (fondateur du parti Communiste Hongrois).

Il passe d'abord à Vienne (rencontre Freud) puis arrive en France. Il suit des études de philosophie (obtient l'agrégation en 1926). Il publie en 1928 « Critique des fondements de la psychologie », et lance en 1929 son programme (en contre-point de la psychanalyse bourgeoise) de psychologie concrète, collectiviste, internationaliste, populaire.

Il adhère au PCF en 1929. Il fut successivement responsable du bureau de documentation de la CGTU, puis du PCF. Il s'implique comme professeur à l'Université ouvrière de Paris créée fin 1932 par des enseignants communistes (tels qu'Henri Barbusse), il y enseigne la philosophie du point de vue du matérialisme dialectique et devient une personnalité influente dans le milieu intellectuel.

Sous l'Occupation, il anime la résistance intellectuelle, lançant suite à l'arrestation de son camarade Paul Langevin, physicien de renommée mondiale, « l'Université libre » dès l'automne 1940, journal en direction des universitaires, puis en février 1941 « la Pensée libre » héritière de « la Pensée » (revue du « rationalisme moderne » lancée en juin 1939).

C'est dans cette revue qu'il publia la première version de ce qui paraîtra fin 1941 en brochure tirée à 10 000 exemplaires sous le titre « Révolution et contre-révolution au XXème siècle : Réponse à « Or et Sang » de M. Rosenberg. Il répondait ainsi au discours tenu par

l'idéologue nazi Alfred Rosenberg qui récupérait la révolte populaire de 1789 pour présenter le national-socialisme comme une révolution nationale.

Sa magistrale réfutation du discours idéologique national-socialiste, sa défense de l'Union Soviétique et son engagement aux côtés de la direction clandestine du Parti Communiste, lui donneront une place d'honneur dans l'histoire de la résistance communiste.

Arrêté en février 1942, Georges Politzer est fusillé à 39 ans au Mont Valérien où plus de 1000 hommes ont été fusillés pendant la Seconde Guerre mondiale (dont le groupe Manouchian).

Après la guerre, les notes prises par ses élèves à ses cours permettront de produire un ouvrage, « Principes élémentaires de philosophie », qui demeure un manuel de référence pour la formation des communistes et dont l'écriture pédagogique (nombreuses illustrations concrètes) permet de s'adresser à des militants de toute condition sociale.



# DANIELLE CASANOVA (1909 – 1943)

*Militante, dirigeante, combattante et martyre*

Vincentella Perini, née en Corse, surnommée « Danielle » et connue sous son nom d'épouse, est restée célèbre, comme dirigeante et résistante martyre.

Dotée d'une force de persuasion et d'un dynamisme hors du commun, elle devient vite organisatrice et militante syndicaliste étudiante (dans ses études de médecine à Paris, puisqu'elle deviendra dentiste), dirigeante des Jeunesses Communistes (qu'elle rejoint en 1928) puis au Parti dans les années trente. Elle entraînera son futur mari, Laurent Casanova, étudiant en Droit, dans son sillage militant dans une époque particulièrement mouvementée de la crise de 1929 à la guerre et à la résistance antinazie.

Ce sont bien ses mérites en tant que militante infatigable et dévouée qui feront d'elle non seulement l'une des icônes les plus marquantes de la résistance française, dans une totale clandestinité, mais aussi une dirigeante, cadre de nombreuses instances, « révolutionnaire professionnelle » selon l'expression de Lénine. Elue au comité central de la Jeunesse Communiste en 1932, puis au bureau en février 1934, elle était désignée par le 8ème congrès des JC en mars 1936 comme secrétaire des « Jeunes filles », en charge de mettre sur pied une structure spécifique qui sera fondée en décembre 1936 et dont elle sera la secrétaire générale: l'UJFF (Union des Jeunes Filles de France), organisation de masse féministe, à direction communiste mais ouverte largement à toutes les jeunes filles de milieux populaires, qui comptera 20 000 membres en 1939. Avec l'UJFF, Danielle Casanova organise aussi, par exemple, une action de collecte de lait concentré pour les enfants d'Espagne victimes de la guerre et elle accompagne le convoi en Espagne.

Elle aura un rôle central lors du passage de tous les cadres

communistes et syndicalistes dans la clandestinité dès l'interdiction du Parti en 1939 et pendant l'occupation nazie, en se chargeant avec plusieurs autres camarades, de la liaison entre les dirigeants passés précipitamment dans la clandestinité. Elle mènera aussi des actions de propagande antinazie en bravant les couvre-feux, et des manifestations de femmes contre les restrictions de vivres. Elle dirige la mise en place des Comités féminins dans la région parisienne. Elle fonde le journal « La voix des femmes ».

Elle est arrêtée en février 1942 en même temps que Georges Politzer et son épouse qu'elle ravitaillait dans leur cache. Emprisonnée à la Santé puis au Fort de Romainville, à chaque fois elle organise des formes de résistance, comme la diffusion d'informations aux prisonnières et prisonniers. Elle est déportée en janvier 1943 jusqu'à Auschwitz. Pendant sa déportation, elle tente d'organiser l'entre-aide des déportés.

Elle mourra le 9 mai 1943 du Typhus à Auschwitz, et n'aura pas l'occasion de connaître la victoire de l'Armée Rouge sur le Troisième Reich, la libération de la France, ni le prestige qu'elle aura par la suite en France, mais aussi en URSS : Là-bas aussi, elle sera pour les jeunes russes une figure française bien connue, une histoire de sa vie servant à partir de 1961 de manuel d'apprentissage de la langue française. « N'avez jamais le cœur serré en pensant à moi. Je suis heureuse de cette joie que donne la haute conscience de n'avoir jamais failli » (Extrait de sa dernière lettre avant la déportation - 23 janvier 1943)



## MARTHA DESRUMAUX (1897 – 1982)

*Fierté de la classe ouvrière, un jour au Panthéon?*



Originaire de Comines dans le Nord, Martha Chrysoline Desrumaux naît le 18 octobre 1897, elle est la sixième enfant d'une famille dont le père tient un cabaret. Elle grandit au milieu de débats ouvriers, qui composent alors la majeure partie de la population dans une région qui connaît l'industrialisation de masse. Suite à la mort tragique de son père dans l'exercice de ses fonctions de sapeur-pompier volontaire, la famille Desrumaux est plongée dans la misère. Âgée de 9 ans, Martha quitte alors les bancs de l'école en commençant comme bonne à tout faire chez une famille bourgeoise près de Lille, fonction qu'elle fuit rapidement pour devenir ouvrière textile deux ans plus tard à Comines. Face aux inégalités salariales cumulées en tant que femme et enfant ainsi qu'aux conditions de travail délétères, Martha adhère à la CGT à 13 ans. Ses nouvelles fréquentations, membres du SFIO, lui permettent de s'initier à la vie politique, elle rejoint la Jeunesse Socialiste à 15 ans. La vallée de la Lys subit l'occupation allemande lors de la première guerre mondiale dès octobre 1914, Martha et sa famille descendront en 1917 à Lyon, où ils obtiennent rapidement une place dans l'usine textile Hasebroucq. Martha porte la voix de ses camarades et emporte la première victoire des nombreuses luttes qu'elle mènera, avant la fin de la guerre.

De retour dans le Nord, elle réintègre une usine textile à Comines. Elle mène essentiellement une activité syndicale auprès des ouvrières des usines textiles de la région de Halluin-Tourcoing et devient organisatrice des grandes grèves de 1921. Exclue de la CGT réformiste, elle participe à la création de la CGT-Unitaire. Martha s'intéresse vivement à la Révolution russe; avec son frère Emile, ils rejoignent les rangs du PCF assez vite après sa création.

Martha communique aux portes des usines, distribue des tracts, vend « le Proletaire », puis « l'Enchaîné ». Elle revendique le droit à des allocations pré et postnatales, que celles-ci soient versées aux femmes de par l'Etat et non plus par les patrons, on lui reconnaît aussi le slogan « A travail égal, salaire égal ». Elle crée le journal « L'Ouvrière » pour les droits des femmes au travail.

Avec les « classes léninistes », organisées par le PCF en vue de permettre aux jeunes ouvriers et communistes d'accéder aux fondamentaux de Marx et de Lénine, elle approfondit son apprentissage de la lecture et de l'écriture qu'elle avait initié quelques années plus tôt à l'aide d'une brochure de Paul Vaillant-Couturier. Son engagement et son militantisme lui valent de rejoindre les cadres du PCF invités à se rendre à Moscou pour le 10ème anniversaire de la Révolution, où elle ne manquera pas d'observer les avancées matérielles pour les prolétaires afin de pouvoir en témoigner à son retour en France.

Martha est ensuite élue au comité central du PCF, en charge de la

propagande communiste parmi les femmes. En 1931-1932, elle séjourne 16 mois à l'Ecole Léniniste internationale à Moscou, où elle étudie le Russe, l'économie et la philosophie. Martha y rencontre Louis Manguine, qui deviendra son mari et le père de son fils. En 1933, toujours syndicaliste active, elle est à la direction de l'Union régionale Nord de la CGTU et participe à l'organisation de la marche des chômeurs du Nord à Paris; elle intègre aussi la direction nationale de la CGT. En mai 36, elle participe aux mouvements ouvriers, aux grèves et aux manifestations qui mèneront à la conquête des congés payés. Martha est la seule femme qui a participé, au titre de la CGT réunifié, aux accords Matignon avec Léon Blum. Elle est repérée par Jean Renoir qui l'invite à jouer son propre rôle dans « La vie est à nous ». A la même époque, elle participe à la création de « L'union des Jeunes Filles de France », qu'elle dirige pour le Nord.

Après l'interdiction du PCF fin septembre 1939 suite au Pacte Martha joue un rôle clef dans le passage en Belgique d'une partie du noyau dirigeant national dont Maurice Thorez.

Sous l'Occupation, Martha est active et fait partie du triangle de direction du PCF dans le Nord. Elle crée les premiers groupes d'OS (organisation spéciale) chargés des sabotages; elle est active aussi dans la préparation de la grande grève des mineurs en mai 1941.

Arrêtée en août 1941, après diverses prisons, Martha est déportée en mars 1942 au camp de concentration de Ravensbrück, où elle subit la faim, la violence, le travail forcé... Elle s'organise avec d'autres détenues pour détourner de la nourriture, des vêtements et résister tant que possible. Un échange de 300 prisonnières SS détenues jusqu'alors en France, lui permet en avril 1945 de retrouver le Nord dont elle sera l'une des premières femmes à revenir des camps.

Jouissant d'un grand prestige, Martha sera élue députée à la première Assemblée constituante en octobre 1945, pour quelques mois. Elle reprend surtout des responsabilités à l'UD CGT du Nord. Elle passera le reste de sa vie à militer pour le droit des femmes et des ouvriers, à s'opposer à toutes formes de domination, ainsi qu'à témoigner de son expérience. Elle s'éteindra quelques heures après son mari, en novembre 1982 dans le Var.



## TIEMOKO GARANG KOUYATE (1902 - 1944)

*De l'anticolonialisme au panafricanisme*

Né à Ségou au Mali, il fut d'abord instituteur en Côte d'Ivoire avant de poursuivre sa formation à Aix-Provence d'où il fut exclu pour « propagande communiste ». Engagé dans l'Union Intercoloniale et au PCF, section française de l'Internationale Communiste, Garang Kouyaté anime avec Lamine Arfan Senghor le Comité de Défense de la Race Nègre (CDLRN) puis la Ligue de Défense de la Race Nègre (LDRN), ensuite l'Union des Travailleurs Nègres (UTN) et son organe « Cri des Nègres » dont il fut l'un des principaux animateurs. Sous son impulsion, ces structures s'associèrent à l'Internationale Syndicale Rouge (Profintern). Tiémoko Garan Kouyaté mena ainsi une intense activité syndicale et représentait les colonies françaises de l'Afrique Occidentale et Équatoriale dans l'International Trade Union Committee of Negro Workers (ITUC-NW), section du Profintern. Il fut emprisonné quelques semaines en 1931 pour avoir organisé une manifestation de marins et dockers africains de Marseille.

A la mort de Lamine Arfan Senghor en 1927, lui succédant, Tiémoko Garan établit une plateforme qui réclamait l'indépendance des colonies d'Afrique dans la perspective de l'édification d'une société socialiste. Il initia une analyse des classes sociales africaines et développa le projet panafricain d'un Etat unitaire continental fondé sur « l'union libre des peuples libres » d'Afrique. En 1929, il participa

à la délégation des communistes noirs au congrès anti-impérialiste de Francfort (2ème Congrès de la « Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale », initiée par l'Internationale Communiste).

En 1930, il collabora au bureau « sur la question nègre » créé dans l'Internationale Communiste et regroupant des communistes noirs des Etats-Unis, d'Afrique du Sud et d'Afrique, comme Harry Haywood, James Ford, Alfred Nzula, J.T. Gumedé, Moses Mauane Kotane, etc.

Cette commission de travail spécifique du Komintern adopta des résolutions sur les « questions nègres » aux USA, en Afrique du Sud, en Afrique et dans le monde, jetant ainsi les bases du panafricanisme et du panégrisme ouvrier communiste internationaliste. Il eut des contradictions qui restent à élucider avec la direction du PCF qui l'exclut, mais continua son activité révolutionnaire pour l'indépendance des colonies et créa en juillet 1936 le journal Africa. Plusieurs auteurs (Dewitte 1985, Edwards 2003) avancent que Tiémoko Garan Kouyaté fut arrêté en 1942 par les occupants nazis de la France et fusillé au Fort de Montluçon, mais un autre (Boittin 2010), qui se base sur un rapport de la Croix Rouge, déclare qu'il aurait été arrêté par la Gestapo en 1943 et déporté au camp d'extermination de Mauthausen en Autriche où il serait décédé le 4 juillet 1944.

## HENRI ROL TANGUY (1908 – 2002)

Sur le front, Des Brigades Internationales aux FFI



Henri Tanguy, né à Morlaix, passa son enfance dans les ports de guerre, au gré des affectations de son père, officier marinier. A 6 ans lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, il découvre les grandes manifestations dont les ouvriers de l'arsenal du port de Brest sont la force d'entraînement.

Il suit sa mère, embauchée chez Renault comme métallurgiste, qui s'installe à Paris pendant l'hiver 1923-1924. Henri a 15 ans. Après Talbot, il est aussi embauché comme tôlier en carrosserie chez Renault (licencié en mai 1926 suite à une grève générale). Il adhère aux jeunesses communistes en 1925, fasciné par la combativité du prolétariat parisien. Après un service militaire de 15 mois en Algérie en 1929-1930 (où il apprendra le maniement des armes, très utile pour la suite), avant tout nouvel engagement majeur, il a tenu à devenir un ouvrier hautement qualifié, maîtrisant parfaitement son métier.

Un tournant s'opère en 1934, lors de la riposte ouvrière aux émeutes antiparlementaires des ligues fascistes. Tanguy met sur pied aux usines Bréguet un syndicat CGTU et une cellule du PCF, et s'occupe de la sortie de leurs journaux respectifs. Il se forme et s'instruit par l'expérience de l'action militante et la lecture assidue : « Le léninisme a été pour moi une boussole... Par exemple pendant la guerre, 'ne jamais jouer avec l'insurrection', cette mise en garde, je l'avais en tête ». Il est actif lors de la grève de juin 1936 et devient en octobre 1936 responsable des jeunes métallos, aux côtés de Jean-Pierre Timbaud. Le PCF les charge d'organiser l'aide aux républicains espagnols et d'appeler à l'engagement dans les Brigades Internationales. En février 1937, il part pour l'Espagne avec une trentaine de volontaires, presque tous responsables régionaux du PCF et de la JC, ou syndicalistes. Il est nommé commissaire politique à l'arsenal d'Albacete, où il voit arriver les armes soviétiques, puis en février 1938 au bataillon d'instruction des brigadistes francophones à Villanueva de la Jara. Proche des hommes et du commandement, son rôle est d'écouter ce que ses camarades demandent afin de leur assurer les conditions de vie les meilleures, tout en maintenant la discipline et la motivation au sein des troupes : « Rappeler pourquoi nous nous battons, montrer le danger du fascisme international ». Il prend part à la grande offensive sur l'Ebre en juillet 1938.

Peu de temps après son retour en France, la guerre éclate, le parti communiste est interdit. Dans la période de tâtonnement qui suit la débâcle, il retrouve ses camarades communistes de la fédération CGT des métaux. Dès août 1940, un itinéraire exceptionnel de responsabilités clandestines commence. Il devient l'un des responsables des *Comités populaires* pour relancer l'action revendicative dans les usines parisiennes.

Il participe à la mise sur pied des *Groupes de sabotage et de destruction* pour freiner la

production de guerre allemande, ainsi que de l'*Organisation spéciale* (OS) embryon de groupes armés. Avec les « Bataillons de jeunesse » et la *Main-d'oeuvre immigrée* (MOI), véritables groupes de choc particulièrement motivés, ces branches se fondent dans la structure générale des *Franco-tireurs et partisans* (FTP) en 1942, dotant le Parti communiste d'une véritable structure militaire.

Sur proposition de Danielle Casanova, Tanguy entre dans le premier triangle de direction de l'interrégion parisienne, avec pour seule directive générale : engager la lutte armée et organiser les premiers groupes de combat avec les premiers volontaires venus des rangs du parti communiste.

Redoutable organisateur de la guérilla urbaine, il échappe de peu à l'arrestation. Il relance un bulletin imprimé, « Franc-Tireur parisien », qu'il rédige intégralement, puis intègre en août 1943 le « Comité d'action contre la déportation » (CAD), fondé en juillet 1943 pour coordonner la lutte menée dans toute la France contre le Service du Travail Obligatoire (STO). Dans cette structure, qui passa sous l'autorité Conseil national de la Résistance (CNR), entrant ainsi pour la première fois en liaison directe avec la Résistance non communiste. A partir d'octobre 1943, il représente les FTP à l'état-major des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) de la région parisienne, puis va gravir les échelons au fur et à mesure que son rôle s'affirme. Il devient en mai 1944 chef régional des F.F.I. d'Ile-de-France, seul membre du parti à avoir exercé une telle responsabilité. Il prend alors le pseudo « Rol », en hommage au commandant du bataillon « Commune-de-Paris » avec lequel il combattit en Espagne, tué lors de la bataille de l'Ebre. Sous ce nom, il rédige le 19 août 1944 l'ordre de combat qui lance l'insurrection parisienne décidée par les instances politiques de la Résistance, et signe l'acte de capitulation du gouverneur allemand, le 25 août 1944. Puis les FFI sont dissoutes dans l'armée régulière : Rol-Tanguy participe à la campagne Rhin-Danube avec le régiment issu de la Brigade formé par le Colonel Fabien. Après la guerre, il restera dans l'armée jusqu'à sa retraite en 1962, mais sera placardisé parce que communiste. Président d'honneur de l'ARAC (l'Association Républicaine des Anciens Combattants), il est invité au Comité Central du PCF à partir de 1947 et y siège comme membre de 1964 à 1987.



## GASTON DONNAT (1913 – 2007)

Héros méconnu de l'indépendance du Cameroun



Gaston Donnat a 18 ans lorsque sous un temps épouvantable il débarque à Alger en décembre 1931, suivant sa mère venue y vivre, et voit les dockers algériens pieds-nus, vêtus de loques et frissonnant de froid. La colonisation, le jeune étudiant à l'école d'instituteur allait l'observer dans son affreuse perfection.

Sur place, les dirigeants communistes d'Algérie sont contraints à une semi-clandestinité et à une vigilance permanente.

À cette époque, la Troisième internationale oblige les partis communistes des pays colonisateurs à soutenir pleinement les luttes des nations opprimées.

Lorsqu'un militant algérien lui fait connaître la voie communiste de sortie du colonialisme, Donnat est rapidement convaincu. Il adhère aux jeunesses communistes moins d'un an après son arrivée.

Rien ne vaut un faubourg de Bab el Oued pour observer l'écart de conditions de vie entre les « *sujets* » nord-africains soumis au Code de l'indigénat et les « *citoyens* » ouvriers français.

Donnat découvre que l'unité de la classe ouvrière ne va pas de soi et qu'il faut la construire. Pour briser le piège historique du conflit entre l'identité nationale et la solidarité de classe, il n'y a qu'une solution : la lutte anticoloniale pour l'indépendance.

Partant, il poursuit son expérience, en Kabylie, dans différentes contrées de l'Algérois, là où ses postes d'instituteur le mènent, toujours en compagnie de ses camarades communistes.

En 1943, quand De Gaulle renouvelle le personnel d'administration des colonies, il répond à l'appel et la Marine dont il dépendait en tant que soldat le met à disposition du Gouverneur du Cameroun.

Dès 1944, fraîchement arrivé, il met sur pied le « cercle d'étude

marxiste » de Yaoundé où se forment quelques-uns des futurs leaders politiques et syndicaux africains dont le plus emblématique est le Camerounais Ruben Um Nyobé.

Avec ses camarades, Donnat impulse la création de la première centrale syndicale du Cameroun, l'USCC, affiliée à la CGT française, et dont il devient premier secrétaire.

Lors de la manifestation du 8 mai 1945, le syndicat défile avec le cercueil du nazisme, du racisme et du colonialisme pour qu'ils soient symboliquement enterrés. Il organise des grèves et fait face à une répression sanglante de la part de l'administration française qui finit par expulser les militants français du pays. Ceci a pour effet d'accélérer le transfert des postes de responsabilité syndicaux aux jeunes militants Camerounais. Um Nyobé prend la tête de l'USCC et fonde l'Union des populations du Cameroun (UPC).

Appelé par le PCF fin 1947 à Paris aux fonctions de conseiller de l'Union française, ses voyages en Afrique, aux Antilles et à Madagascar lui permettent de déceler les prémices d'un néocolonialisme qui allait assurer au capital métropolitain la pérennité de ses bénéfices et frustrer l'indépendance économique des peuples à peine libérés.

Il est de retour en Algérie en 1952, deux ans avant le déclenchement

de la guerre d'indépendance. Pendant la guerre, il continue à militer; il subit la répression policière, le camp d'internement, la menace des criminels de l'OAS et ne quitte définitivement le pays qu'à la fin de 1965.

Loin du militant borné par sa foi, et néanmoins communiste orthodoxe, Donnat s'est engagé à 100% au côté des exploités et des humiliés quitte à s'écarter parfois de la ligne du PCF lorsque celui-ci, trop focalisé sur l'agenda métropolitain, en néglige la lutte anticoloniale.

Sa seule récompense tient dans un petit carton remis par ses camarades de l'Union des populations du Cameroun. C'est la carte d'adhérent numéro 1 de l'UPC, parti politique indépendantiste dont trois dirigeants successifs ont été assassinés par les colonialistes et néocolonialistes français.



## MARCEL PAUL (1900 – 1982)

### La bataille pour la nationalisation de l'énergie

Marcel Paul est né le 14 juillet 1900. Recueilli par l'Assistance Publique, il réussit son certificat d'études primaire et devient valet de ferme à 13 ans. Travaillant au champ 15h par jour, il voit passer les convois de soldats mutilés de la Première guerre.

Il adhère aux Jeunesses socialistes dès l'âge de 15 ans, après la lecture d'un tract contre la guerre. Engagé par l'Assistance Publique dans la Marine à 17 ans, il fait deux écoles d'électromécanicien et en sortit avec un brevet d'électricien qui sera, dès lors, son futur métier. À l'armée, il participe aux mutineries de Brest en 1919, puis, après sa démobilisation en 1922, adhère à la CGTU dès sa première embauche. Politiquement, il adhère au Parti communiste en 1923. Il s'occupe aussi d'une organisation de secours pour les militants ouvriers en difficulté. Il considérera toujours que les « œuvres sociales » sont essentielles dans le combat militant.

Dans les années trente, élu successivement secrétaire général de la Fédération CGTU de l'Éclairage en 1931 puis de la Fédération CGT réunifiée, élu aussi conseiller municipal de Paris (1935-1938), il laisse derrière lui une impressionnante série de réalisations sociales, crèches, secours d'urgence, hôpitaux pour les vieux, statut unique pour les électriciens de la région parisienne, avant que commence la chasse aux communistes qui suit la signature du Traité de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS en 1939.

Arrêté deux fois, il s'évade. Commence alors un long et périlleux combat dans « l'armée des ombres » en prise permanente avec l'ennemi fasciste. Il participe à la réorganisation clandestine du parti communiste en Bretagne en 1940 où il impulse la résistance et constitue des dépôts d'armes.

De retour à Paris en 1941, il prend part à la création des *Comités populaires* pour restructurer l'action dans les usines (il en devient l'un des responsables pour la région parisienne) et s'engage dans l'*Organisation spéciale (OS)*. Il organise des attaques contre des lignes haute tension et des convois allemands. Marcel Paul est arrêté par la police française collaborationniste en novembre 1941, condamné pour « activité communiste », incarcéré dans différentes prisons en France, avant d'être finalement déporté à Auschwitz en avril 1944 puis transféré au camp de Buchenwald en mai 1944. Depuis l'intérieur, il participe

clandestinement au « Comité international », organisme de résistance, avec des communistes allemands, belges, soviétiques, tchèques... Il co-dirige aussi spécifiquement, avec un gaulliste, le « comité des intérêts français » transpartisan dans l'esprit du CNR. Ils organisent le sabotage de la production, la solidarité entre prisonniers et préparent l'insurrection libératrice du 11 avril 1945 ! De retour en France, il repart aussitôt organiser le rapatriement des 2900 Français restés en Allemagne. Élu au comité central du PCF en juin, il entame une nouvelle bataille dirigée contre le puissant trust de l'électricité et du gaz qui, profitant de l'euphorie de la victoire, augmente fortement les tarifs de l'électricité.

En octobre, le PCF réalise un score élevé (26%) aux élections de l'Assemblée constituante mais détient très peu de leviers au sein de l'appareil d'État. Dans un climat de forte tension, cinq communistes se hissent à des postes de ministre. Marcel Paul est à la Production industrielle. En 1946, grâce au soutien décisif des travailleurs de la Fédération CGT de l'éclairage, il impose la nationalisation complète de l'énergie – production, transport, distribution – en regroupant 1300 sociétés dans deux établissements publics : EDF et GDF.

Cerise sur le gâteau, il dote le personnel d'un statut unique au monde, élaboré à partir de centaines de statuts d'où sont extraites les plus grandes avancées, les plus belles conquêtes. Le patronat est furieux, la presse se déchaîne.

Fin décembre 1946, il quitte le ministère et reprend sa place à la tête de la Fédération CGT de l'éclairage (qui deviendra Fédération de l'Énergie). Il abat un énorme travail au Conseil central des Œuvres sociales d'EDF-GDF (vacances pour les familles, cantines, assurance...) que le statut dote d'un budget considérable. Il quitte la direction de la Fédération CGT de l'Énergie en 1963 et le Comité Central du PCF en 1964. A partir de 1963, il se consacrera essentiellement à la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDRP). Il s'éteint un jour de paix, le 11 novembre 1982.



## MARIA RABATE (1900 – 1985)

*Initiatrice de la Protection maternelle et infantile*



Née le 3 juillet 1900 à Moncontour (Vienne), morte le 9 février 1985 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) ; cadre du PCF ; responsable du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme ; résistante, députée de Paris (1946-1958).

Élue députée en novembre 1946, réélue en 1951 et 1956, Maria Rabaté a été l'instigatrice des premières lois pour la protection maternelle et infantile (PMI). Elle a également déposé des propositions de lois sur la formation professionnelle du personnel hospitalier, la défense des revendications des infirmiers, des sages-femmes et des assistants sociaux.

Admise en 1916 à l'École de formation des instituteurs de Châteauroux, sa conscience politique se forme au contact d'une directrice pacifiste et d'une jeune institutrice qui lui fait parvenir le bulletin syndical.

Dès sa sortie de l'École en 1919, elle se syndique, s'abonne à l'Humanité puis, courant 1920, adhère au Comité de la IIIe Internationale. Elle rejoint le Parti communiste en 1921. Militante du syndicat de l'Enseignement de l'Indre, elle anime les Groupes féministes de l'Enseignement laïque et les Groupes des jeunes.

En 1927, déléguée à la Conférence nationale féminine qui se tient parallèlement au IVe congrès de la CGTU à Bordeaux, elle y fait la connaissance d'Octave Rabaté, militant communiste qui deviendra son mari.

Elle collabore à l'Ouvrière, journal du Parti communiste et devient sténodactylo à l'Humanité, puis à l'ambassade d'URSS. En 1931-1932, elle séjourne à Moscou où elle intègre les services du Komintern en tant que correctrice. De retour en France, elle prend part à l'organisation à Bordeaux du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, organisation de masse pacifiste et antifasciste, fondée en 1934, dont la section française comportera jusqu'à 200 000 membres.

Siégeant plusieurs années à la commission féminine de la CGTU, ses fonctions syndicales lui vaudront d'être condamnée par le Tribunal

correctionnel de Bordeaux à six jours de prison avec sursis pour « entraves à la liberté du travail » en 1934.

A partir de mars 1935, elle monte à Paris prendre en charge le secrétariat du Comité national du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme. A ce titre, elle participe au soutien à l'Espagne républicaine où elle se rend en 1937 puis en 1938 pour assister au IIe Congrès des femmes catalanes et espagnoles. Elle est aussi déléguée à la réunion du Comité exécutif de l'Internationale communiste en mars 1937.

Entrée tôt en résistance contre l'occupant nazie, elle milite clandestinement en Charente-Inférieure et Loire-Inférieure. Puis elle est nommée responsable des Femmes patriotes de Normandie, organisation rattachée au Front national de lutte pour l'indépendance de la France (mouvement de résistance intérieur créé par le Parti communiste en mai 1941 et dont les FTP sont la branche armée). À partir de mai 1943, elle assume avec Claudine Chomat la direction des Comités féminins de la zone Nord qui donne par la suite naissance à l'Union des femmes françaises (UFF) dont Maria Rabaté devient l'une des dirigeantes.

Elle était en 1945 la vice-présidente du Conseil général de la Seine et siégea de 1945 à 1947 puis à partir de mai 1950 au Conseil municipal de Paris. Directrice politique de l'hebdomadaire communiste local La Voix du XIVème, membre du bureau national de l'Union des femmes françaises, elle fut membre du conseil d'administration de l'Association France-Roumanie. Elle était chevalier de la légion d'honneur au titre de la Résistance.



## JOSEPH HENTGES (1875 – 1942)

*Artisan de la grève contre la guerre du Rif*



Né le 17 juillet 1875 à Wasquehal (Nord), ouvrier aux ateliers de chemin de fer d'Hellemmes près de Lille, Joseph Hentges est l'un des fondateurs du Parti Communiste dans le Nord. Secrétaire de la section syndicale CGT qu'il contribue à créer en 1904 à son arrivée au dépôt ferroviaire de la Compagnie du Nord, Joseph Hentges fonde aussi la section des cheminots de Lille. Il est organisateur pour la région Nord de la grande grève du rail en octobre 1910 (« la grève de la thune »), avec le mot d'ordre d'une thune (5 francs) par jour; première grande grève nationale des cheminots qui sera victorieuse à terme en 1911 avec une augmentation des salaires et l'obtention d'un règlement des retraites. Mais dans l'immédiat, il est révoqué avec plusieurs centaines d'autres cheminots, la grève étant réprimée par le gouvernement d'Aristide Briand.

Militant du Parti Ouvrier Français, puis, après le congrès d'unité de 1905, trésorier de la section SFIO d'Hellemmes, qui était la 3ème section du Nord en importance après Lille et Roubaix, il est élu maire d'Hellemmes au 1er tour des municipales de 1912, avec la « liste ouvrière et socialiste ». Son 1er acte de maire est de faire voter deux motions contre la révocation des cheminots grévistes et contre la vie chère. Il dirigera la ville jusqu'en 1925. Il est aussi élu en 1913 conseiller départemental pour le canton de Lille-Est (mandat qu'il détiendra jusqu'en 1925 également). Non mobilisable, Joseph Hentges résiste aux Allemands qui occupent Hellemmes et le placent, dès novembre 1914, sur une liste d'otages. En 1916 et 1917, il est arrêté plusieurs fois et incarcéré, pour avoir, entre-autre, protesté contre la réquisition de jeunes Hellemmois pour creuser des tranchées près du front. Il est destitué de ses fonctions de Maire par l'occupant allemand, poste qu'il retrouvera dès la guerre finie.

Dès novembre 1918, dans l'Humanité, Joseph Hentges clamait son admiration pour la Révolution russe et appelait à renforcer l'internationalisme au sein du mouvement ouvrier. Il cofonde avec

Clotaire Delourme en février 1920 « Le Prolétaire », initialement organe de la section socialiste d'Hellemmes, qui va étendre son audience dans tout le Nord et lutte contre la suprématie des réformistes dans les bastions socialistes de l'agglomération lilloise et du bassin minier. Ce premier hebdomadaire du jeune Parti Communiste pour le Nord et le Pas-de-Calais prendra le nom de « L'Enchaîné » en mai 1923. Délégué au congrès de Tours en 1920, Joseph Hentges vote l'adhésion à la IIIème Internationale et la création du Parti Communiste; il fut le seul parmi les députés et conseillers départementaux du Nord. En janvier 1921, il cofonde la Fédération communiste du Nord, en est trésorier jusqu'en 1923 et secrétaire jusqu'en 1929.

Délégué au congrès de l'Internationale Communiste à Moscou, il assista à la réunion de l'exécutif élargi de l'IC le 2 novembre 1922.

Joseph Hentges est chargé de l'organisation du mouvement de grève générale de 12 octobre 1925 contre la guerre coloniale du Rif marocain. En 1929, objet d'un mandat d'arrêt lors de la vague d'arrestations des dirigeants communistes, il se réfugie en Belgique. Il rentre dans le Nord en 1930 et assista le nouveau maire communiste de Seclin pendant quelques années.

En 1936, il revient à la direction (au secrétariat) du PCF dans la région Nord. En 1937, il accède même, pour la première fois, à une fonction nationale comme membre de la commission de contrôle financière du PC. Le 2 juin 1940, Joseph Hentges fait paraître le premier numéro clandestin de « L'Enchaîné » et participe à la mise en place des structures permettant la coordination de la résistance communiste au niveau régional. Arrêté par l'occupant nazi le 27 août 1941 avec 70 dirigeants communistes du Nord, déporté à la forteresse de Huy (Belgique), puis amené à la centrale de Loos (près de Lille), il est fusillé le 14 avril 1942 avec 34 détenus au fort du Vert-Galant à Wambrechies (au nord de Lille). Joseph Hentges avait 67 ans.

# MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER (1912 – 1996)

*L'infatigable antifasciste*



Née en 1912 à Paris, Marie-Claude Vaillant-Couturier est une grande figure du Parti communiste français. Résistante, déportée, co-fondatrice en 1945 de la *Fédération démocratique internationale des femmes* (FDIF), elle fut membre du Comité central et députée communiste. Formée à la photographie, en 1933, deux mois après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, elle part en Allemagne en tant que grand reporter pour le magazine antifasciste de photojournalisme « Vu », que dirige son père. Grâce à l'entremise de militants communistes clandestins, elle se procure quelques photos des camps de concentration d'Oranienburg et de Dachau, montrant ainsi déjà le « véritable visage du nazisme. »

Militante aux *Jeunesses communistes* à partir de 1934, elle participe aux côtés de Danielle Casanova au lancement fin 1936 de l'*Union des Jeunes Filles de France* (UJFF). Elle entre au journal *l'Humanité* comme reporter-photographe en 1937. Elle effectue aussi des reportages sur les brigades internationales pour l'hebdomadaire *Regards*. Parti six mois en URSS en 1938/1939, à son retour elle prend la direction du service photographique jusqu'à l'interdiction du journal en août 1939.

Dès le début de la résistance, elle participe à des publications clandestines : tracts, pamphlet, journal « Université libre » lancé par Georges Politzer, édition de *l'Humanité* clandestine. Elle assure la liaison entre résistance civile et militaire, et transporte même des explosifs.

Arrêtée par la police de Vichy en février 1942, elle est emprisonnée à la Santé, puis au Fort de Romainville. Avec Charlotte Delbo et Danielle Casanova, elle participe à un journal clandestin, *Le Patriote de Romainville*, écrit au bleu de méthylène sur des papiers d'emballage de la Croix-Rouge, il circule dans les chambres et finit brûlé dans les poêles une fois lu. « *Il nous fallut du temps pour découvrir ce milieu nouveau et incompréhensible pour nous. Nous étions tombées sur une autre planète. Nous qui ignorions tout des partis politiques, nous étions arrivées au milieu d'un des plus intenses foyers d'activité intellectuelle communiste* », raconte une détenue.

Avec 229 femmes en majorité résistantes et communistes, elle est

déportée vers le camp d'Auschwitz-Birkenau en janvier 1943. Leur convoi classé « Nuit et Brouillard » s'illustre en entonnant la Marseillaise en franchissant l'entrée du camp. 3 mois plus tard, il ne restera que 70 femmes survivantes. Elle est transférée à Ravensbrück en août 1944.

Son attitude courageuse pleine de sollicitude envers ses compagnes de déportation est reconnue par toutes ses camarades de souffrance. À la libération du camp par l'armée rouge, elle reste aider le personnel médical à identifier des déportés français malades pour leur rapatriement et ne revient que le 25 juin 1945.

Siégeant à l'Assemblée consultative provisoire, elle est élue aux deux Assemblées constituantes en 1945 et 1946, comptant parmi les premières femmes députées, et devient membre du comité central du PCF. Avec des militantes de 37 pays, elle fonde à Paris en novembre 1945 la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) dont les principaux sujets de préoccupation sont l'antifascisme, la paix mondiale, le bien-être de l'enfant et l'amélioration du statut des femmes. Organisation de masse à direction communiste, elle en était la secrétaire générale. Au procès de Nuremberg en 1946, elle est l'un des principaux témoins des camps de la mort pour l'accusation contre les criminels de guerre nazis. Elle se dit cependant « *choquée, inquiète* », « *exaspérée par la procédure* », déplorant notamment l'absence, sur le banc des accusés, des dirigeants des firmes Krupp, Siemens, IG Farben, qui avaient largement participé à l'exploitation économique des déportés.



# JACQUES DUCLOS (1896 – 1975)

*Tribun de la classe ouvrière*



Il est, avec Maurice Thorez et Benoît Frachon, l'un des 3 principaux dirigeants du PCF pendant presque 40 ans. D'origine modeste mais doué pour les études, il doit, faute de moyens, aller en apprentissage de boulangerie-pâtisserie à 12 ans. Originaire du Béarn (près de Tarbes), il monte à Paris à 16 ans où il est embauché comme pâtissier. Autodidacte, sa boulimie de lectures l'amène à s'intéresser au théâtre, à l'histoire et à la politique. Il est impressionné par Jaurès, par l'histoire de la Commune et il participe en avril-mai 1914 à la campagne électorale à la députation de Marcel Cachin (futur directeur de *l'Humanité*).

Mobilisé durant la première guerre mondiale, il connaît Verdun, les souffrances physiques (il faillit être amputé), la vue de la blessure de son frère (« gueule cassée »), expériences du feu qui marquera à jamais son engagement. Il fut fait prisonnier et envoyé dans un camp en Allemagne, où il rencontra des russes lui apprenant la Révolution de février 1917.

Au sortir de la guerre, il s'engage à l'Association Républicaine des

Anciens Combattants (ARAC), se syndique à la CGT, suit le travail de la SFIO (sans y adhérer), et adhère finalement au PC - Section française de l'Internationale Communiste) dès le 30 décembre 1920, le soir même de la fin du Congrès de Tours.

À partir de là, parfois dans la clandestinité (car antimilitariste militant et antifasciste conséquent), avec de grandes qualités d'orateur (humour, improvisation, dynamisme), de la discipline, du courage, une grande capacité de travail, il ne cessa de monter en responsabilités: secrétaire de la section du Xème arrondissement de Paris dès fin 1921, candidat aux législatives de 1924 où il faillit l'emporter, participant à la première école centrale de formation marxiste-léniniste du PCF à l'automne 1924, élu député en mars 1926 lors d'une législative partielle particulièrement remarquable, membre du Comité Central du PCF à partir de juin 1926, réélu député en 1928 dans une autre circonscription, battant Léon Blum qui s'était maintenu au 2ème tour, membre en juillet 1930 du Bureau Politique et du Secrétariat du PCF, secrétaire à l'organisation jusqu'à l'automne 1932, puis en charge de la propagande et de la coordination du travail parlementaire, puis premier dirigeant du PCF

Mondiale de septembre 1939 à novembre 1944 (en l'absence de Maurice Thorez, mobilisé puis exfiltré en Russie), secrétaire général par intérim d'octobre 1950 à avril

BLANC BONNET  
BONNET BLANC



CARTE D'ADHÉRENT  
JACQUES DUCLOS



1953 (pour cause de maladie de Maurice Thorez). Durant toute sa vie de communiste, Jacques Duclos reste fidèle à l'URSS et à l'Internationale Communiste (dont il fut membre du Comité Exécutif à partir de 1935). Dès janvier 1930, il est chargé par l'Internationale de redresser le PC espagnol faible et divisé; il restera sur place plusieurs mois et contribuera à forger le noyau dirigeant avec notamment Dolorès Ibaruri dite « La Passionaria ». Durant toutes les années 30, il n'aura de cesse de faire des allers-retours avec l'Espagne, où il lutte en particulier contre les tendances trotskistes. En avril 1937, il est le principal organisateur d'une réunion secrète à Paris des partis communistes européens destinée à intensifier l'aide à l'Espagne républicaine. Il suivit aussi particulièrement le PC belge, avant et au lendemain de la guerre, mais intervint aussi contre la ligne opportuniste de droite de Browder qui conduisait à liquider le Parti communiste américain en 1945. Sur le plan parlementaire, il a été député de 1926 à 1932, puis de 1936 à 1940, puis à nouveau

député sans interruption de 1945 (c'est lui qui proposa la nationalisation des banques, assurances, électricité, sidérurgie, chimie) à 1958, enfin il devient Sénateur en 1959 jusqu'à sa mort. En 1969, à 72 ans, il est désigné candidat à l'élection présidentielle surprise qui suit la démission de De Gaulle et il parvient à la troisième position, avec 21,3%, score qui illustre alors la force du Parti Communiste mais aussi confirme le grand talent d'orateur de Jacques Duclos. Laissons-lui le mot de la fin : « *Seule la voie de Lénine peut conduire le prolétariat à sa libération, à l'écrasement de la bourgeoisie. C'est ce que nous proclamons aujourd'hui avec plus de force que jamais alors que les faits parlent, condamnent irrémédiablement la politique criminelle de la social-démocratie et montrent aux masses leur signe de ralliement pour la lutte et pour la victoire : le drapeau de l'Internationale Communiste.* » (dans l'Humanité du 21 janvier 1934)

## BENOIT FRACHON (1893 – 1975)

*Sur le front du syndicalisme révolutionnaire*



Né en 1893 au Chambon-Feugerolles, bassin houiller de la Loire, près de Saint-Étienne, il fréquente assidûment la maison du peuple du Chambon où il apprend et s'y imprègne de la culture ouvrière. Jeune métallo, il se syndique à l'âge de 16 ans et participe très vite à ses premières grèves. Il passe l'essentiel de la guerre comme ouvrier, en usine d'armement; il s'oppose à la ligne de la CGT en faveur de l'Union Sacrée. Il adhère à la SFIO dès sa démobilisation en septembre 1919 par enthousiasme pour la révolution russe.

En 1921, après la scission de Tours, il entraîne toute sa section au tout jeune Parti communiste. Il va très vite prendre des responsabilités syndicales et politiques: secrétaire du syndicat des métallos du Chambon en 1922 (au titre duquel il participe au congrès constitutif de la CGTU à Saint-Etienne la même année), secrétaire de l'UD-CGTU de la Loire fin 1924, secrétaire en 1925 de la commission syndicale du PCF au niveau régional (il s'installe à Lyon), puis secrétaire régional du PCF en 1926, membre du Comité Central du PCF en 1926, puis du Bureau Politique fin 1928, date à laquelle il monte à Paris. Il est porteur d'analyses alors nouvelles dans le mouvement syndical, attirant l'attention sur la nécessité de s'attacher aux petites revendications des travailleurs. Il devient le porte-parole convaincu de la lutte pour l'unité syndicale, sous la bannière de la CGTU, sur la base de la défense des revendications et des intérêts de la classe ouvrière. Pour gagner les masses ouvrières, il faut d'abord s'occuper de la réalité ouvrière, réaliser le front unique des exploités, refuser de faire « faire le tour du monde à des prolétaires dont la préoccupation dominante est l'augmentation de leurs salaires » (Cahiers du Bolchevisme, juillet 1930).

Élu au Bureau confédéral de la CGTU en novembre 1931, il quitte le secrétariat du PC en octobre 1932 pour devenir secrétaire de la CGTU. Initiateur dès le 7 février de la riposte de la CGTU au 6 février 1934, il travaille sans relâche à l'unité syndicale, réalisée au congrès d'unification de Toulouse en mars 1936. Il devient secrétaire confédéral de la CGT réunifiée, principale figure des « ex-unitaires ». Il quitte alors le Bureau Politique du PCF (mais reste au Comité Central).

Dirigeant reconnu au moment du Front Populaire, il est l'un des signataires des accords Matignon. Toute sa vie, il fera référence à cette victoire mais en cadrant bien les relations avec la social-démocratie: le PC et le mouvement syndical de classe ne doivent pas être à sa remorque mais, au contraire, être capable d'impulser la ligne politique sur laquelle l'unité doit se construire.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, sous prétexte de la signature du pacte germano-soviétique. Frachon, est déchu de son mandat de secrétaire de la CGT par Léon Jouhaux et ses collègues « anciens confédérés ». Contraint à la clandestinité, il s'engage sans tarder dans la Résistance : le 26 octobre, le premier numéro de *L'Humanité* clandestine paraît sous sa direction ; durant les mois de la drôle de guerre, il est le responsable principal de l'organisation du PCF clandestin en France. Après la débâcle, il assume cette direction clandestine avec Jacques Duclos revenu en France.

Frachon sera plus spécialement chargé de l'action syndicale. Il pilote des prises de contact entre les anciens « unitaires » et « confédérés » en vue d'une réunification. Il participe activement à l'élaboration de la plate-forme revendicative qui aboutit, le 17 avril 1943 à la réunification de la CGT. Jusqu'à la Libération, l'essentiel de l'activité syndicale, les grandes directives d'action, sont le fait des unitaires (communistes) sous la direction de Frachon : c'est dans la clandestinité que ceux-ci conquièrent la majorité de la CGT et Frachon acquiert l'autorité pour en devenir l'un des secrétaires généraux. Le 22 août 1944, il signe dans *L'Humanité* un appel aux armes aux métallos parisiens. Après la Libération, il interviendra constamment pour dénoncer les entraves à la remise en marche de l'économie, à l'épuration, à l'initiative des travailleurs qu'il soutint avec force, notamment dans les entreprises mises sous séquestre ou réquisitionnées. Affirmant la nécessité de défendre les revendications ouvrières, comme condition de la renaissance, il ne manqua pas de rappeler, dès 1945, l'existence de raisons légitimes de mécontentement (notamment dans les instances de la CGT, mais également dans la presse syndicale ou communiste).

La codirection Frachon-Jouhaux à la tête de la CGT est actée en septembre 1945. Frachon soutient les grèves qui se mettent en place dès 1947 expliquant qu'elles sont de la responsabilité du patronat qui refuse de faire partager la croissance retrouvée avec les salariés. L'exclusion des ministres communistes du gouvernement Ramadier en mai 1947 le conforte en ce sens. Se prépare alors la scission FO en décembre 1947 sous l'égide de Léon Jouhaux, qui quitte donc la CGT. Frachon aura à ses côtés alors comme co-secrétaire André Le Léap, un des vice-présidents de la FSM, puis, à partir de 1957 restera seul secrétaire général, jusqu'au passage de relais à Georges Séguy en juin 1967. Frachon partage son temps entre l'organisation de l'activité confédérale et la présence sur le terrain aux côtés des travailleurs en lutte. L'unité d'action de la classe ouvrière, la lutte pour la paix restent ses thèmes de prédilection.. Il s'engagera contre la guerre d'Algérie. Il connaîtra plusieurs fois encore la répression et la clandestinité, notamment en 1953. Très à l'écoute des évolutions de la société, il se montre vigilant sur la nécessité pour la CGT de syndiquer des catégories professionnelles en extension : les ingénieurs, cadres et techniciens. Il observera encore les mutations qui se produisent dans le monde étudiant, et l'importance de le lier à la classe ouvrière (avril 1965). Plus que jamais, c'est la notion d'unité de classe et de revendications concrètes des travailleurs qui préside à son action. En juin 1968, il participera encore aux négociations de Grenelle.



## PIERRE VILLON (1901 – 1980)

La lutte pour la Paix et les « jours heureux »



**P**ierre Villon est le nom de guerre de Roger Ginsburger, né le 27 août 1901 à Soultz (Alsace). Il fut un dirigeant de premier plan du parti communiste français. Résistant de la première heure, il devint l'un des fondateurs du Conseil national de la résistance (CNR) en 1943 et le principal rédacteur de son programme « Les jours heureux ».

Architecte de profession, il ressent très tôt la contradiction entre les besoins de ceux qui produisent de leurs mains les richesses et la non-satisfaction de ces besoins. Sa maîtrise de l'allemand lui permet de lire des textes de Marx et Engels encore non traduits en français. Il se passionne tout particulièrement pour *La question du logement* d'Engels et s'aperçoit que pour réaliser ses projets de logements agréables et accessibles à tous, mieux vaut mettre son énergie à militer qu'à dessiner des plans.

En mars 1932 il prend part à la création de l'*Association des écrivains et artistes révolutionnaires* (AEAR) puis adhère au PC en octobre de la même année. Il devient vite secrétaire du rayon couvrant le 7ème et le 8ème arrondissement. Commence pour lui une intense activité militante au sein d'organisations de masse à direction communiste, notamment au Secours rouge international (SRI) où il a également adhéré.

Il assiste comme interprète au Congrès européen antifasciste de Pleyel en juin 1933, puis devient permanent du PCF en 1934. Abandonnant son atelier d'architecte, il s'installe à Anvers pour travailler comme rédacteur et traducteur au siège de l'Internationale des marins et dockers, une organisation syndicale internationale liée à l'Internationale syndicale (ISR).

De retour à Paris en 1935, il travaille à la fédération CGTU des ports, docks et transports. Membre de la rédaction du bulletin fédéral, parcourant les ports de France, il participe âprement, au sein des luttes, à déblayer la voie à l'unité syndicale dans un contexte où la CGTU, révolutionnaire et communiste, est en position minoritaire à peu près partout. Il prend part aux négociations qui précèdent le congrès de Toulouse du 2 mars 1936 qui unifie les deux fédérations CGT et CGTU.

À partir de décembre 1935, il travaille sous la direction de Duclos à la section de propagande du Comité central du PCF où il contribue à l'amélioration des procédés de photographie et de lithographie qui servent à la réalisation d'affiches pour la campagne qui débouchera sur la victoire du Front populaire en mai 1936. Il œuvre en outre à l'édition de tracts, brochures et articles qui paraissent dans les *cahiers du bolchévisme* et l'*Humanité*, puis, de l'automne 1938 au début de la guerre, il est affecté à la coordination des maisons d'édition et de diffusion du PCF.

L'interdiction de l'*Humanité* (puis du PCF) en septembre 1939 pousse la direction du parti à lui demander de plonger dans la clandestinité afin d'assurer la publication du journal, au poste de rédacteur en chef jusqu'en juin 1940.

Arrêté le 8 octobre 1940, il se pose en accusateur du régime collaborationniste de Pétain devant le tribunal et est condamné à 8 mois de prisons pour diffusion de « tracts », en réalité les *Cahiers*

*du bolchévisme* dont il avait pris la direction clandestine. Transféré dans plusieurs prisons, il finit par s'évader avec l'aide de camarades cheminots le 17 janvier 1942, après quinze mois d'incarcération.

Il va être en charge du « *Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France* » (sigle "FN"), organisation de résistance créé le 15 mai 1941 par le PCF pour rassembler dans la lutte contre l'oppression nationale. En février 1942, il devient responsable des comités d'intellectuels du FN en zone nord en remplacement de Georges Politzer qui vient d'être arrêté.

Il participe le 27 mai 1943 à la première réunion constitutive du *Conseil national de la Résistance* (CNR) au sein duquel il représente le Front national. Pierre Villon fait partie des 5 membres du bureau permanent et a la fonction de secrétaire général du CNR. Le CNR joua un rôle politique considérable, devenant auprès des alliés et pour le pays tout entier le représentant officiel de la Résistance intérieure.

Villon pesa de manière décisive à plusieurs reprises sur les décisions. Il fait adopter en mars 1944 le programme qu'il avait rédigé à la suite d'un entretien avec les deux principaux dirigeants du PCF présents en France, Jacques Duclos et Benoît Frachon. Adopté au terme de longues tractations, le Programme du CNR alliait les objectifs de libération nationale à ceux des réformes démocratiques et sociales. C'est grâce à des hommes comme lui que fut rejeté au sein du CNR l'attentisme des milieux gaullistes - véritable tactique démobilisatrice - et que fut impulsé un élan de lutte dont l'État-major allié lui-même reconnut le rôle libérateur.

Au printemps 1944, il devient président du comité d'action militaire (COMAC), sorte de ministère de la guerre créé par le CNR à la suite de la réunification, en février 1944, des forces armées de la résistance (dont les FTP) au sein des Forces françaises de l'intérieur (FFI). À ce poste, il joue un rôle éminent dans la Libération de Paris (19-25 août 1944).

La raison de l'obstination de Villon est l'idée qu'un peuple ne peut pleinement mériter un gouvernement indépendant que s'il lutte lui-même pour sa libération. Cela permit au gouvernement provisoire de peser de tout son poids à la libération, empêchant la mise sous tutelle du pays par l'administration américaine qui fut contrainte d'abandonner ses projets de gouvernement militaire d'occupation (AMGOT).

Délégué à l'Assemblée consultative provisoire, il préside la commission de la défense nationale jusqu'en juin 1945 puis siège aux assemblées nationales constituantes. Il sera député PCF de 1945 à 1962 et de 1967 à 1978.

Après guerre, il s'engagea prioritairement sur des questions telles que la lutte contre le réarmement de l'Allemagne, pour la paix, le désarmement, contre l'intervention américaine en Corée et la guerre d'Indochine. Il fut membre du Comité Central du PCF de 1945 à 1970.



## LOUIS ARAGON (1897 – 1982)

« Le témoin des martyrs »



Louis Aragon est un romancier, poète et journaliste communiste français né le 3 octobre 1897 à Paris et décédé le 24 décembre 1982. Étudiant en médecine, incorporé pendant la guerre comme médecin auxiliaire des Armées, il connut l'épreuve du feu en avril 1918. Ayant repris ses études de médecine à sa démobilisation, il les abandonnera à l'automne 1921 pour se consacrer à plein temps à ses projets littéraires qu'il avait commencé dès 1917-1918 après sa rencontre avec Breton.

Aragon a été l'un des représentants des courants artistiques du dadaïsme et du surréalisme (avec Breton et Soupault mais aussi Paul Eluard et Tristan Tzara) avant de rejoindre le Parti Communiste Français en 1927 dans lequel il s'engagera pleinement, ce qui aura une influence considérable sur son œuvre. En est une preuve sa rupture avec le surréalisme et Breton (qui avait aussi rejoint le Parti Communiste avant de le quitter), rejetant ainsi la forme romanesque et l'essence uniquement inconsciente de la poésie que défendait Breton, pour ainsi glisser vers le réalisme socialiste. On passe donc d'un art centré sur la forme et la neutralité qu'on peut juger bourgeoise à un art centré sur le fond et l'engagement. Bien que nombreux seront les écrivains contemporains du courant surréaliste qui approcheront le Parti, des fractures se feront sentir par rapport aux débats qui agitaient le mouvement communiste international. Aragon, lui, restera fidèle à l'Union soviétique. Son poème Front Rouge qu'il publia au retour d'un séjour en URSS en 1931 - et pour lequel il fut poursuivi et inculpé par la justice française - témoigne de son engagement.

Après une année passée à nouveau en URSS où il travailla à l'Union internationale des écrivains révolutionnaires, Aragon travaillera en tant que journaliste pour l'Humanité en 1933, début d'une activité davantage liée au PCF, et sera secrétaire de rédaction puis directeur de la revue « Commune » qui est une revue éditée par l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires. A l'automne 1936, dans la foulée du Front Populaire, Aragon se voit confier par Thorez la tâche de diriger un grand quotidien du soir qui concurrencerait "Paris-Soir". Ce nouveau quotidien, intitulé "Ce soir", lancé en mars 1937, atteindra les 250 000 exemplaires en 1939. Après-guerre, il reparaitra jusqu'en 1953, toujours sous la direction d'Aragon.

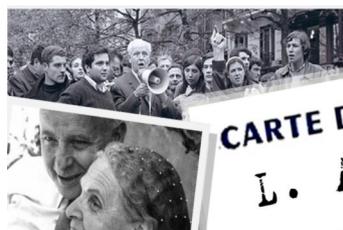
C'est l'engagement politique au service de l'information qui ne passe pas par la neutralité politique. Ces journaux avaient pour but de mobiliser les militants tout en les informant de l'actualité. En août 1939, le jour de l'annonce de la signature du Pacte germano-soviétique, dans Ce soir, il approuve et appelle aussi la France et l'Angleterre à signer de leur côté une alliance tripartite avec l'URSS. La parution de cet article entraîne une saisie du journal et Aragon,

molesté dans la rue par des militants d'extrême-droite, est obligé de se cacher à l'ambassade du Chili avec l'aide de Pablo Neruda, alors consul chilien à Paris. Mobilisé, il sera à nouveau médecin-auxiliaire envoyé sur la frontière de la drôle de guerre. et combattant en mai-juin 1940. Démobilisé, réfugié dans le sud de la France, il s'engage pleinement, contribuant à la résistance intellectuelle: participation aux réflexions avec G. Politzer et Jacques Decour pour lancement des « Lettres Françaises », animation avec sa compagne Elsa Triolet du Comité national des écrivains pour la zone Sud,

Cette période de guerre sera à l'origine d'une grande part des poèmes de son recueil Les Yeux d'Elsa, publié en 1942. Son œuvre poétique est voué à la mobilisation patriotique dans lequel il célèbre des résistants comme Gabriel Péri ou les fusillés de Chateaubriand (texte « Le témoin des martyrs »). La "Chanson du franc-tireur" est dédiée aux maquisards. « La Rose et le Réséda » (« Celui qui croyait au ciel / Celui qui n'y croyait pas...») est un hymne à l'union du peuple.

Après la libération, son œuvre sera toujours marquée par son engagement politique. Aragon voudra assurer la mémoire de la résistance en s'en faisant le romancier ou le témoin poétique, (« Strophes pour se souvenir » en 1955, qui célèbre les fusillés du groupe Manouchian). En 1949, il entre au sein de la revue culturelle communiste « Lettres françaises » avant d'en prendre la direction en 1953 jusqu'à la disparition de la revue en 1972. En 1950, il est nommé membre du Comité Central du Parti Communiste. Il prend part avec l'autorité que lui confère cette fonction aux divers débats idéologiques qui secouent son parti après la mort de Staline, et plus encore après le XXe congrès du PC de l'URSS de 1956.

En 1966, le comité central d'Argenteuil adopte une résolution sur les problèmes idéologiques et culturels dont il avait été en grande partie le rédacteur. Mais il ne joua jamais un réel rôle dirigeant sur ces questions au PCF. Après 1968, il se montrera de plus en plus critique vis-à-vis de l'URSS, tout en restant fidèle à ses idéaux. Il restera membre du Comité central du PCF jusqu'à sa mort en 1982.



CARTE D'ADHÉRENT  
L. ARAGON



## MISSAK MANOUCHIAN (1906 – 1944)

« La mort n'éblouit pas les yeux des partisans »

R escapé du génocide arménien à 9 ans dans lequel il perdit sa famille, réfugié au Liban puis en France à partir de 1925, poète et martyr de la Résistance à l'occupation nazie, il figure au centre de « l'affiche rouge », document de propagande ayant pour but d'assimiler la Résistance à des criminels contrôlés par des étrangers mais qui au contraire entraînera un courant de sympathie pour la Résistance.

A la suite des émeutes de 1934, Manouchian rejoint le PCF et sa « sous-section arménienne », qui est un groupe de langue destiné à encadrer les travailleurs arméniens en France, et donc l'activité s'exprime essentiellement dans l'animation de la section arménienne de la MOI (Main d'Œuvre Immigrée).

Il adhère aussi en 1934 au HOG (Comité de secours pour l'Arménie), qui est la section française d'une structure créée en Arménie soviétique, à direction communiste, qui cherche à tisser des liens entre la diaspora arménienne et l'Arménie. C'est une organisation de masse de la communauté arménienne en France, qui aura jusqu'à 3

500 membres. En juillet 1935, Manouchian est élu au Comité Central de cette organisation, en devient même 2ème secrétaire et prend la direction de l'hebdomadaire en langue arménienne « Zangou ». Journal antifasciste, prosoviétique, Manouchian voulait en faire « l'émanation de la classe ouvrière » (selon le mot de sa femme Mélinée) : il encourageait ainsi les ouvriers à écrire des articles dans Zangou, articles qu'il retravaillait ensuite avec leurs auteurs avant de les publier, seule manière pour lui « de les pousser à une constante activité intellectuelle » et construire leur conscience politique.

Après la dissolution du HOG en 1937, Manouchian sillonna la France pour constituer « l'Union populaire franco-arménienne », organisation qui sera dissoute par le gouvernement en septembre 1939 en même temps que le PCF et les autres organisations qui lui apparaissaient liées.

Emprisonné par le gouvernement Daladier, puis engagé volontaire dans l'armée après sa libération, puis, à la suite de la défaite française de juin 1940, affecté comme ouvrier tourneur dans une

usine d'armement, puis, après s'être enfui et avoir regagné Paris, arrêté et incarcéré sous contrôle allemand au camp de Compiègne, Missak fait finalement parti d'un contingent libéré à la Noël 1941: à partir de cette date, il plonge dans la clandestinité absolue et dans la résistance active.

Treize mois durant, Manouchian va s'impliquer dans les actions de propagande dites « Travail allemand » (TA) menées par les sections de la MOI : le « TA » consiste surtout à démoraliser l'adversaire ou faciliter la désertion, voire l'entrée en résistance de soldats de la Wehrmacht, dont certains sont parfois des non-Allemands enrôlés de force.

En février 1943, Manouchian est versé dans la résistance armée FTP-MOI de Paris, 1er détachement. Il devient en juillet 1943 commissaire technique des FTP-MOI de Paris, puis en août commissaire militaire en remplacement de Boris Holban, démis de ses fonctions pour raisons disciplinaires. A ce titre, il supervisa en septembre 1943 l'attentat contre le général SS Julius Ritter, chargé de recruter la main-d'œuvre française dans le cadre du STO. Les groupes commandés par Manouchian seront responsables d'une trentaine d'opérations de résistance à Paris entre août et son arrestation le 16 novembre 1943 par les « Brigades spéciales » des Renseignements Généraux, c'est-à-dire la police française spécialisée

sous Vichy dans la traque aux « ennemis intérieurs ».

Torturé, il est remis ensuite, avec 23 de ses camarades, aux autorités nazies, qui vont utiliser leurs noms à des fins de propagande : c'est la fameuse affiche rouge dénonçant « l'armée du crime », qui fut placardée en masse sur les murs des villes et villages de France. L'affiche rouge visait à déstabiliser la Résistance française en jouant les cartes traditionnelles de l'antibolchevisme et de la xénophobie pour influencer l'opinion publique. Le tribunal militaire allemand organise un procès ouvert à la presse, mais non moins expéditif, procès qui conclut le 19 février 1944 à 23 condamnations à mort. A ses accusateurs français, Missak Manouchian aura cette phrase cinglante : « Vous avez hérité la nationalité française, nous l'avons méritée ». Les 22 hommes du groupe, dont Manouchian, sont fusillés au Mont-Valérien le 21 février 1944.



## HENRI BARBUSSE (1873 – 1935)

« Après tout pourquoi faire la guerre? »

« Après tout, pourquoi faire la guerre ? Pourquoi, on n'en sait rien ; mais pour qui, on peut le dire. On sera bien forcé de voir que si chaque nation apporte à l'idole de la guerre la chair fraîche de quinze cents jeunes gens à déchirer chaque jour, c'est pour le plaisir de quelques meneurs qu'on pourrait compter ; que les peuples entiers vont à la boucherie, rangés en troupeaux d'armées, pour qu'une caste galonnée d'or écrive ses noms de princes dans l'histoire ; pour que des gens dorés aussi, qui font partie de la même gradaille, brassent plus d'affaires (...). Et on verra, dès qu'on ouvrira les yeux, que les séparations qui sont entre les hommes ne sont pas celles qu'on croit, et que celles qu'on croit ne sont pas ». (Henri Barbusse, « Le Feu »)

Lorsque Henri Barbusse écrit Le FEU en 1916, ce texte résonne dans les consciences et dans les cœurs de toute une génération. Prix Goncourt à sa sortie, traduit en anglais dès 1917, cet ouvrage a été un succès populaire. Henri Barbusse y décrit avec réalisme les horreurs de la 1ère Guerre Mondiale, à partir de son vécu (il a passé onze mois au front).

Henri Barbusse est né le 17 Mai 1873. Elevé dans un environnement athée et républicain, il révèle très tôt ses talents d'écrivains. Il remporte notamment un concours de poésie qui lui permet de travailler au journal « L'Echo de Paris » en tant que journaliste. Parallèlement, Henri Barbusse publie ses premiers ouvrages ; des recueils de poème ainsi qu'un roman naturaliste, « L'enfer », en 1908.

Son parcours illustre celui de toute une frange de la population, qui avec l'expérience de la guerre impérialiste deviendra communiste. En Novembre 1917, Henri Barbusse co-fonde l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC). En 1919, il fonde le mouvement pacifiste « Clarté », du nom de son deuxième livre de guerre publié cette année-là en faveur de l'adhésion à la III<sup>ème</sup> internationale. Henri Barbusse précise alors sa pensée dans des écrits qui contribuèrent à la diffusion des idées du communisme chez les intellectuels (« Le couteau entre les dents », 1921) et c'est logiquement qu'il finit par adhérer en 1923 au PCF. Il est le premier écrivain français connu à le faire.

Dès lors, sa vie et son œuvre seront intimement liés à son engagement. Barbusse endossera le rôle de chef de file culturel du mouvement révolutionnaire français. Directeur de la revue

« Clarté » de 1919 à 1924 ; directeur littéraire de l'Humanité de 1926 à 1929 ; directeur de 1928 à 1935 de « Monde », hebdomadaire international d'information littéraire, artistique, mais aussi scientifique, économique et sociale ; membre du comité international de rédaction de la revue éditée par l'Union internationale des écrivains révolutionnaires et dirigeant de sa section française « l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR) fondée en 1932.

Il défendait une littérature se ralliant aux combats politiques de la classe ouvrière. Dans le même temps il s'engagea résolument dans de nombreuses campagnes pour la paix et la liberté, pour combattre l'oppression et l'impérialisme : campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti, le « Comité de défense des Victimes de la terreur blanche », le « comité de défense de la race noire ». Cet engagement l'amena à effectuer de nombreux voyages : Italie, Angleterre, Allemagne, Balkans, Hollande, Urss, USA..

Homme de rassemblement, anticolonialiste et pacifiste, Henri Barbusse devint une cheville ouvrière de la lutte contre le fascisme. Il souhaitait pouvoir unir largement toutes les franges progressistes contre le danger fasciste. En lien avec le Komintern il créa, en 1933, avec Romain Rolland, le « Comité Amsterdam-Pleyel ». Ce mouvement est issu d'un congrès mondial de lutte contre la guerre impérialiste qui s'est déroulé à Amsterdam les 27 et 28 Août 1932, dont il était à l'initiative, et qui fusionna avec le congrès européen contre le fascisme et la guerre réuni à Paris salle Pleyel en juin 1933.

Ce mouvement réunit tous les partis, organisations, personnalités se réclamant du pacifisme. De nombreuses personnalités françaises et internationales. Henri Barbusse en sera le président. Il avait compris ce qu'était le fascisme et ce qu'il représentait. En 1926 il écrivait : « [...] Le fascisme sort du capitalisme. Il en est la résultante logique, le produit organique. C'est l'armée qu'il jette dans la lutte sociale pour maintenir coûte que coûte ce qu'il appelle ses droits et ce que nous appelons seulement : ses profits. [...] »

Henri Barbusse meurt à Moscou le 30 Août 1935. Ses funérailles furent suivies au Père Lachaise par cinq cent mille Parisiens.



## PAUL VAILLANT-COUTURIER (1892 – 1937)

*La presse du peuple, le journalisme engagé*



Né le 8 janvier 1892 à Paris, Paul Vaillant-Couturier est issu d'une famille d'artistes. Il étudie l'histoire et le droit et devient avocat. Profession qu'il n'exercera en fait qu'à de rares occasions préférant se consacrer alors, dans ses jeunes années, à la peinture, la musique ou l'écriture de poèmes, pièces de théâtre, etc. C'est l'expérience de la guerre 14-18 qui le changera. Même si, avant guerre, il commence un peu à s'intéresser aux interrogations politiques de son ami de lycée Raymond Lefebvre et qu'il participe ainsi, en 1913, à un meeting de Jean Jaurès. Mobilisé dès août 1914, il connut le front, dans l'infanterie puis dans l'artillerie d'assaut. Blessé à deux reprises, récompensé pour ses faits d'armes, il sort de la guerre pacifiste et socialiste.

Dès 1916, il publie des articles de presse pacifistes dans différents journaux proches de la SFIO ou antimilitariste comme le *Canard Enchaîné* ; Il adhère à la SFIO en décembre 1916. En 1917, avec Henri Barbusse et Raymond Lefebvre, il crée l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), dont il sera rédacteur en chef du journal en 1919. En novembre 1919, il est engagé dans la campagne des élections législatives, aux côtés de Marcel Cachin (scrutin de liste par département), et est élu député de Paris. Il est alors âgé de 27 ans. Il devient en 1920, comme représentant du « Comité de la IIIème Internationale » et rédacteur dans le « Bulletin communiste » (fondé en mars 1920), l'une des figures les plus connues (et l'une des plumes les plus engagées) dans la bataille pour l'adhésion du parti français à l'Internationale Communiste. Il est co-rédacteur de la motion au Congrès de Tours qui, par 3208 mandats contre 1022, votera l'adhésion du parti à l'Internationale Communiste. Logiquement il est aussitôt élu au Comité Directeur du jeune Parti Communiste. Il appartiendra ensuite au Comité Central. Son activité est multiforme. Excellent orateur, il parcourt les meetings. Il touche à tous les sujets :

intervention sur la question agraire au Congrès de 1921 ; en 1922 il se rend en Afrique du Nord pour y faire de la propagande anticoloniale ; puis en Allemagne pour une enquête sur la situation des classes moyennes. Plume reconnue, il est nommé à la tête du journal *L'Humanité* en avril 1926 (jusqu'en septembre 1929), lançant alors de grandes campagnes qui contribuent à élargir l'audience du journal (campagne contre l'exécution de Sacco et Vanzetti en 1927), puis à nouveau rédacteur en chef à partir de juillet 1935, où il fera de *L'Humanité* le grand journal du Front Populaire, journal également du soutien à l'Espagne républicaine (Paul Vaillant-Couturier est l'auteur du slogan « Des canons, des avions pour l'Espagne ! »).

En 1931-1932, il avait aussi séjourné un an en URSS pour un long reportage sur l'URSS du premier plan quinquennal, reportage qu'il publiera dans *L'Humanité* et sous forme de brochures (« Les bâtisseurs de la vie nouvelle »). Député de 1919 à 1928 puis en 1936, Paul Vaillant-Couturier reste toujours également engagé sur le front culturel : il a été l'un des fondateurs en 1932 mais aussi le secrétaire général de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (l'AEAR) dont il dirigea la revue « Communes » dès 1933. Maire de Villejuif à partir de 1929, il engagea l'architecte André Lurçat (membre de l'AEAR) pour la réalisation d'un groupe scolaire, baptisé « Karl Marx », inauguré en 1933 et dont la qualité en fit une réalisation symbolique de la politique municipale du Parti Communiste. A ses différents postes de combat, il défendit sans relâche la politique communiste de soutien sans participation au gouvernement de Front Populaire, incarnant, selon sa propre expression le « ministère des masses ». Il meurt prématurément le 10 octobre 1937 d'une crise cardiaque. Il est enterré au Père-Lachaise, accompagné d'une foule immense.



## MARCEL CACHIN (1869 – 1958)

*Tribun historique du Congrès de Tours*

Marcel Cachin est incontestablement entré dans l'Histoire comme l'un des « pères fondateurs » du PCF à Tours en 1920, la motion d'adhésion à l'Internationale Communiste portant son nom. Orateur infatigable, directeur de *L'Humanité* jusqu'à sa mort, il en sera pendant près de 30 ans l'une des figures les plus populaires. Mais c'était d'abord un militant historique du mouvement ouvrier, qui avait milité aux côtés de Guesde et Jaurès, et en ce sens, Marcel Cachin symbolisait le fait que le PCF, au-delà des ruptures visant à l'émergence d'un « parti de type nouveau » léniniste, se situait dans la meilleure tradition historique du mouvement ouvrier français.

Il est né en 1869 à Paimpol, dans les Côtes d'Armor, dans un milieu populaire. Bon élève, il obtient une bourse pour étudier au lycée de Saint-Brieuc puis celui de Rennes, avant d'aller à la faculté de Bordeaux afin d'y préparer une licence de philosophie. Il se préoccupe tôt de la condition du monde paysan, qu'il apprend à connaître à chaque période de vacances. Ses rencontres avec les ouvriers de Bordeaux et son indignation devant l'opulence des patrons du négoce, le poussent à rejoindre les étudiants socialistes de Bordeaux dès 1890 avant d'adhérer au Parti Ouvrier Français de Jules Guesde en 1892. Ayant obtenu sa licence de philosophie, il n'exercera que ponctuellement en donnant des cours privés, car il s'engage dès lors dans l'action politique à plein temps. Il rédige et distribue des petits journaux. Il recrute des adhérents, forme des jeunes cadres. Il met au service du POF ses connaissances du monde rural en préparant le programme agraire pour le Congrès de 1892. Après avoir été nommé premier secrétaire de sa fédération, et développé de nombreuses sections du POF, il dirige le journal *Le socialiste de la Gironde*. En 1900, il sera élu conseiller

municipal, adjoint au maire de Bordeaux.

En 1904, Cachin est délégué au Congrès de la IIème Internationale socialiste, à Amsterdam. Il y condamnera les participations aux gouvernements bourgeois mais également l'évolutionnisme réformiste de Bernstein. Cependant, il y plaidera l'unité du mouvement socialiste, il sera d'ailleurs l'un des acteurs de l'unification du socialisme français au sein de la SFIO en 1905.

En 1906, Guesde, qui lui reconnaît des mérites dans ce domaine, fait de Cachin le délégué à la propagande du Parti. Il parcourt la France et fait un gros travail de terrain, forme des sections locales et des militants et des cadres partout dans le pays ; en 1913, il présidera le congrès constitutif de la « Jeunesse socialiste de France ». En 1912, Cachin devient rédacteur à *L'Humanité*, il monte à Paris. Il est élu conseiller municipal du quartier de la Goutte d'Or en 1912, puis député en mai 1914. Se spécialisant dans les questions des transports en commun, relayant dans *L'Huma* les revendications des ouvriers du métro, il fut même élu secrétaire du syndicat des employés de la Compagnie des Omnibus.

A la veille de la première guerre mondiale, Marcel Cachin est secrétaire adjoint de la SFIO. Il est partisan de la paix et rencontre, avec Jaurès, les socialistes allemands en juillet 1914. Mais l'assassinat de Jaurès et l'entrée de Guesde au gouvernement « d'union sacrée » le mettent dans un état de résignation momentanée. Après le renversement du Tsar en mars 1917, il est envoyé en Russie pour y rencontrer les socialistes



locaux. L'ébullition révolutionnaire de Petrograd et les discours pacifistes l'interpellent. Il va donc se rapprocher de la minorité pacifiste de la SFIO, qui deviendra victorieuse au Congrès de la SFIO d'octobre 1918 et qui permet à Cachin de prendre la direction de l'Humanité. Le Congrès de Strasbourg de la SFIO (février 1920), qu'il préside, se prononce pour la sortie de la IIème Internationale mais écarte l'adhésion à la IIIème constituée en mars 1919. La SFIO charge Cachin et Frossard d'aller recueillir des informations sur la nouvelle Russie socialiste. Après sa participation au IIème Congrès de l'Internationale communiste en juillet 1920, Cachin fait une autocritique publique pour ses erreurs passées et devient un partisan du bolchevisme.

De retour en France, il réalise une grande tournée dans le pays afin de convaincre les militants socialistes d'adhérer à la IIIème Internationale. Lors du Congrès de Tours, Cachin, incisif dans les débats, assure la victoire de la motion Cachin-Frossard qui acte la constitution du PC, section française de l'Internationale communiste. *L'Humanité* reste entre les mains des communistes et Cachin en conserve la direction.

Journaliste de talent, il restera à la tête du quotidien communiste jusqu'à sa mort en 1958, y compris pendant la période de l'Occupation où il fait paraître clandestinement l'Humanité. Son

activité lui valut de connaître la prison, au moment de la lutte contre l'occupation de la Ruhr en 1923, ou en 1928 pour une peine liée à la guerre du Rif, mais aussi en 1941. Il contribua à faire un journal tourné vers un large lectorat. En 1929, pour sauver le journal alors criblé de dettes, il initia les « comité de défense de l'Humanité »; en septembre 1930, il est à l'initiative de la première fête de l'Humanité.

Il continuera aussi une activité de parlementaire communiste : député jusqu'en 1932, puis sénateur de 1935 à 1940, député à nouveau de 1944 jusqu'en 1958.

Aspect méconnu, Marcel Cachin a joué aussi un grand rôle dans le mouvement breton, collaborant à l'organisation progressiste « Ar Falz » (la faucille) dans les années 30. A Paris, il fondera « l'association des bretons émancipés » et son journal *War Sao*, où il dénonçait l'oppression linguistique de la bourgeoisie française et les discriminations dont souffraient les travailleurs bretons en région parisienne. A l'époque, le PCF voit d'un bon oeil le développement des autonomistes, une attitude qui s'explique par la politique soviétique de respect des nationalités et des langues. En 1947, une proposition de loi de Cachin en faveur de la langue bretonne, « langue des paysans et socialistes bretons » aboutira à la loi Deixonne qui en autorisera l'enseignement.



## JEAN NICOLI (1899 – 1943)

*Le drapeau rouge et le drapeau corse à la main*

Jean Nicoli est né en septembre 1899 à San Gavino di Carbini dans l'actuel département de Corse-du-Sud. Il vient d'une famille modeste de 5 enfants, ses parents occupent la fonction d'épicier. Il rentre à l'École Normale d'Ajaccio à 17 ans afin de devenir instituteur. Ses premiers postes, au retour du service militaire, seront sur son île où il rencontrera celle qui devient sa femme : Marie Jeanne Olivieri elle-même institutrice. En 1924, ils obtiennent une mutation pour le Haut-Sénégal (ce qui correspond au Mali actuel) d'abord à Kayes puis à Bamako en 1925. Jean Nicoli, sa femme et leurs deux enfants vont rester 10 années dans les colonies françaises en Afrique. Cette expérience en terres coloniales va forger chez Jean Nicoli un regard et des écrits critiques sur les pratiques coloniales, il publiera au sein du *Bulletin de l'enseignement* son analyse et ses remarques dans un article nommé « Enquête sur l'enfant noir de l'AOF ». En 1934, il rentre en France afin d'apporter les soins nécessaires à la santé de son épouse. Il sera alors enseignant à Paris et c'est à cette période qu'il participera aux manifestations du Front Populaire et prendra sa carte au parti socialiste (SFIO). Marie Jeanne Nicoli décède en 1937 en Corse où Jean Nicoli et sa famille sont rentrés. Il est alors directeur d'école dans le golfe du Valinco, d'abord à Olmetto puis à Propriano.

Pendant la seconde guerre, il est mobilisé dans le Génie en centre Corse puis à Rodez dans l'Aveyron. Après l'armistice, il rentre en Corse et s'engage dans les premiers groupe de résistants à l'occupation par l'Italie fasciste, à San Gavino (son village natal) et à Casalabriva. Dans la micro-région de Sartène, il est en contact avec l'organisation de résistance mise en place par le PCF, le « Front National de lutte pour la libération et l'indépendance de la France », et ses dirigeants corses : François Carli, Nonce Benielli et Arthur Giovoni. C'est dans ce contexte qu'il adhère à la fin de l'année 1942 au Parti Communiste clandestin. Au sein du Front National, il s'occupe de trouver des armes et de les acheminer à la résistance. Il participe à la réception et à la distribution des armes fournies par Alger, la première livraison d'arme s'effectue dans la

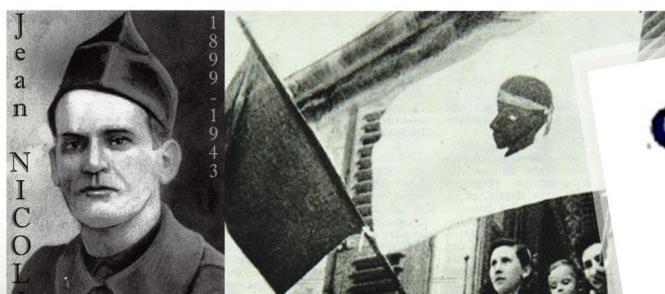
baie d'Arone sur la commune de Piana en février 1943 par le sous-marin Casabianca. Les armes arrivent également par parachutages et Jean Nicoli en organise la réception et équipe les patriotes. En mai 1943, il est nommé responsable à l'armement par le comité départemental (la Corse est alors un seul département) du Front National. Le 17 juin, il échappe de justesse à une arrestation dans une brasserie à Ajaccio mais il est recherché par l'OVRA (Organisation de vigilance et de répression de l'antifascisme) italienne qui détient un portrait de lui. C'est le 27 juin, sur dénonciation qu'il est arrêté avec 2 autres personnes. Les Italiens avaient été prévenus par des collaborateurs de la tenue de cette réunion. Il est détenu à Ajaccio jusqu'à son transfert pour Bastia le 26 août. Plusieurs plans ont échoué à le libérer et c'est le tribunal militaire italien de Bastia qui le condamne à « être fusillé dans le dos » pour espionnage militaire.

Il est exécuté le 30 août 1943 à 7h30, à quelques jours de la capitulation italienne. Il refusa de tourner le dos au peloton d'exécution : « *Vous n'avez pas le courage de me regarder dans les yeux, vous êtes des lâches* », aurait-il déclaré. Les chemises noires le frappèrent alors à coup de crosse, le poignardèrent à mainte reprise et le décapitèrent.

Dans les jours précédents son assassinat, il écrit plusieurs billets/lettres où il affirme son engagement communiste et son attachement à la Corse. Notamment ces mots griffonnés sur un paquet de cigarettes à l'adresse de ses enfants :

« *A mes enfants,*

*Tout à l'heure je partirai. Si vous saviez comme je suis calme, presque heureux de mourir pour la Corse et pour le parti. Ne pleurez-pas, souriez-moi. Soyez fier de votre papa. Il sait que vous pouvez l'être, la tête de Maure et la fleur rouge, c'est le seul deuil que je vous demande. Au seuil de la tombe, je vous dis que la seule idée qui, sur notre pauvre terre, me semble belle, c'est l'idée communiste. Je meurs pour notre Corse et pour mon Parti. »*



**CARTE D'ADHÉRENT**  
**JEAN NICOLI**



# GEORGES COGNIOT (1901 – 1978)

*L'intellectuel dévoué au combat de classe*



Membre du comité central du Parti communiste (janvier 1936-mai 1964), représentant du PCF auprès de l'Internationale Communiste, puis auprès du Kominform, rédacteur en chef de *l'Humanité* (1937-1948), président-délégué général de l'Institut Maurice Thorez, député (1936-1958), sénateur (1959-1977), agrégé de lettres, dirigeant de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement.

« *Je ne suis pas né prolétaire, mais du moins suis-je né plébéien* » a écrit Georges Cogniot parlant de son origine familiale paysanne pauvre. La fidélité à ces origines explique son engagement, dès ses années d'étude à Lyon en 1919, auprès des étudiants socialistes révolutionnaires, puis son adhésion au PCF dès son arrivée à Paris à l'automne 1921 alors qu'il venait de réussir le concours d'entrée à l'ENS de la rue d'Ulm, l'un des « temples » des élites intellectuelles de la France républicaine.

Son activité communiste s'exerça d'abord comme militant syndicaliste de l'Education (il devient professeur de lycée en 1924) et, très vite, à l'échelle internationale puisqu'il maîtrisait parfaitement l'allemand, l'anglais, l'espagnol puis le russe : dès juin 1926, il était rédacteur du Bulletin de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement (ITE), proche de l'Internationale Syndicale Rouge, et en 1928 il en intégrait le secrétariat. En France, en 1929, il eut la charge de la rédaction de « l'Université Syndicaliste », mensuel des professeurs de la CGTU. 1931, année du 50ème anniversaire de l'école publique, G. Cogniot publia à cette occasion un article dans les *Cahiers du Bolchevisme* : « À bas le cinquantenaire de l'école laïque bourgeoise » pour dénoncer l'« aggravation du contenu de classe de l'enseignement et de sa fascisation ». Il s'engagea dans les « *Cahiers du contre-enseignement prolétarien* » qui « avaient pour but d'opposer au bourrage de crâne, des points de vue objectifs » sur la sociologie, la morale, l'histoire, la littérature. Cogniot fut le secrétaire général de « l'Université ouvrière », école populaire de formation marxiste, fondée en 1932 qui connut un développement fulgurant du nombre de ses élèves passant de 636 lors des premiers cours à 1 800 en 1936, à plus de 2 000 en 1937. En même temps, il participait aux réunions du Groupe d'études matérialistes avec Paul Langevin qui publia le livre connu « *A la lumière du marxisme* ».

Par la suite, au printemps 1939, ce sera le lancement de la revue « la Pensée » avec Georges Politzer, un autre intellectuel prolétarien. Georges Cogniot a été d'une très grande utilité dans les questions de l'enseignement et pour le travail parmi les intellectuels pour lutter contre l'anticommunisme distillé par la bourgeoisie parmi les intellectuels. Il travailla à la traduction française de *L'Histoire du PC* (b) de l'URSS et organisa la diffusion de 150 000 exemplaires en France. En mars 1938, il fut l'envoyé de *l'Humanité* pour suivre les procès de Moscou des « trotskystes et droitiers » :

Boukharine, Jagoda, Rykov, Rakovski et leurs co-accusés dont il rendit compte en dénonçant la propagande bourgeoise dans les *Cahiers du Bolchevisme*, n° 4, avril 1938 : « Il est donc établi que le procès de Moscou n'est ni le résultat d'une erreur ou d'une iniquité, ni un signe de faiblesse de l'URSS, ni une cause de trouble pour le mouvement ouvrier. Bien au contraire ! »

Cogniot se consacra aussi au mouvement antifasciste né à la suite des congrès d'Amsterdam et de Pleyel, 27 août 1932 et 4-5 juin 1933 - il sera membre du secrétariat du Comité mondial en novembre 1935. Pendant l'occupation et après son éviction de prison en juin 1942, Cogniot travailla pour la presse clandestine de la résistance communiste. Il rédigea en 1943 une « *Esquisse d'une politique française de l'enseignement* » qui servira de base au programme du CNR puis à la Commission Langevin-Wallon. Il fit aussi dans son ouvrage de 1943, « *La haute trahison des trusts* », une critique de la capitulation et de la collaboration de classe de Vichy, sur laquelle le CNR s'appuiera pour justifier les nationalisations.

Après guerre, il fut responsable de l'hebdomadaire « *Pour une paix durable* » du Bureau d'information du Kominform à partir de 1948, et le CC du PCF décida fin 1952 de publier, sous la direction de Georges Cogniot, les œuvres complètes de Staline. Cogniot, qui fut l'un des délégués du PCF invité au 20ème congrès du PCUS en 1956 où Khrouchtchev présenta un rapport contre Josef Staline, en avait conclu : « J'ai eu depuis, à cet égard, la désagréable impression d'avoir été la victime des humeurs d'un dirigeant impulsif et changeant comme Nikita Khrouchtchev ».

De 1966 à sa mort Cogniot se consacra à l'Institut Maurice Thorez qui fut un « centre d'études de l'histoire du mouvement ouvrier et de la pensée sociale ». La vie de l'Institut fut marquée par des initiatives nombreuses : célébration d'anniversaires (Manifeste communiste, Révolution d'Octobre, Marx, La Commune de 1871, Lénine...), colloques internationaux, conférences-débats, expositions parisiennes et itinérantes, reconstitution et publication de *l'Humanité* clandestine et, publication de « *Cahiers d'histoire* ». Au soir de sa vie d'engagement, Cogniot a pu écrire à juste raison : « Ayant été utile, je suis heureux de n'avoir pas manqué ma vie ».



*Lisez, contribuez, rejoignez...*

[rassemblementcommuniste.fr](http://rassemblementcommuniste.fr)  
[rc@rassemblementcommuniste.fr](mailto:rc@rassemblementcommuniste.fr)  
**RASSEMBLEMENT COMMUNISTE**



# JEANNETTE VERMEERSCH (1910 – 2001)

*Contre la mutation réformiste du Parti*



Ouvrière dans le textile dès l'âge de 13 ans, responsable de la CGTU, dirigeante de la Jeunesse Communiste, membre du Comité Central puis du Bureau Politique du PCF, section française de l'Internationale Communiste, Jeannette Vermeersch n'a donc pas été seulement l'épouse du Secrétaire Général, Maurice Thorez. Elle fut actrice engagée dans tous les combats de classe à la tête desquels s'est tenu à l'avant-garde le PCF et s'acquitta de toutes les responsabilités qui lui furent confiées par le parti de classe.

Adhérente à la CGTU et à la JC dès ses premières grèves en 1927, puis au PC, elle dirigea vite des grèves ouvrières dans le textile et intégra la direction nationale de la CGTU en 1930. Dirigeante nationale de la JC en 1932, elle fut l'une des dirigeantes fondatrices s'occupant de l'éducation dans le secrétariat de l'Union des jeunes filles de France (UJFF) fin 1936. Elle y milita pour constituer des organisations de base de l'UJFF, la diffusion de son journal et l'organisation de la solidarité avec l'Espagne républicaine. Elle découvrit le pays de la Révolution d'Octobre en 1929-1930 où elle travailla à l'Internationale Syndicale Rouge. Après-guerre, elle fut dirigeante de l'Union des Femmes Françaises (UFF) et sera député de 1945 à 1958 et sénatrice de 1959 à 1968.

Quand, déferlant d'Italie, la déviation de droite eurocommuniste atteignit la direction du PCF, Jeannette Vermeersch dénonça celle-ci pour avoir commencé à brader le patrimoine révolutionnaire et à céder à l'antisoviétisme virulent de la bourgeoisie, au profit d'un eurocommunisme chauvin qu'elle récusait. Elle avait quitté dès 1968 le Comité Central et le Bureau Politique, manifestant ses premiers désaccords. Sa contre-attaque fut publiée en 1979 dans un ouvrage critique de l'eurocommunisme intitulé « Vers quels lendemains ? De l'internationalisme à l'eurocommunisme » dans lequel elle s'insurge ainsi : « La dictature du prolétariat répudiée, la référence au marxisme-léninisme abandonnée, l'Union Soviétique incessamment critiquée. Jusqu'où iront les partis qui se proclament, curieusement, eurocommunistes ? Comme si le communisme n'était pas, d'abord, internationaliste ! ».

Jeannette Thorez-Vermeersch fut aussi parmi les premiers à démasquer la stratégie PS du « programme commun » dont l'objectif était de « plumer la volaille communiste ». Elle fut l'une des neuf (9) signataires (avec Georges Bouvard, Marcel

Frydman, Pierre Hentgès, Jean Mérot, Jean Salem, Paul Tireux, Louis Turpin et Jean Zaffagni) de la « lettre au Comité Central » de novembre 1981 qui interpellait la direction du PCF sur sa ligne de plus en plus droitière qui était responsable d'un « recul historique » tendant « à effacer cinquante ans d'efforts et de sacrifices inouïs, accomplis par d'innombrables militants pour faire de leur parti le premier à gauche, le premier en France » ; la direction du PC était accusée d'avoir « lié son sort à l'expérience politique conduite par le parti socialiste » en participant au gouvernement sous la présidence Mitterrand, lequel va mettre le pays sur les rails du néolibéralisme et de l'édification de l'union des bourgeoisies impérialistes européennes qu'est l'UE et le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN.

Cette lettre des 9 est donc historiquement l'expression de la première opposition interne au cours révisionniste qui allait conduire à la social-démocratisation de la direction du PCF avec la « mutation » réformiste des années 90 et les travaux pratiques de la collaboration de classe au gouvernement de la « gauche plurielle » de Jospin de 1997 à 2002. La seconde opposition interne du milieu des années 90 allaient engendrer la Coordination Communiste nationale, puis le PRCF, l'URCF/PCRF, le RC et le congrès de Martigues de 2002 produisit Communistes (PrC), les réseaux Rouges Vifs puis l'ANC. La tâche actuelle de la reconstruction communiste est de forger une unité d'action stratégique sans sectarisme entre ces groupes communistes éparpillés tout en œuvrant à la démarcation idéologique pour re-fusionner le mouvement ouvrier et le socialisme scientifique.



## 4 générations de militants communistes, devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père Lachaise, le 30 mai 1926

De gauche à droite: Zéphirin **CAMELINAT**, directeur de la Monnaie pendant la Commune de Paris en 1871, Marcel **CACHIN**, député de la Seine et directeur de l'Humanité, Jacques **SADOUL** qui, capitaine de la mission militaire française à Petrograd fut un mutin soutenant la révolution d'Octobre en 1917, Paul **VAILLANT COUTURIER**, député de la Seine et rédacteur en chef de l'Humanité, et le jeune Maurice **THOREZ**, alors membre du bureau politique et secrétaire d'organisation du Parti Communiste Français.

# RENE DENYS, EUSEBIO FERRARI, ROGER MIELLET, FELICIEN JOLY, DES JEUNES COMMUNISTES A NE PAS OUBLIER

EN GUISE DE CONCLUSION...

*Suzanne CALONNE (1923 - 2013)  
militante du Parti Communiste, puis  
engagée dans la Coordination  
Communiste Nord Pas de Calais.*

En hommage à notre « mamie » Suzanne Calonne décédée en 2013 dans sa 90ème année, nous écrivons « *Lorsque la contre-révolution bourgeoise se lance à l'assaut du socialisme avec la « perestroïka » de Gorbatchev en URSS et ici à l'intérieur du PCF avec la « mutation » anti-communiste de Robert Hue, Suzanne se fait un devoir absolu de voter dans sa section PCF de Lille contre la « trahison de notre idéal communiste dictée par l'ennemi de classe ».* A cette occasion, elle découvre des « jeunes communistes qui ont des principes et qui ne les abandonnent pas » avec lesquels elle fondera la Coordination Communiste du Nord ». Ce vote contre la trahison anti-communiste dans « son » PCF de Suzanne se justifiait ainsi : A 13 ans en 1936, Suzanne fait du porte-à-porte pour diffuser les appels à la solidarité avec l'Espagne Républicaine et les brigades internationales en résistance armée contre le fascisme franquiste et ses alliés Hitler et Mussolini. Martha Desrumaux, la figure féministe emblématique du combat syndical et communiste dans le Nord, devint sa « maman adoptive ». Elle épousera Luigi Di Maïo,

italien réfugié en France pour échapper à la persécution des fascistes. Sous la France occupée par les Nazis et la collaboration pétainiste, ses camarades de combat sont assassinés : René Denys, Eusebio Ferrari, Roger Miellet enterrés au cimetière de Lille sud. Elle ne les oubliera jamais et en parlait tout le temps.

Qui sont donc ces jeunes militants des Jeunesses Communistes morts à la fleur de l'âge pour libérer la France de l'occupant nazi et de la collaboration vichyste, qui luttèrent pour l'avènement du communisme et firent dans la résistance la gloire du PCF, parti des fusillés ?



**MIELLET Roger**  
(alias **GALLET Roger**)

Ouvrier mécanicien, militant communiste et résistant FTP, membre de l'Organisation Spéciale de Combat (OSC) effectua des missions de récupération d'armes, de sabotage de l'appareil industriel au service de l'occupant nazi. Né le 1er janvier 1921 à Lille est tué le 19 janvier 1944 à 23 ans à Fresnes-sur-Escaut par des gendarmes français.



**DENYS René**  
(alias **Max**)

Dirigeant régional des Jeunesses Communistes, membre de l'Organisation spéciale de combat (OSC). Né le 27 mai 1922 à Lille, il est abattu à 20 ans par la police de Vichy le 16 février 1942 à Bruay-sur-Escaut. Il n'avait pas 20 ans.



**FERRARI Eusebio**  
(alias **Gino**)

Ouvrier électricien, militant communiste, membre de l'Organisation spéciale de combat (OSC), fils d'un ouvrier antifasciste italien qui émigra en 1923 à Fenain avec sa famille après la prise du pouvoir par Mussolini. Né le 9 octobre 1919 en Italie, il est abattu à 23 ans par un gendarme français le 18 février 1942 à 23 ans à Anzin.

## JOLY Félicien

Instituteur, militant des Jeunesses Communistes depuis 1933, membre de l'Organisation spéciale de combat (OSC) d'une famille ouvrière dont le père, Dorothée Joly, ouvrier métallurgiste, était un syndicaliste dont l'action l'envoya quelques mois de prison en 1909 pour « entrave à la liberté du travail » et qui adhéra au nouveau Parti communiste, section française de l'Internationale Communiste.

Né le 28 décembre 1919 à Escaudain, fusillé le 15 novembre 1941 à la citadelle de Lille. Le 18 septembre 1941, Félicien Joly fut arrêté et emmené au commissariat de

Denain puis Valenciennes avant l'internement à Loos et les interrogatoires sous tortures à Loos et à Lille. Le 30 octobre 1941, le tribunal de guerre de la Feldkommandantur FK 678 de Lille le condamna avec quatre de ses camarades à la peine de mort et les sept autres écopèrent d'un an et demi à dix ans de prison. La sentence de l'occupant faisait état « de vol et détention illégale d'explosifs et d'attentats au moyen d'explosifs contre des voies ferrées et d'importantes installations industrielles ». Le 15 novembre 1941, Félicien Joly à 22 ans et Jean Dubois, Sandor Serediak, Charles Robiquet et Maurice Dior furent fusillés dans la citadelle de Lille.



Ces jeunes communistes ont, dans le cadre de l'Organisation Spéciale de Combat (OSC) mise en place par le seul vrai parti de la résistance interne que fut le PCF, activement participé à la résistance lancée dès septembre 1940 à la réunion de reconstitution de la Jeunesse communiste dans le département du Nord. Onze jeunes y assistèrent, parmi lesquels Germinal Martel, René Denys, Eusebio Ferrari et Félicien Joly. Ces jeunes formèrent dans le Nord le noyau de l'Organisation Spéciale de Combat (futur FTP) à l'initiative de la dirigeante ouvrière communiste Martha Desrumaux.

Ils furent les auteurs de nombreux faits d'armes de la résistance contre l'occupant nazi et les collabos pétainistes. On peut citer : le 14 juillet 1940, badigeonner des slogans

avec la faucille et le marteau sur les murs de Fenain : « Courage et confiance. Nous vaincrons »; le 1er Mai 1941, faire flotter le drapeau rouge sur le terril de la fosse Agache à Fenain; le 28 mai, après le déclenchement de la grève des mineurs de ce puits, entretenir le mouvement de grève par l'impression et la distribution de tracts; le 24 août 1941 sabotage de l'écluse de Warlaing; le 25 août liquidation de deux officiers allemands, rue de Paris à Lille; début septembre, jets de grenades à travers la vitrine du siège de la Propagandastaffel, rue des Ponts-de-Comines à Lille ; participation à de nombreux sabotages de lignes de chemin de fer, pylônes électriques, etc.; le soir du 14 octobre 1941, sabotage de l'usine Disticoke de Lourches; dans la nuit du 15 au 16 octobre, dynamitage près d'Annappes d'un pylône d'une ligne à haute tension alimentant les usines de la banlieue de Lille.

A une époque où les réécritures bourgeoises de l'histoire sont rendues possibles par les capitulations des révisionnistes sociaux-démocratisés à la tête du PCF actuel, il faut le redire avec force : les communistes n'ont attendu personne pour se lancer dans la résistance patriotique contre l'occupation et la collaboration. Ils furent quasi-spontanément les premiers à se lancer et cela malgré la répression qui, dès 1939, s'abattit sur le PCF, section française de l'Internationale Communiste. Ils furent aussi la force principale de la résistance intérieure (FTP/FTP-MOI) qui, dès 1940, notamment à travers sa jeunesse communiste, posa les premiers actes qui préparèrent la défaite de l'occupant et des collabos français et surtout le programme des « jours heureux » du CNR (Conseil National de la Résistance).

C'est ce parti là qu'il faut reconstruire pour les futurs « jours heureux » du socialisme triomphant que l'actuelle reprise en cours de la lutte des classes par la classe ouvrière et ses alliés des autres classes populaires met progressivement à l'ordre du jour. Garder en mémoire l'héroïsme de nos martyrs communistes est le gage de savoir 'Où aller' et 'comment aller' vers l'avenir communiste de l'humanité. Inclignons le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau à la mémoire des combattants de la liberté et du communisme !



## Les dernières lettres de Félicien Joly...

4 novembre 1941

Mes chers parents, mes chères sœurs,

C'est peut-être la dernière lettre que je vous écris. Nous sommes passés devant le tribunal militaire. Cinq sont condamnés à mort. J'ai écrit au commandant pour obtenir la grâce de mes quatre camarades ; moi, je ne reviendrai certainement pas, je conserve jusqu'au bout un moral excellent qui fait l'admiration de tous.

Notre sang, la vie de tous ceux qui tombent ne sont pas perdus. La lutte forge des énergies. Méprisez ceux qui ont peur de leurs responsabilités ; soyez forts, comme je saurai l'être au moment de mourir... Je sais que tous les amis pensent à moi. Le jour où je ne serai plus, il ne faudra pas oublier les camarades en prison, et vous, devez faire pour eux ce que vous avez fait pour moi. Ce sera la meilleure façon de ne pas m'oublier.

F. Joly

15 novembre 1941

A tous ceux qui me sont chers,

Cette lettre, est la dernière que je vous écris ; elle arrivera après ma mort. Elle va éveiller en vous de douloureux souvenirs ; je ne suis pas un lâche, j'ai accepté la peine infligée et je vais mourir.

Papa et maman, mes chères sœurs, ne me pleurez pas, soyez fiers de moi au contraire. J'ai vu un prêtre, non pour recevoir un baptême, mais, pour qu'il répète de vive voix mes dernières déclarations. Je voulais que toute l'humanité soit heureuse ; voyez, l'avenir en face, radieux, sûr ; vous serez heureux, et je serai l'artisan de votre bonheur.

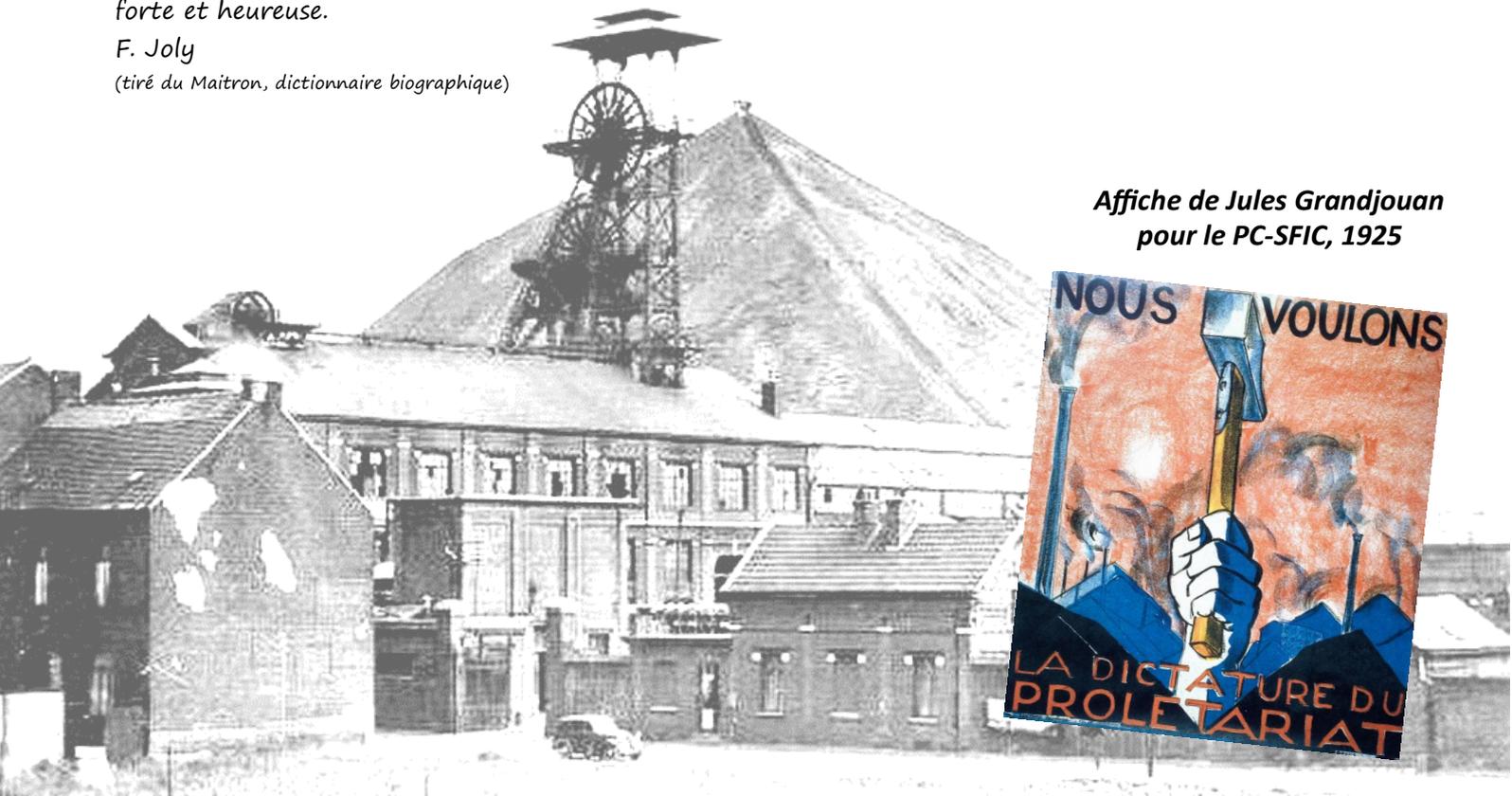
Je meurs jeune, très jeune ; il y a quelque chose qui ne meurt pas, c'est mon rêve ! Jamais comme à ce moment, il ne m'est apparu plus lucide, plus somptueux, plus près de nous. Enfin, l'heure de mon sacrifice est venue ; l'heure de sa réalisation approche, ma lettre se termine, l'heure tourne même, trois heures seulement me séparent de la mort, ma vie va s'achever.

Bientôt le rude hiver, bientôt aussi le bel été ; moi, je vais rire de la mort car je ne vais pas mourir, on ne va pas me tuer, on va me faire vivre éternellement ; mon nom va sonner après ma mort non comme un glas, mais comme une envolée d'espoir.

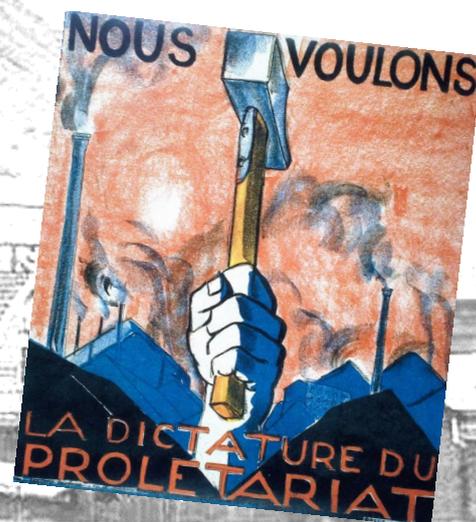
N'oubliez pas les camarades enfermés et dont les familles sont sans ressources. J'adresse mes dernières pensées à tous les professeurs de l'E.P.S. de Valenciennes. Je vais mourir pour que la France soit libre, forte et heureuse.

F. Joly

(tiré du Maitron, dictionnaire biographique)



Affiche de Jules Grandjouan  
pour le PC-SFIC, 1925



# DEUX MONDES

EN AVANT  
DANS LA VOIE  
RÉVOLUTIONNAIRE.

PAS DE CHÔMAGE  
AUGMENTATION DES SALAIRES  
CONSTRUCTION DU SOCIALISME



QUE TE TRACE  
LE PROLÉTARIAT  
SOVIÉTIQUE!

VOTE POUR LE PARTI COMMUNISTE

J.M. CHOPPY, PARIS

VU: LE CANDIDAT.

Affiche du PCF, 1930